



COMMISSION DE LA SANTÉ  
ET DES SERVICES SOCIAUX  
DES PREMIÈRES NATIONS  
DU QUÉBEC ET DU LABRADOR

**PORTRAIT**  
de la  
**JUDICIARISATION**  
des  
**PREMIÈRES NATIONS**  
au **QUÉBEC**  
L'AMORCE  
D'UN VIRAGE  
NÉCESSAIRE





**RAPPORT SOUMIS À LA  
COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DES PREMIÈRES NATIONS  
DU QUÉBEC ET DU LABRADOR (CSSSPNQL)**

Par

**MARIE-ÈVE SYLVESTRE**  
Professeure titulaire, Faculté de droit  
(Section de droit civil) de l'Université d'Ottawa

**CÉLINE BELLOT**  
Directrice de l'École de travail social de l'Université de Montréal

**ÉLAINE LESAGE-MANN**  
Candidate au doctorat en études urbaines,  
Institut national de la recherche scientifique

19 mars 2019

## CRÉDITS

### Rédaction

Marie-Ève Sylvestre, professeure titulaire, Faculté de droit (Section de droit civil) de l'Université d'Ottawa

Céline Bellot, directrice de l'École de travail social de l'Université de Montréal

Élaine Lesage-Mann, candidate au doctorat en études urbaines, Institut national de la recherche scientifique

### Relecteurs

Cédric Gray-Lehoux, conseiller en initiatives de justice, CSSSPNQL

Joannie Gray Roussel, agente de soutien – recherche et évaluation, CSSSPNQL

Marie-Jeanne Disant, agente de développement – plan de surveillance, CSSSPNQL

Mathieu Olivier-Côté, analyste principal de données, CSSSPNQL

Nancy Gros-Louis McHugh, gestionnaire du secteur de la recherche, CSSSPNQL

Richard Gray, gestionnaire des services sociaux, CSSSPNQL

### Révision linguistique

Vicky Viens

### Graphisme et mise en page

Nancy Pomerleau, Siamois graphisme

**Photo de la page couverture** : Meunier / Shutterstock

**Photo à l'intérieur** : AdobeStock, iStock, Marc Tremblay, Patrice Gosselin, Shutterstock, Tapiskwan et Thinkstock

L'emploi du masculin dans ce document vise uniquement à alléger le texte, et ce, sans préjudice envers les femmes.

Ce document est aussi disponible en anglais et peut être téléchargé à partir du site Web de la CSSSPNQL :

<https://centredoc.cssspnql.com>.

Citation suggérée :

Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador. *Portrait de la judiciarisation des Premières Nations au Québec : l'amorce d'un virage nécessaire*, Wendake, CSSSPNQL, 2019

ISBN :

Imprimé : 978-1-77315-256-1

Web : 978-1-77315-257-8

Dépôt légal - 2019

Bibliothèque et Archives nationales du Québec / Bibliothèque et Archives Canada

© Propriété intellectuelle revenant à la CSSSPNQL

© CSSSPNQL - 2019



# AVANT-PROPOS

Le présent rapport, intitulé *Portrait de la judiciarisation des Premières Nations au Québec : l'amorce d'un virage nécessaire*, a été réalisé dans le but de documenter la judiciarisation des Premières Nations au Québec et de fournir des données fiables sur ce sujet. Aucune étude de cette envergure et spécifique aux Premières Nations n'ayant été jusqu'alors produite, ce rapport est donc le premier portrait du genre. L'analyse des données judiciaires de 2016 du ministère de la Justice du Québec permet aussi d'éclairer les différents aspects du processus de judiciarisation dans les communautés des Premières Nations au Québec.

Même si la surjudiciarisation des Premières Nations fait souvent l'objet de couvertures médiatiques, cette réalité demeure néanmoins méconnue, car elle est très peu documentée. L'étude permet de mieux mesurer l'ampleur de la judiciarisation des Premières Nations dans le système de justice québécois et de mieux cerner les différents éléments constitutifs de cette problématique.

À l'aide de ce portrait, la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL) souhaite mobiliser toutes les parties prenantes, qu'elles soient du système judiciaire, législatif, de la sécurité publique ou des services sociaux, afin qu'elles soutiennent les Premières Nations dans la mise au point et la mise en œuvre d'actions adaptées aux approches et aux modes d'intervention qui leur sont propres. Cette démarche est primordiale pour réduire la surjudiciarisation des Premières Nations au Québec.

En effet, la collaboration continue des nombreuses parties prenantes est essentielle pour produire de réels changements à cette problématique. De même, la gouvernance et l'autodétermination des Premières Nations jouent un rôle crucial dans la mise en œuvre d'initiatives de justice réparatrice spécifiques aux Premières Nations, y compris les comités de justice et les cercles de médiation communautaire.

La CSSSPNQL souligne la contribution du ministère de la Justice du Québec pour son soutien financier ainsi que pour l'accès aux données. Elle remercie tout particulièrement les chercheuses Marie-Ève Sylvestre (Université d'Ottawa), Céline Bellot (Université de Montréal) et Élane Lesage-Mann (Institut national de la recherche scientifique) pour l'excellence de leur travail de recherche et leur exceptionnelle collaboration avec la CSSSPNQL.

Les recommandations émises dans ce rapport sont complémentaires aux appels à l'action (25 à 42) de la Commission de vérité et réconciliation du Canada. Portées par le leadership politique des Premières Nations, ces recommandations permettront de sensibiliser les paliers gouvernementaux, fédéral et provincial, à l'état de la situation actuelle, favorisant ainsi la collaboration pour la mise en place d'actions concrètes respectant les besoins et la diversité culturelle des Premières Nations au Québec.



# FAITS SAILLANTS

## *L'ampleur de la judiciarisation*

1. Il y a un nombre important de chefs d'accusation pour lesquels une personne a fourni une adresse civique dans une communauté des Premières Nations<sup>1</sup> dans les dossiers judiciaires ouverts et fermés en 2016 au Québec, soit un total de 9 809 chefs d'accusation<sup>2</sup> (soit 4 510 chefs d'accusation dans les dossiers ouverts et 5 299 dans les dossiers fermés).
2. En comparant les taux de judiciarisation<sup>3</sup> des Premières Nations avec ceux du Québec, la population des Premières Nations apparaît nettement plus judiciarisée. Le taux de judiciarisation est de 3 % pour les dossiers ouverts et de 3,4 % pour les dossiers fermés au Québec, alors qu'il est de 15 % (dossiers ouverts) et de 17,6 % (dossiers fermés) pour les personnes domiciliées dans une communauté des Premières Nations, soit un taux de cinq à six fois plus élevé.
3. Les communautés innues, algonquines, atikamekw et mohawks cumulent le plus grand nombre de dossiers ouverts ou fermés en 2016. Par contre, ce sont les communautés naskapie, algonquines, atikamekw et innues qui présentent les taux de judiciarisation les plus élevés pour 100 habitants.
4. Les jeunes de moins de 30 ans sont les plus visés par la judiciarisation, particulièrement les jeunes Innus et Algonquins (plus de 50 % des dossiers sont associés à des jeunes).
5. Les hommes sont très largement plus judiciarisés que les femmes. Les hommes de la nation abénakise apparaissent proportionnellement moins judiciarisés que les hommes des autres nations.

---

1 Conformément au mandat qui nous a été confié par la CSSSPNQL, le présent rapport vise à analyser les dossiers judiciaires pour lesquels une personne a fourni une adresse civique dans une communauté des Premières Nations. Par « Premières Nations », nous désignons un ensemble de 8 nations et de 29 communautés. La nation crie qui a signé la Convention de la Baie James ne figure pas dans cet ensemble, de même que la nation malécite (celle-ci ne comportant pas de communautés habitées, il n'y a pas de données qui se rapportent à cette nation).

2 Dans le présent rapport, nous référons au terme « chef d'accusation » pour désigner une accusation portée à l'encontre d'une personne à l'égard d'une infraction spécifique, étant entendu qu'une même personne peut cumuler plusieurs chefs d'accusation relativement à un même événement. Nous n'avons pas procédé à une analyse par personne, mais bien par chefs d'accusation dans deux banques de données du ministère de la Justice du Québec, soit les dossiers ouverts et fermés en 2016 pour lesquels une personne a fourni une adresse dans une communauté des Premières Nations.

3 Le taux de judiciarisation correspond au pourcentage de dossiers (ouverts ou fermés) par personne. La population utilisée est la population de plus de 18 ans telle qu'elle a été dénombrée dans le recensement canadien de 2016.

## La nature des infractions

6. Les personnes avec une adresse civique dans une communauté des Premières Nations sont d'abord et avant tout judiciairisées pour des infractions contre l'administration de la justice (IAJ). Celles-ci représentent 44,2 % des infractions alléguées dans les dossiers ouverts (1 915 infractions) et 40,5 % dans les dossiers fermés (2 015 infractions), devançant de loin les infractions contre la personne (respectivement 26,5 % et 25,1 % dans les dossiers ouverts et fermés).
7. Tant dans les dossiers ouverts que fermés, les cinq infractions les plus fréquemment judiciairisées sont en ordre d'importance : le défaut de se conformer à une ordonnance, le manquement à des conditions de probation, les voies de fait simple, la conduite avec facultés affaiblies et les autres infractions contre la personne.
8. Les IAJ visent principalement les jeunes de moins de 25 ans.
9. Parmi les infractions contre la personne, plus du tiers (36 %) auraient été commises dans un contexte de violence conjugale.



## ***Les plaidoyers de culpabilité***

10. Les personnes judiciairisées avec une adresse civique dans une communauté des Premières Nations ont plaidé coupable dans près de la moitié des infractions alléguées (49,8 %). Si nous avions retiré les nombreuses données manquantes, elles auraient plaidé coupable dans les deux tiers des cas.
11. Les taux les plus élevés de plaidoyers de culpabilité sont liés aux infractions suivantes : la possession de drogues (81,2 %); le vol de moins de 5 000 \$ (72,9 %); les autres délits de la route (67,2 %); les autres IAJ (64,2 %); les voies de fait contre un agent de la paix (59,8 %); les manquements aux conditions de probation (59,4 %); le défaut de se conformer à une ordonnance (54,9 %); le défaut de comparaître (52,4 %); le vol de plus de 5 000 \$ (50 %); les infractions liées aux armes offensives (49,6 %); et le trafic de drogues (48,9 %).
12. Les communautés abénakises (73,1 %), huronne-wendat (68,9 %), algonquines (63,1 %) et atikamekw (56 %) ont les plus hauts taux de plaidoyers de culpabilité.

## ***Les peines imposées***

13. La probation, seule ou combinée, est la peine la plus fréquemment imposée aux personnes judiciairisées avec une adresse civique dans une communauté des Premières Nations (46,6 % du total des peines imposées), suivie de près par l'emprisonnement (36 %), seul ou combiné, alors que l'amende n'est imposée que dans 15,6 % des infractions.
14. L'emprisonnement ferme, c'est-à-dire purgé en établissement, est privilégié dans 92 % des peines d'emprisonnement par opposition à l'emprisonnement avec sursis (8,2 %). En outre, 9,3 % des peines d'emprisonnement ferme ont été purgées de façon discontinue.
15. Les communautés qui connaissent les plus hauts taux de peines d'emprisonnement ferme sont par ordre d'importance : mohawks (99 %), innues (94,5 %), atikamekw (91,1 %) et algonquines (90,4 %). Les peines purgées de façon discontinue sont les plus fréquentes dans les communautés mohawks (34,5 %) et huronne-wendat (16,7 %), tandis que l'emprisonnement avec sursis est le plus fréquent dans les communautés abénakises (66,7 %) et mi'gmaq (21,1 %).

- 
- 
16. De l'ensemble des peines d'emprisonnement, 42,5 % ont été imposées pour des IAJ. De plus, les peines d'emprisonnement ferme sont davantage imposées dans le cas des IAJ que dans tous les autres types d'infractions. Ainsi, 54,7 % des peines d'emprisonnement ferme sont liées aux IAJ, alors que 21 % sont liées aux crimes contre la personne.
17. Les personnes avec une adresse civique dans une communauté des Premières Nations sont généralement incarcérées pour de courtes périodes. En effet, 52,7 % des peines d'emprisonnement ont une durée de 30 jours et moins et près de 15 % d'entre elles ont une durée d'un jour seulement. En outre, 58,3 % de toutes les peines d'emprisonnement ferme de 30 jours et moins sont liées aux IAJ (377 peines).
18. Les peines d'emprisonnement ferme d'une durée d'un jour seulement sont particulièrement fréquentes dans la communauté naskapie (31,8 % des peines d'emprisonnement ferme imposées), dans les communautés innues (22,8 %), dans les communautés algonquines (20,4 %) et dans les communautés mi'gmaq (12,9 %).
19. Près de la moitié des peines de probation dans la banque de dossiers fermés ont une durée de 12 mois et moins (48,2 %), tandis que 42,9 % des peines de probation ont une durée de 13 à 24 mois et 8,9 % ont une durée de 25 à 36 mois.
20. Parmi les peines de probation, 59,1 % sont dites « sans surveillance », et 32,6 % de ces peines exigent que la personne se rapporte à un agent de probation. De plus, 8,0 % des peines de probation contiennent une condition d'effectuer des travaux communautaires.
21. Près du tiers des amendes imposées sont de 100 \$ et moins (31,4 %), et 47 % des amendes sont d'un montant de 100 \$ à 1 000 \$. Finalement, 21,4 % des amendes imposées sont de 1 001 \$ et plus, et 99,1 % des amendes de 1 001 \$ et plus sont liées aux infractions de conduite avec facultés affaiblies.







# Table des matières

|                                                                                               |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <b>Avant-propos</b> .....                                                                     | III |
| <b>Faits saillants</b> .....                                                                  | V   |
| <b>1. Introduction</b> .....                                                                  | 7   |
| <b>2. Contexte de la judiciarisation des Premières Nations au Québec</b> .....                | 9   |
| <b>3. Description du parcours judiciaire des personnes</b> .....                              | 17  |
| Le chiffre noir de la criminalité et l'entonnoir pénal.....                                   | 17  |
| La compétence des tribunaux québécois.....                                                    | 18  |
| Le parcours judiciaire.....                                                                   | 19  |
| <b>4. Méthodologie</b> .....                                                                  | 27  |
| <b>5. Présentation des résultats</b> .....                                                    | 31  |
| 5.1 Ampleur de la judiciarisation des Premières Nations au Québec .....                       | 31  |
| 5.2 La nature des infractions reprochées .....                                                | 52  |
| 5.3 Les parcours judiciaires : l'étape du plaidoyer de culpabilité ou de non-culpabilité..... | 69  |
| 5.4 Les peines .....                                                                          | 73  |
| <b>6. Conclusion</b> .....                                                                    | 97  |
| <b>7. Recommandations</b> .....                                                               | 101 |
| <b>8. Bibliographie</b> .....                                                                 | 107 |

# Liste des tableaux

|                                                                                                                                           |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| <b>Tableau 1</b>                                                                                                                          |    |
| Nombre de chefs d'accusation dans les dossiers ouverts et fermés selon l'adresse civique.....                                             | 29 |
| <b>Tableau 2</b>                                                                                                                          |    |
| Nombre de chefs d'accusation et taux de judiciarisation pour 100 habitants de 18 ans et plus .....                                        | 32 |
| <b>Tableau 3</b>                                                                                                                          |    |
| Distribution des chefs d'accusation dans les dossiers ouverts selon l'âge et l'adresse .....                                              | 33 |
| <b>Tableau 4</b>                                                                                                                          |    |
| Distribution des chefs d'accusation dans les dossiers fermés selon l'âge et l'adresse.....                                                | 33 |
| <b>Tableau 5</b>                                                                                                                          |    |
| Distribution des chefs d'accusation dans les dossiers ouverts selon les districts judiciaires .....                                       | 35 |
| <b>Tableau 6</b>                                                                                                                          |    |
| Distribution des chefs d'accusation dans les dossiers ouverts selon les districts judiciaires<br>et les communautés de domiciliation..... | 36 |
| <b>Tableau 7</b>                                                                                                                          |    |
| Distribution des chefs d'accusation dans les dossiers fermés selon les districts judiciaires .....                                        | 40 |
| <b>Tableau 8</b>                                                                                                                          |    |
| Distribution des chefs d'accusation dans les dossiers fermés selon les districts judiciaires<br>et les communautés de domiciliation.....  | 41 |
| <b>Tableau 9</b>                                                                                                                          |    |
| Distribution des chefs d'accusation dans les dossiers ouverts et taux de judiciarisation<br>selon la nation de la personne accusée .....  | 45 |
| <b>Tableau 10</b>                                                                                                                         |    |
| Distribution des chefs d'accusation dans les dossiers fermés et taux de judiciarisation<br>selon la nation de la personne accusée .....   | 46 |
| <b>Tableau 11</b>                                                                                                                         |    |
| Distribution des chefs d'accusation dans les dossiers ouverts, selon le groupe d'âge et la nation de la<br>personne accusée .....         | 49 |





#### Tableau 12

Distribution des chefs d'accusation dans les dossiers fermés, selon le groupe d'âge et la nation de la personne accusée.....50

#### Tableau 13

Âge moyen et âge médian dans les dossiers ouverts selon la nation ..... 51

#### Tableau 14

Âge moyen et âge médian dans les dossiers fermés selon la nation ..... 51

#### Tableau 15

Nature des infractions reprochées dans les dossiers ouverts..... 54

#### Tableau 16

Nature des infractions reprochées dans les dossiers ouverts selon le sexe et la nation ..... 55

#### Tableau 17

Nature des infractions reprochées dans les dossiers ouverts selon le groupe d'âge et la nation.....58

#### Tableau 18

Nature des infractions reprochées dans les dossiers fermés..... 61

#### Tableau 19

Nature des infractions dans les dossiers fermés selon le sexe et par nation..... 62

#### Tableau 20

Nature des infractions reprochées dans les dossiers fermés selon le groupe d'âge et la nation ..... 65

#### Tableau 21

Infractions contre la personne, commises dans un contexte de violence dans les dossiers fermés ..... 67

#### Tableau 22

Fréquence des plaidoyers de culpabilité selon la catégorie d'infractions dans les dossiers fermés..... 70

#### Tableau 23

Fréquence des plaidoyers de culpabilité selon la nation dans les dossiers fermés.....72

#### Tableau 24

Nombre de condamnations avec au moins un élément de peine, par type, dans les dossiers fermés .....75

|                                                                                                                       |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| <b>Tableau 25</b>                                                                                                     |    |
| Type de peines imposées dans les dossiers fermés selon la nation.....                                                 | 76 |
| <b>Tableau 26</b>                                                                                                     |    |
| Type de peines imposées et nature des peines par nation dans les dossiers fermés.....                                 | 78 |
| <b>Tableau 27</b>                                                                                                     |    |
| Types de peines imposées dans les dossiers fermés selon les catégories d’infractions .....                            | 79 |
| <b>Tableau 28</b>                                                                                                     |    |
| Durée d’emprisonnement dans les dossiers fermés selon le type d’emprisonnement.....                                   | 81 |
| <b>Tableau 29</b>                                                                                                     |    |
| Durée d’emprisonnement selon le type d’emprisonnement par nation dans les dossiers fermés.....                        | 82 |
| <b>Tableau 30</b>                                                                                                     |    |
| Durée d’emprisonnement dans les dossiers fermés selon le type d’emprisonnement<br>et la catégorie d’infractions ..... | 84 |
| <b>Tableau 31</b>                                                                                                     |    |
| Durée de probation dans les dossiers fermés selon le type de probation.....                                           | 87 |
| <b>Tableau 32</b>                                                                                                     |    |
| Durée de probation dans les dossiers fermés selon le type par nation .....                                            | 88 |
| <b>Tableau 33</b>                                                                                                     |    |
| Durée de probation dans les dossiers fermés selon le type de probation et la catégorie d’infractions .....            | 90 |
| <b>Tableau 34</b>                                                                                                     |    |
| Amendes imposées dans les dossiers fermés .....                                                                       | 93 |
| <b>Tableau 35</b>                                                                                                     |    |
| Amendes imposées par nation dans les dossiers fermés.....                                                             | 93 |
| <b>Tableau 36</b>                                                                                                     |    |
| Amendes imposées par catégorie d’infractions dans les dossiers fermés .....                                           | 94 |
| <b>Tableau 37</b>                                                                                                     |    |
| Suramende compensatoire dans les dossiers fermés .....                                                                | 94 |





# Liste des figures

|                                                                                                                           |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| <b>Figure 1</b>                                                                                                           |    |
| Distribution des chefs d'accusation par dossiers avec adresse au Québec<br>(hors des communautés des PN) selon l'âge..... | 34 |
| <b>Figure 2</b>                                                                                                           |    |
| Distribution des chefs d'accusation par dossiers avec adresse dans une communauté<br>des PN selon l'âge .....             | 34 |
| <b>Figure 3</b>                                                                                                           |    |
| Répartition des chefs d'accusation dans les dossiers ouverts selon le sexe et la nation.....                              | 47 |
| <b>Figure 4</b>                                                                                                           |    |
| Répartition des chefs d'accusation dans les dossiers fermés selon le sexe et la nation .....                              | 48 |
| <b>Figure 5</b>                                                                                                           |    |
| Nature des infractions reprochées dans les dossiers ouverts.....                                                          | 53 |
| <b>Figure 6</b>                                                                                                           |    |
| Nature des infractions reprochées dans les dossiers fermés .....                                                          | 60 |
| <b>Figure 7</b>                                                                                                           |    |
| Distribution des types de peine dans les dossiers fermés .....                                                            | 74 |
| <b>Figure 8</b>                                                                                                           |    |
| Durée d'emprisonnement ferme dans les dossiers fermés .....                                                               | 80 |
| <b>Figure 9</b>                                                                                                           |    |
| Type de probation .....                                                                                                   | 86 |



# 1. INTRODUCTION

*Ce rapport présente un premier portrait de la judiciarisation des Premières Nations au Québec. Produit à partir d'une extraction de données judiciaires du ministère de la Justice du Québec (MJQ), il se concentre sur l'année 2016.*

Comme nous l'expliquerons plus en détail ci-dessous, il ne s'agit pas d'un portrait de la criminalité des Premières Nations en 2016, mais bien de leur judiciarisation, c'est-à-dire de la prise en charge par le système de justice criminelle de certains comportements associés aux personnes qui ont fourni une adresse au sein d'une communauté des Premières Nations. Généralement, il faut comprendre la question de l'analyse de la criminalité comme l'analyse des situations problèmes qui ont fait l'objet d'une prise en charge judiciaire par la voie criminelle. Ainsi, la criminalité correspond davantage à ce que les organisations policières et judiciaires choisissent de considérer, de prendre en charge.

Toutes les études effectuées dans les dernières décennies font état de la surreprésentation des Premières Nations dans le système judiciaire canadien, et ce, à toutes les étapes de la procédure criminelle. À cet égard, deux explications sont généralement proposées, parfois seules ou combinées. Selon la première, la colonisation canadienne et la mise en œuvre de différentes politiques coloniales, dont celle des pensionnats, ont engendré d'importants problèmes sociaux et économiques dans les communautés des Premières Nations, en plus de créer une rupture dans les mécanismes traditionnels de prise en charge de ces problèmes, ce qui placerait plus souvent les

Premières Nations dans des situations problèmes qui sont définies comme des crimes et prises en charge comme tels par le système judiciaire. Selon la seconde, il existe de nombreux préjugés défavorables, du racisme et de la discrimination systémique de la part des policiers et du système judiciaire à l'endroit des Premières Nations, ce qui fait en sorte qu'elles sont davantage surveillées, interpellées et prises en charge que les autres groupes de la population canadienne (Bellot et Sylvestre, 2016). Ces deux hypothèses sont le plus souvent articulées pour saisir les enjeux relatifs à la judiciarisation des Premières Nations. En effet, il s'agit, dans cette perspective, de mettre de l'avant l'absence ou le manque de réponses sociales aux problèmes sociaux vécus par les communautés des Premières Nations pour comprendre comment s'alimente le recours aux réponses policières et judiciaires. C'est en tenant compte de ce contexte que le présent rapport vise à analyser quelles sont les situations problèmes vécues par les personnes des Premières Nations au Québec qui sont judiciarisées.

En outre, seuls les dossiers de personnes ayant une adresse civique dans une communauté des Premières Nations ont pu être considérés en l'absence d'identification ethnoculturelle dans la banque de données du MJQ. Ainsi, les analyses portent sur les dossiers judiciaires et non sur les individus.



## 2. CONTEXTE DE LA JUDICIARISATION DES PREMIÈRES NATIONS AU QUÉBEC

*S'intéresser au contexte de la judiciarisation des Premières Nations au Québec, c'est comprendre pourquoi et comment les organisations policières et judiciaires prennent en charge les situations problèmes vécues par les Premières Nations au Québec dans leurs communautés. Si les études spécifiques au Québec sont peu nombreuses, les études portant globalement sur la situation canadienne le sont davantage.*

La responsabilité habituelle attendue de la police est celle du maintien de l'ordre et de la sécurité. Il demeure cependant évident que cette responsabilité se décline de manière très différente en fonction des contextes sociaux dans lesquels elle s'ancre. Portant un rôle de contrôle social, le travail policier s'inscrit donc dans un maintien de la sécurité sur un territoire et une surveillance et un contrôle des populations suspectes (Brodeur, 1983). Ainsi, ce regard traditionnel de l'action policière s'appuie sur l'exercice accepté d'un contrôle social institutionnel auprès de communautés et de populations (Marenin, 1982).

Les enjeux d'ordre public et de sécurité publique dans les communautés des Premières Nations qui permettent de saisir le rôle, le sens et les effets des pratiques policières doivent aussi être lus en regard des tensions sociales, économiques et culturelles liées au contexte colonial et de discrimination systémique (Kiedrowski, et coll., 2017; Jones, et coll., 2016; Lithopoulos et Ruddell, 2011).

En effet, d'un point de vue global, les politiques coloniales et le racisme systémique ont contribué à placer historiquement et actuellement les communautés et les populations des Premières Nations dans une défavorisation sociale, économique et culturelle majeure. Il en ressort une acuité des problèmes sociaux, qui se traduisent par des enjeux relatifs à la pauvreté, au chômage, à la sous-scolarisation et au mal-logement, mais aussi aux abus de consommation de drogues et d'alcool, à la violence subie et agie, au suicide et aux problèmes de santé mentale (Kiedrowski, et coll., 2017; Comack, 2012; Fontaine, 2006; Lithopoulos et Ruddell, 2011).

Les données sont nombreuses et s'accumulent pour rendre compte de la défavorisation matérielle et éducationnelle dans laquelle est placée une grande majorité de communautés et de personnes des Premières Nations. Selon l'Enquête régionale sur la santé des Premières Nations de 2015, un peu moins de la moitié des adultes vivent dans un ménage sous le seuil de faible revenu, les adultes

vivant avec des enfants étant plus nombreux à vivre sous le seuil de faible revenu que les adultes ne vivant pas avec des enfants (CSSSPNQL, 2018). Quant au chômage, les dernières données relatives à la population active au Canada montrent que le taux de chômage s'élève à 13,5 % dans les populations des Premières Nations, alors qu'il n'est que de 6,2 % dans les populations allochtones en 2017 (Statistique Canada, 2018). Le rapport sur le bien-être des communautés des Premières Nations réalisé par le ministère des Affaires autochtones du Canada montre, en outre, à quel point le bien-être des communautés des Premières Nations par rapport à l'ensemble des indicateurs est moins élevé que celui des communautés allochtones (AADNC, 2015). Reprenant la notion de crise, certains auteurs vont ainsi évoquer l'idée que les policiers agissent le plus souvent dans des communautés en crise, à l'égard de familles et de personnes elles-mêmes en situation de crise (Jones, et coll., 2016; Ruddell, et coll., 2014).

Au Québec, la CSSSPNQL (2018) a publié les résultats de l'Enquête régionale sur la santé des Premières Nations qui permettent de rendre compte des conditions de défavorisation vécues par les communautés. L'échantillon de cette enquête concerne 3 261 personnes, 825 enfants, 769 adolescents et 1 667 adultes. L'ensemble de ces personnes ont rempli un questionnaire sur différentes dimensions individuelles et communautaires. La collecte de données et l'analyse tiennent également compte de la répartition géographique des communautés, définie dans l'Enquête de la manière suivante :

- ◆ Zone 1 (urbaine) : La communauté est située à moins de 50 km d'un centre de services relié par une route d'accès ouverte à l'année.
- ◆ Zone 2 (rurale) : La communauté est située entre 50 et 350 km d'un centre de services relié par une route d'accès ouverte à l'année.
- ◆ Zone 3 (isolée) : La communauté est située à plus de 350 km d'un centre de services relié par une route d'accès ouverte à l'année.
- ◆ Zone 4 (difficile d'accès) : La communauté n'est pas reliée à un centre de services par une route d'accès ouverte à l'année.

Plus des deux tiers de la population des Premières Nations résident dans des communautés situées en zone 1.

Sur le plan de l'éducation, plus du tiers des adultes n'ont pas terminé leurs études secondaires, et cette proportion s'élève à 60 % chez les 18-24 ans selon les données de l'Enquête régionale sur la santé des Premières Nations de 2015 (CSSSPNQL, 2018). En outre, le tiers des adolescents disent avoir eu des problèmes d'apprentissage. De plus, la proportion d'adultes ayant terminé leurs études secondaires diminue avec l'éloignement géographique, soit 70 % en zone 1 (urbaine), alors qu'elle n'est que de 41 % en zone 3 (isolée).



Sur le plan du logement, plus de 25 % des adultes affirment que leur logement nécessite des réparations majeures. Un enfant sur quatre vit dans un logement surpeuplé, et la proportion monte à près de 50 % en zone 3 (isolée). Une étude de la CSSSPNQL (2015) sur l'itinérance des Premières Nations au Québec montre d'ailleurs comment les difficultés associées au logement (logements inappropriés, surpeuplés, situation de violence, etc.) dans les communautés constituent un défi en matière de mobilité et de stabilité résidentielles contribuant fortement à des trajectoires vers l'itinérance.

Sur le plan des conditions socio-économiques, la moitié des adultes (population adulte de plus de 18 ans, y compris les personnes retraitées, les personnes invalides, etc.) rapportent avoir une activité rémunérée. Globalement, plus de quatre adultes sur dix vivent dans un ménage sous le seuil de faible revenu. Ils ont généralement une moins bonne perception de leur santé mentale. En outre, plus de 20 % des adultes vivent en situation d'insécurité alimentaire.

Sur le plan des habitudes de vie, plus de la moitié des adolescents et des aînés ne boivent pas d'alcool. Cependant, la moitié des jeunes adultes (18-34 ans) consomment avec excès au moins une fois par mois. La plupart des usagers de drogues se limitent au cannabis, à l'exception des jeunes adultes (18-34 ans). Chez ces derniers, une personne sur cinq consomme des stimulants.

Il importe de rappeler que près de deux adultes de 40 ans et plus sur dix affirment avoir fréquenté un pensionnat autochtone, et près des deux tiers rapportent que cette expérience a eu des effets négatifs sur leur vie. Par ailleurs, près de 20 % de la population totale des Premières Nations vivant dans les communautés a déjà été placée en famille d'accueil, dont la moitié à l'extérieur des communautés.

Il n'est pas étonnant de constater que l'abus d'alcool et de drogues, le manque d'emplois, la violence et le logement sont les éléments le plus souvent mentionnés comme des problèmes au sein des communautés. En outre, notons que la police communautaire n'est reconnue que par 23 % des personnes de plus de 15 ans comme une force de la communauté dans les zones 2, 3 et 4, alors qu'elle est perçue comme une force pour près de la moitié (48 %) des répondants de plus de 15 ans dans la zone 1<sup>4</sup> (CSSSPNQL, 2018).

Les études montrent que le constat sur les situations sociales auxquelles sont confrontés les policiers est perçu de manière relativement similaire tant par les policiers et leur organisation que par les communautés des Premières Nations. Par exemple, l'étude menée par Kiedrowski et ses collègues à partir de questionnaires auprès de policiers officiers du Programme des services de police des Premières Nations conclut que, pour ces officiers, les trois problèmes les plus importants au sein des communautés des Premières Nations au Canada sont les abus de substances psychoactives, la violence familiale et le bien-être des enfants (Kiedrowski, et coll., 2017).

4 Mentionnons que ce résultat a été obtenu à la suite d'une question demandant aux répondants de classer dans l'ordre les forces de la communauté parmi une quinzaine de choix proposés.

Si le contexte colonial passé et actuel contribue à la pauvreté, à l'exclusion sociale, à la violence et aux abus de substances dans les communautés, les interventions soutenues orientent une prise en charge judiciaire de ces problèmes sociaux (Comack, et coll., 2013). Ainsi, dans de nombreuses études, le contexte de désorganisation et de mal-être des personnes et des communautés expliquerait la violence agie et subie. Dès lors, les forts taux de prévalence de comportements criminels comme ceux de victimisation témoigneraient donc également du contexte dans lequel les policiers interviennent au Canada en général. Ces résultats alimentent des enjeux d'insécurité et de mal-être au sein des communautés des Premières Nations de manière globale.

Pourtant, selon l'Enquête régionale sur la santé des Premières Nations du Québec (CSSSPNQL, 2018), près de neuf personnes âgées de 12 ans et plus sur dix se sentent en sécurité dans leur communauté. À cet égard, il importe de nuancer ou du moins d'être vigilant par rapport à des données canadiennes qui font état de proportions plus élevées de criminalité et de victimisation dans les communautés des Premières Nations. Ainsi, en comparant les taux de criminalité dans 50 communautés ayant une police des Premières Nations avec ceux de 980 communautés servies par une police allochtone en 2012, Lithopoulos (2013) rapporte que les incidents criminels sont 3,7 fois plus importants dans une communauté des Premières Nations que dans une communauté allochtone, que les crimes violents sont 6,7 fois plus élevés et que les homicides le sont 5,9 fois. Cette étude ne porte cependant pas sur le Québec et s'inscrit dans la continuité de l'étude de

Brzozowski et de ses collaborateurs (2006) qui rapportait des taux de criminalité trois fois plus élevés dans les communautés des Premières Nations que dans le reste du Canada en 2004.

La surreprésentation des personnes des Premières Nations et des Inuits parmi les victimes de crimes violents est aussi notable au Canada (Miladinovic et Mulligan, 2015). Ainsi, selon l'étude sur la victimisation de Statistique Canada (2014), 28 % des Premières Nations et Inuits ont été victimes d'un crime au cours des 12 derniers mois précédents, comparativement à 18 % de personnes allochtones. En outre, en 2014, le taux global de victimisation avec violence vécu par les Premières Nations et les Inuits était deux fois supérieur à celui des allochtones (163 incidents pour 1 000 personnes par rapport à 74 incidents pour 1 000 personnes). Pour autant, ce serait moins l'identité autochtone que d'autres facteurs de risque qui participeraient à l'augmentation du risque global de victimisation. Ces facteurs de risque se déclinent de la manière suivante : mauvais traitements durant l'enfance, perception de désordre social dans le voisinage, expérience antérieure d'itinérance, usage de drogues ou problèmes de santé mentale. De la même façon, les facteurs associés à la criminalité et à la violence présentés par Brzozowski et ses collègues (2006) sont le fait d'être jeune, d'avoir un faible niveau de scolarité, d'être au chômage, d'avoir un faible revenu et de vivre dans un logement surpeuplé. Il est cependant difficile de savoir ce qu'il en est pour le Québec. Brassard et Spielvogel (2018) montrent que, tant au Québec qu'au Canada, la violence conjugale et familiale dans les communautés des Premières Nations et les villages inuits constitue



un problème social majeur. Toutefois, il existe peu d'études qui s'attardent au point de vue des Premières Nations et à leur expérience des conflits conjugaux et, encore moins, qui cherchent à comprendre la réalité des hommes victimes.

Par ailleurs, Perreault et Brennan (2012) montrent le lien entre ces taux de criminalité et ceux de victimisation en rappelant que la plupart des victimes de ces crimes sont des Premières Nations et des Inuits au Canada. En outre, Brennan (2011) rapporte que ce sont aussi les femmes qui sont le plus souvent victimes. Son étude conclut ainsi que les femmes des Premières Nations et inuites sont trois fois plus susceptibles d'être victimes de violence que les femmes allochtones. De plus, elles sont deux fois plus victimes que les hommes des Premières Nations et inuits. L'enquête sur la victimisation de 2014 a permis de révéler que les femmes des Premières Nations et inuites étaient trois fois plus susceptibles de déclarer avoir été victimes de violence conjugale que les femmes allochtones. Pourtant, malgré ces taux de victimisation plus élevés, les personnes des Premières Nations et inuites rapportent moins ces situations à la police, en raison, notamment, de la méfiance qui s'est installée, mais aussi des risques de manquement à l'obligation de confidentialité des dénonciations au sein de communautés. En outre, comme le constatent Brassard et ses collaborateurs (2017), le recours aux policiers témoigne davantage de l'absence d'autres types d'intervention sociale que d'un réel intérêt pour les victimes à la judiciarisation de leur situation.

De manière plus structurelle et globale, Comack et ses collègues (2013), dans une étude sur l'implication des jeunes des Premières Nations, Inuits et Métis dans des gangs de rue, vont se démarquer en montrant comment les effets du colonialisme ne sont pas simplement des facteurs explicatifs de la criminalité et de la victimisation des Premières Nations, des Inuits et des Métis, mais sont constitutifs de processus de résistance. En traçant le portrait de l'engagement et de l'expérience dans des gangs de jeunes des Premières Nations, Inuits ou Métis à Winnipeg dans une démarche ethnographique, ces chercheurs montrent comment les jeunes impliqués dans les gangs de Winnipeg, au-delà de leur quête de respect et de dignité, inscrivent leur engagement dans les gangs comme une révolte contre l'oppression, l'exclusion et la répression subies. Dès lors, la répression subie par ces gangs s'inscrit elle-même dans cette continuité du processus colonial, permettant encore de prendre le contrôle sur des jeunes en quête d'une place et d'un devenir. Fontaine (2006 : 116) affirme que « Aboriginal gangs are the product of our colonized and oppressed space within Canada – a space fraught with inequity, racism, dislocation, marginalization, and cultural and spiritual alienation ». À ce titre, à l'instar des études de Bourgois dans East Harlem à New York (1996), ces auteurs montrent comment la structure discriminatoire et oppressive place les jeunes dans des situations qui alimentent encore leur répression et leur mise à l'écart de la société. Les auteurs soulignent, en outre, à quel point cette répression s'exprime dans un contexte néolibéral, où les responsabilisations

individuelles et familiales sont mises de l'avant au détriment d'une lecture plus structurelle sur les effets du colonialisme. Pourtant, ces jeunes sont placés dans un cercle vicieux profond, les effets du colonialisme alimentant la reproduction de ce dernier et fermant les possibilités de changement tant des personnes que des communautés.

Au-delà de ce contexte social et culturel, qui impose aux services policiers de gérer tout autant les problèmes sociaux que la criminalité vécue dans les communautés et par les populations, il importe aussi de saisir le contexte relationnel dans lequel ces services agissent. Ainsi, de ce côté de l'hypothèse, les études montrent que les actions policières et judiciaires s'inscrivent dans un contexte relationnel marqué par le racisme et la discrimination.

L'attribution d'un monopole de la force pour maintenir l'ordre et la sécurité publique s'appuie sur une relation de confiance entre les citoyens et leur police (Goyette, et coll., 2014). Or, placé dans le contexte des Premières Nations, des Inuits ou des Métis, ce maintien de l'ordre social s'inscrit historiquement dans le projet colonial et, à ce titre, témoigne d'un cadre marqué par le racisme et les discriminations systémiques (Comack, et coll., 2013).

L'analyse des différentes dimensions sociales, économiques et culturelles, relatives tant aux situations de victimisation qu'aux crimes commis, montre à quel point ces données témoignent des effets constants du colonialisme quant à la production d'une désorganisation sociale majeure

dans les communautés des Premières Nations comme dans les contextes de vie des personnes elles-mêmes. Ainsi, il importe de saisir à quel point ces situations sont interreliées et sont les symptômes des oppressions subies. En effet, les relations entre les premiers peuples et les allochtones au Canada se sont traduites par l'exercice d'un pouvoir toujours plus large des allochtones, prenant possession du territoire des Autochtones, anéantissant leur culture et déstabilisant de manière profonde les individus, les communautés et les nations (Commission de vérité et réconciliation, 2015). Dès lors, la pauvreté et les processus de marginalisation et d'assimilation bâtissent au jour le jour cette oppression qui éloigne des relations respectueuses et réconciliées susceptibles de mettre à mal les discriminations systémiques.

Parmi les vecteurs de ces rapports de domination et de discrimination qui caractérisent l'oppression, les institutions d'autorité de la majorité dominante jouent un rôle essentiel. Ainsi, plus que la confiance, les relations entre les populations et les communautés des Premières Nations et les policiers et les organisations policières sont cristallisées dans des rapports de méfiance et d'hostilité établis de part et d'autre. La question de la méfiance réciproque prend racine dans des rapports de pouvoir et d'abus inscrits dans les politiques et les pratiques colonialistes d'assimilation qui ont conduit les policiers à jouer un rôle clé dans l'histoire des pensionnats, dans l'histoire du contrôle de la consommation d'alcool et dans la production autoritaire d'un ordre public sans égard pour



le droit et les pratiques coutumières des communautés des Premières Nations (Jones, et coll., 2016). Ainsi, les pratiques policières sont aussi à l'origine de la surreprésentation des Premières Nations, des Inuits et des Métis dans le système judiciaire et carcéral, pratiques qui entraînent des situations de désordre et de désorganisation des communautés et des familles (Jones, et coll., 2016; Kiedrowki, et coll., 2017). L'étude de Jones et de ses collègues (2016) auprès de Premières Nations témoigne tout particulièrement de ce cercle vicieux dans lequel se trouvent les communautés et les personnes. Victimes des effets du colonialisme qui les place dans des conditions de vie difficiles en matière de pauvreté, de sous-scolarisation, de violence subie qui alimente les difficultés personnelles comme la consommation abusive de substances, de violence agie, et de problèmes de santé mentale et physique, les personnes font l'objet d'une gestion pénale qui les conduit le plus souvent à des accusations criminelles et à des incarcérations, soit des expériences qui les éloignent toujours un peu plus d'une amélioration de leurs conditions de vie, de leur bien-être et de leur intégration.

Le poids du racisme systémique s'inscrit ainsi le plus souvent dans les analyses portant sur la surreprésentation des populations des Premières Nations dans le système judiciaire et carcéral (Comack, et coll., 2013). Dans une étude sur la judiciarisation de l'itinérance des Premières Nations à Val-d'Or, Bellot et Sylvestre (2016) ont pu montrer à quel point ces populations sont ciblées par les forces policières dans cette ville. Cette judiciarisation révèle des pratiques de profilage social et racial qui conduisent les policiers à interpeller davantage les Premières Nations, à leur remettre davantage de contraventions et, ultimement, à faire en sorte que le système judiciaire les incarcère pour non-paiement d'amende.

Comme les études témoignant des enjeux de judiciarisation des Premières Nations sont trop souvent canadiennes, le présent rapport vise à saisir de manière plus spécifique la question de la judiciarisation des personnes ayant une adresse civique dans une communauté des Premières Nations au Québec.





### 3. DESCRIPTION DU PARCOURS JUDICIAIRE DES PERSONNES

#### **Le chiffre noir de la criminalité et l'entonnoir pénal**

Comme nous avons pu l'exposer, il est impossible d'obtenir un portrait exact ou complet de la criminalité. En effet, il existe un vaste univers de situations problèmes et de conflits pour lesquels il serait théoriquement possible d'accoler l'étiquette de « crime ». Or, plusieurs situations problématiques et conflictuelles sont gérées de manière privée entre les individus ou les groupes concernés, ne sont pas rapportées à la police ou aux autorités, ou encore sont prises en charge par d'autres systèmes que le système de justice criminelle (par exemple, la justice civile ou administrative, la médiation, l'arbitrage, le règlement informel des conflits au sein des familles et des groupes, l'intervention sociale et communautaire). Ainsi, le recours au système pénal pour intervenir dans des situations témoigne *de facto* de l'absence ou du manque de prise en charge des situations à partir d'autres champs d'intervention ou encore de l'imposition du système pénal sur d'autres (comme c'est le cas, par exemple, du droit étatique sur les systèmes traditionnels de résolution de conflits chez les Premières Nations).

Dès lors, il est possible de se représenter le système de justice pénale comme un entonnoir (Robert, 1977) muni d'étages successifs comprenant la police, le poursuivant (le représentant du Directeur

des poursuites criminelles et pénales [DPCP] ou procureur), les procès et les peines. Représenté comme un entonnoir, le système pénal ne retient pas toute la matière première et fonctionne plutôt selon une série de tris qui se font à chacune des étapes. Ainsi, à chaque étage de l'entonnoir, un ou des acteurs prennent une série de décisions qui ont pour effet de sélectionner, d'orienter, de retenir ou de laisser aller les situations problèmes, en les faisant descendre dans l'entonnoir ou en les faisant sortir de celui-ci. Par conséquent, seul un certain nombre de situations et d'individus passera finalement dans l'entonnoir et se rendra aux étapes subséquentes.

La police joue un rôle clé au premier étage de l'entonnoir en retenant certains comportements ou situations problèmes. La décision de faire entrer un comportement dans l'entonnoir pénal dépend d'un très grand nombre de facteurs, y compris le dépôt d'une plainte (ce qui exclut toutes les infractions qui ne sont pas rapportées), les caractéristiques du plaignant et de la victime (par exemple, la recherche a démontré l'existence de préjugés de la part des policiers lorsque certaines situations sont rapportées par certains types de plaignants, notamment les femmes des Premières Nations marginalisées), la visibilité de l'infraction (une infraction commise dans la rue par opposition à une infraction commise dans une résidence privée), les priorités

institutionnelles et les directives poursuivies par les services de police (par exemple, l'accent mis à différents moments sur les incivilités, les gangs de rue ou la violence conjugale), l'existence de préjugés et le profilage (par exemple, le fait que les policiers soient plus susceptibles d'intercepter des personnes des Premières Nations, inuites ou provenant de minorités visibles), etc.

Lorsqu'une situation problème est portée à leur attention, les policiers disposent en effet d'un vaste pouvoir discrétionnaire, et ce, peu importe la nature et la gravité du comportement en question (*R. c. Beaudry*, [2007] 1 R.C.S. 190). Sous réserve d'être en mesure de justifier objectivement et subjectivement l'exercice de ce pouvoir, c'est-à-dire en ne faisant pas preuve de favoritisme ou de discrimination, un policier n'est jamais tenu de procéder à une arrestation ou de déposer une dénonciation. Bien qu'ils doivent faire appliquer la loi, les policiers sont des professionnels formés pour exercer leur jugement et ne sont donc pas obligés de rapporter toutes les situations problèmes. Lorsqu'ils sont appelés à intervenir, les policiers disposent d'un certain nombre de moyens dont la simple interpellation, la prévention par le biais d'information sur la loi, l'émission d'un avertissement, la mise en œuvre d'un arrêt d'agir, l'émission d'un constat d'infraction ou encore l'arrestation et le dépôt d'une dénonciation criminelle.

Ainsi, le présent rapport ne porte que sur les situations problèmes qui ont non seulement fait l'objet d'une intervention et d'une prise en charge policière,

mais qui ont ensuite été acheminées dans le système de justice au moyen d'une dénonciation et qui ont engendré l'ouverture d'un dossier.

## La compétence des tribunaux québécois

Sur le plan procédural, il existe trois catégories d'infractions : les actes *criminels* qui sont poursuivis par voie de mise en accusation, les *infractions sommaires* qui sont poursuivies par voie sommaire et les *infractions hybrides* ou *mixtes* qui peuvent être poursuivies par l'un ou l'autre des modes procéduraux. Le véhicule procédural est généralement indiqué dans le texte de loi qui crée l'infraction. C'est le procureur de la poursuite ou le représentant du DPCP qui choisit le mode de poursuite dans le cas des infractions mixtes en conformité avec les directives applicables de son service de poursuite. Le mode de poursuite a une incidence sur la procédure applicable, la peine imposée, ainsi que le tribunal devant lequel se dérouleront les procédures.

En matière de poursuites par voie sommaire, le tribunal compétent est la cour des poursuites sommaires, soit la Cour du Québec et la cour municipale dans les villes de Montréal, de Laval et de Québec.

En matière de poursuites par mise en accusation (actes criminels), le tribunal compétent est la Cour du Québec, sauf pour une minorité d'infractions exclusives à la Cour supérieure (par exemple, le meurtre) ou lorsque l'accusé choisit un procès devant jury.





Lorsqu'un dossier est porté en appel, la Cour supérieure a compétence sur les appels en matière d'infractions sommaires, alors que la Cour d'appel du Québec a compétence sur les actes criminels.

## **Le parcours judiciaire**

### **A. Première étape : le dépôt d'une dénonciation**

Un dossier criminel est « ouvert » par la réception, par un juge de paix, d'une dénonciation. Toute personne peut présenter une dénonciation au juge de paix. En pratique, toutefois, ce sont les policiers ou les représentants du DPCP du Québec qui présentent la dénonciation au juge de paix. Le juge de paix délivre ensuite une sommation ou un mandat d'arrestation, ou encore il confirme la citation, la promesse ou l'engagement remis par un policier (dans le cas où la personne a été arrêtée alors qu'elle était en train de commettre une infraction). (Art. 504 du Code criminel, ci-après « C. cr. »)

À la suite de l'arrestation du prévenu (nom donné à une personne qui n'a pas encore été formellement accusée), l'agent de la paix pourra le remettre en liberté avec une citation à comparaître (ce document contient seulement une date de comparution devant le juge), une promesse de comparaître (ce document contient une date de comparution et des conditions spécifiques à respecter en attendant le jour de la comparution), un engagement de comparaître (ce document contient une date de comparution et est accompagné d'un dépôt d'argent, mais ne contient pas de conditions à respecter)

ou une sommation (ce document est rarement utilisé puisqu'il doit être délivré par un juge, mais il contient des conditions à respecter lorsqu'il est remis). Le policier pourra aussi décider de détenir la personne, notamment pour procéder à son identification, empêcher la perpétration d'infractions, assurer la sécurité des victimes ou des témoins, et assurer sa présence devant le tribunal au moment de la comparution devant un juge. (Art. 497 et suiv. du C. cr.)

*La banque de données analysée comprend une date d'ouverture de dossier avec des numéros de dossiers qui permettent de déterminer le district judiciaire et le greffe.*

### **B. La comparution**

La prochaine étape du processus judiciaire est la comparution du prévenu devant un juge. Dans la majorité des cas, l'accusé se présente en liberté pour la première fois devant le tribunal. Si l'accusé est détenu, il doit comparaître devant le juge le plus tôt possible, ce qui est généralement dans les 24 heures suivant son arrestation. Lors de la comparution, le procureur du DPCP énonce les « chefs d'accusation » (qui correspondent au nombre d'infractions alléguées) qui sont déposés contre lui. L'accusé peut ensuite inscrire un plaidoyer de culpabilité ou de non-culpabilité pour chacun des chefs, ou encore il peut réserver l'inscription de son plaidoyer à une date ultérieure, par exemple, après avoir consulté son avocat. Rappelons qu'en droit criminel canadien, l'accusé est toujours présumé innocent jusqu'à preuve du contraire.

*La banque de données analysée comprend le nombre de chefs d'accusation, les articles de lois correspondant aux infractions alléguées, le plaidoyer inscrit par l'accusé et la date à laquelle celui-ci a été inscrit.*

### C. La mise en liberté provisoire

Lors de la comparution, le procureur du DPCP et l'accusé (ou son avocat) peuvent s'entendre relativement aux conditions de mise en liberté provisoire, c'est-à-dire les conditions de remise en liberté dans l'attente d'un procès. À défaut d'entente, une enquête sur la mise en liberté provisoire, parfois appelée « enquête caution », sera tenue, la plupart du temps dans les jours qui suivent la comparution du détenu. La mise en liberté d'un accusé dans l'attente de son procès est la règle plutôt que l'exception. L'alinéa 11e) de la Charte canadienne des droits et libertés consacre le droit à tout inculqué « de ne pas être privé sans juste cause d'une mise en liberté assortie d'un cautionnement raisonnable ». Ainsi, un accusé doit, en général, être mis en liberté sans condition, à moins que le ministère public n'établisse l'existence de motifs justifiant sa détention ou l'imposition de conditions. La détention du prévenu ne sera justifiée que si elle est nécessaire pour assurer sa présence devant le tribunal, pour assurer la protection ou la sécurité du public ou pour maintenir la confiance du public envers l'administration de la justice. (Art. 515 du C. cr.)

En pratique, toutefois, plusieurs études récentes ont démontré que ces principes ne sont pas respectés. Nous avons recours de façon excessive à

la détention. En 2015-2016, au Canada, 60 % des adultes détenus étaient en détention provisoire (Reitano, 2017). Au Québec, ce sont 45 % des adultes détenus qui sont en détention provisoire. Bien que ce taux soit inférieur à la moyenne canadienne, il demeure tout de même fort élevé.

Selon les données préliminaires d'une étude du ministère de la Justice du Canada (MJC) rédigée par Beattie et ses collaborateurs, dans quatre provinces canadiennes, plus de quatre prévenus sur dix seraient détenus par la police (41,1 %), alors que 58,9 % d'entre eux seraient remis en liberté (Beattie, et coll., 2013). Parmi les prévenus comparissant détenus, environ les deux tiers seraient ensuite libérés par le tribunal lors de la comparution ou à l'issue d'une enquête de mise en liberté provisoire, alors que 34,1 % demeureraient détenus (Beattie, et coll., 2013 : 17). Selon cette étude, les Premières Nations, les Inuits et les Métis sont plus susceptibles d'être détenus que les personnes allochtones.

Le recours aux conditions est généralisé. Toujours selon l'étude menée par le MJC, au moins 44,3 % des personnes appréhendées par la police ont été libérées sous conditions (Beattie, et coll., 2013 : 15). De plus, il ne semble qu'aucune des personnes mises en liberté par un juge à l'issue d'une enquête de mise en liberté provisoire ne l'ait été sans condition. Selon des données récentes de la cour municipale de Montréal obtenues par Sylvestre et ses collaborateurs (2018), 95 % des personnes mises en liberté par la cour entre 2002 et 2014 l'ont été avec conditions.





*La banque de données ne contient pas d'informations sur la mise en liberté et les conditions, mais les données sur les infractions contre l'administration de la justice présentées plus loin nous permettent d'estimer l'ampleur de leur utilisation.*

#### **D. L'enquête préliminaire (actes criminels seulement)**

L'enquête préliminaire n'a lieu que dans le cas de certaines infractions poursuivies par acte criminel et à la demande de l'accusé.

*La banque de données ne contient pas d'informations sur l'enquête préliminaire.*

#### **E. Le procès et les décisions prises par la poursuite et le tribunal**

Le procès débute par la présentation de la preuve du DPCP. Une fois que le poursuivant déclare sa preuve complète, la défense a le choix de présenter une défense. Le procès se conclut par les plaidoiries des parties.

Tout au long des procédures, le procureur du DPCP peut prendre des décisions qui ont un impact sur le déroulement du procès. Par exemple, il pourra décider de « retirer » un chef d'accusation ou encore de demander un « arrêt des procédures » lorsqu'il juge qu'il n'a pas de preuve à présenter ou qu'il n'est pas opportun de poursuivre. Des chefs d'accusation sont aussi parfois retirés ou modifiés à l'issue de négociations avec la défense entourant un plaidoyer de culpabilité.

À l'issue du procès, le juge rendra son verdict sur le banc, c'est-à-dire immédiatement à la fin du procès, ou pourra prendre la cause en délibéré. Il peut déclarer « l'accusé coupable » ou non coupable (« l'acquitter »). Il peut aussi prononcer un « verdict de non-responsabilité pour cause de troubles mentaux » lorsqu'une telle preuve a été présentée au tribunal.

D'autres décisions peuvent être prises à différents moments : par exemple, le juge peut « rayer » un dossier du rôle lorsque celui-ci est transféré dans une autre juridiction. Le juge peut aussi « rejeter » un chef d'accusation ou encore « libérer » l'accusé en l'absence de preuve ou pour tout autre motif.

*La banque de données contient des informations sur les huit différents types de décisions (1- déclaré coupable; 2- retiré; 3- libéré; 4- rejeté; 5- acquitté; 6- autre; 7- rayé vu transfert; et 8- arrêt).*

#### **F. Détermination de la peine**

Un juge impose une peine ou une combinaison de peines à l'accusé à la suite de l'inscription d'un plaidoyer de culpabilité ou encore après le prononcé de sa culpabilité. Le Code criminel prévoit un éventail de peines.

*La base de données contient des informations sur le type de peine imposée et la date à laquelle celle-ci l'a été.*

## 1. L'absolution

Tout d'abord, le juge peut décider de condamner ou d'absoudre un contrevenant. Une « absolution » peut être « conditionnelle » ou « inconditionnelle ». Une absolution inconditionnelle n'est pas une peine au sens strict et n'engendre pas de casier judiciaire pour l'accusé. Une absolution conditionnelle est une absolution accompagnée d'une peine de probation. (Art. 730 du C. cr.)

*La base de données précise si l'absolution est 1- conditionnelle ou 2- inconditionnelle.*

## 2. La probation

Le juge peut aussi décider d'imposer une peine de probation. La probation est la peine la plus fréquemment imposée en matière criminelle au Canada (elle est imposée dans 43 % des cas). La probation est un engagement écrit pris par une personne de respecter la loi et toutes les conditions prévues dans l'ordonnance. C'est une peine de surveillance dans la communauté, mais elle est traditionnellement vue comme visant la réinsertion sociale. Il y a trois types de peines de probation. D'abord, le juge peut surseoir au prononcé de la peine et imposer des conditions (peine suspendue). Ensuite, il peut imposer une peine de probation à la suite d'un emprisonnement ou en plus d'une amende. Finalement, la probation peut être jointe à l'absolution (art. 731 du C. cr.). La peine de probation doit être d'une

durée maximale de trois ans. Elle contient des conditions obligatoires (quatre) et peut contenir des conditions facultatives. Le défaut de se conformer à une condition de l'ordonnance de probation constitue une infraction criminelle, soit un manquement aux conditions de probation. (Art. 731 et suiv. du C. cr.)

*La banque de données contient des informations sur la durée (jours, mois, années) et certaines conditions de probation indiquant si le condamné doit 1- se présenter à un agent de probation; 2- se présenter à un policier; 3- est sans surveillance; ou 4- doit faire des travaux communautaires. Par contre, la base de données ne contient pas d'autres informations sur la nature des conditions imposées.*

## 3. L'amende et la suramende compensatoire

L'amende est une peine pécuniaire ou une somme d'argent imposée par le tribunal. Il s'agit de la peine la plus fréquente en matière pénale, mais elle n'est imposée que dans 31 % des cas en matière criminelle. Certaines infractions contiennent des peines minimales d'amende. (Art. 734 du C. cr.)

La suramende compensatoire est obligatoire et doit être versée en sus de toute peine imposée; elle correspond à 30 % du montant de l'amende lorsqu'une amende est imposée ou encore à un montant de 100 \$ ou de





200 \$ par chef d'accusation ayant mené à une déclaration de culpabilité. Par exemple, une personne condamnée à trois chefs d'accusation par voie sommaire devra payer une suramende de  $3 \times 100 \$ = 300 \$$  en plus de toute peine imposée. (Art. 737 du C. cr.)

*La banque de données contient le montant de l'amende imposée et une indication quant à la suramende (1/0).*

#### 4. L'emprisonnement

L'emprisonnement est la peine paradigmatique du droit criminel, mais elle n'est pas la plus fréquemment imposée. Elle est imposée dans 37% des cas. Certaines infractions comportent des peines minimales d'emprisonnement (art. 743 et suiv. du C. cr.). L'emprisonnement peut être « ferme » (purgé en établissement de détention) ou avec « sursis » (purgé dans la communauté). La peine d'emprisonnement avec sursis est assortie de nombreuses conditions à respecter, y compris, généralement, une assignation à résidence et un couvre-feu. L'emprisonnement peut être à durée déterminée ou encore à durée indéterminée (par exemple, « à perpétuité »). Une peine d'emprisonnement ferme peut aussi être purgée de façon « discontinue » lorsque le tribunal condamne la personne à un emprisonnement

maximal de 90 jours et suivant certaines conditions : c'est ce qu'on appelle parfois la peine de fins de semaine. Finalement, la peine d'emprisonnement ferme peut être purgée de façon concurrente (en même temps) ou consécutive (une à la suite de l'autre) à une autre peine d'emprisonnement.

*La base de données contient des informations sur la durée de l'emprisonnement (jours, mois, années) et le type d'emprisonnement imposé (ferme, sursis, perpétuité).*

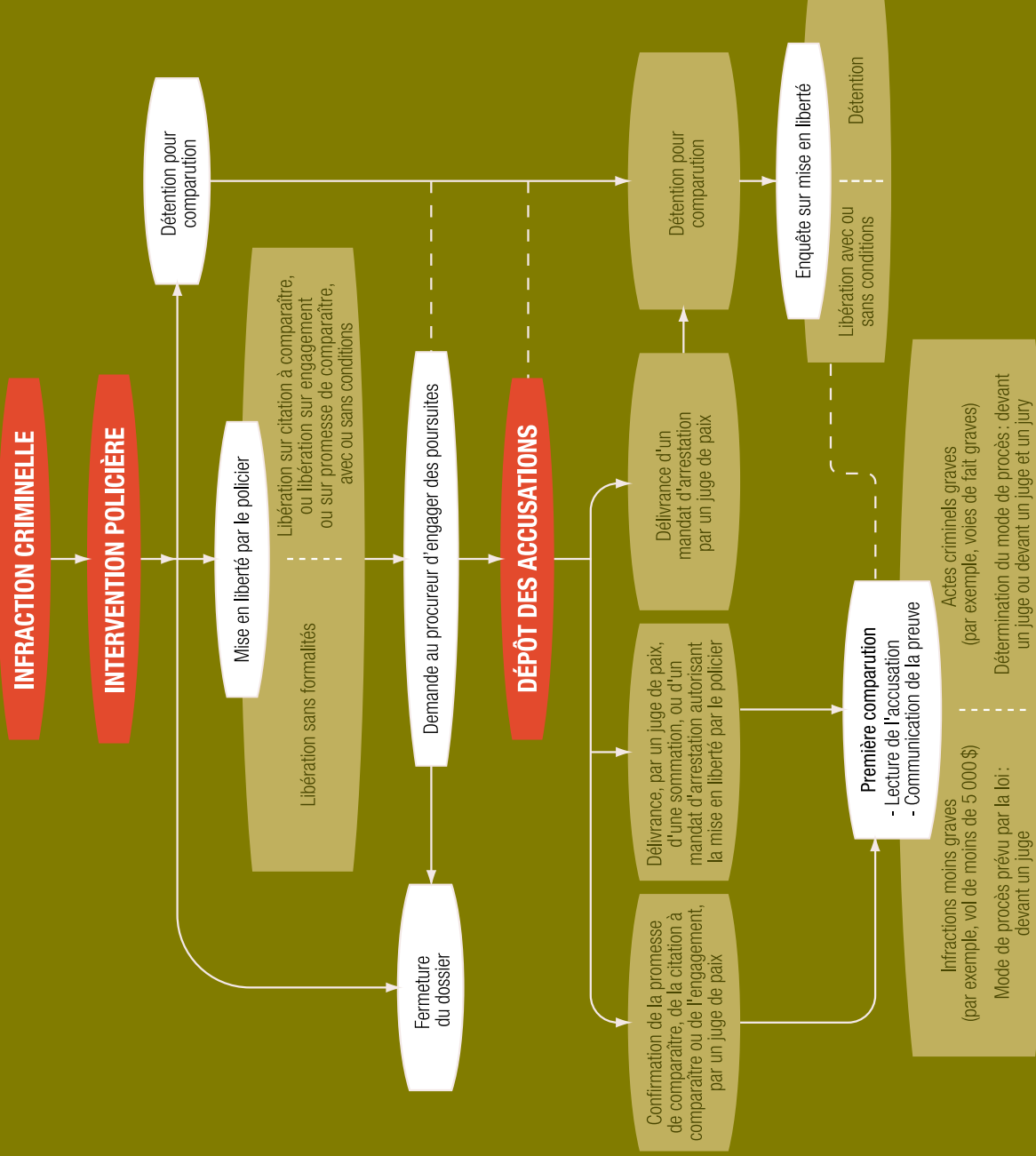
#### G. Autres statistiques

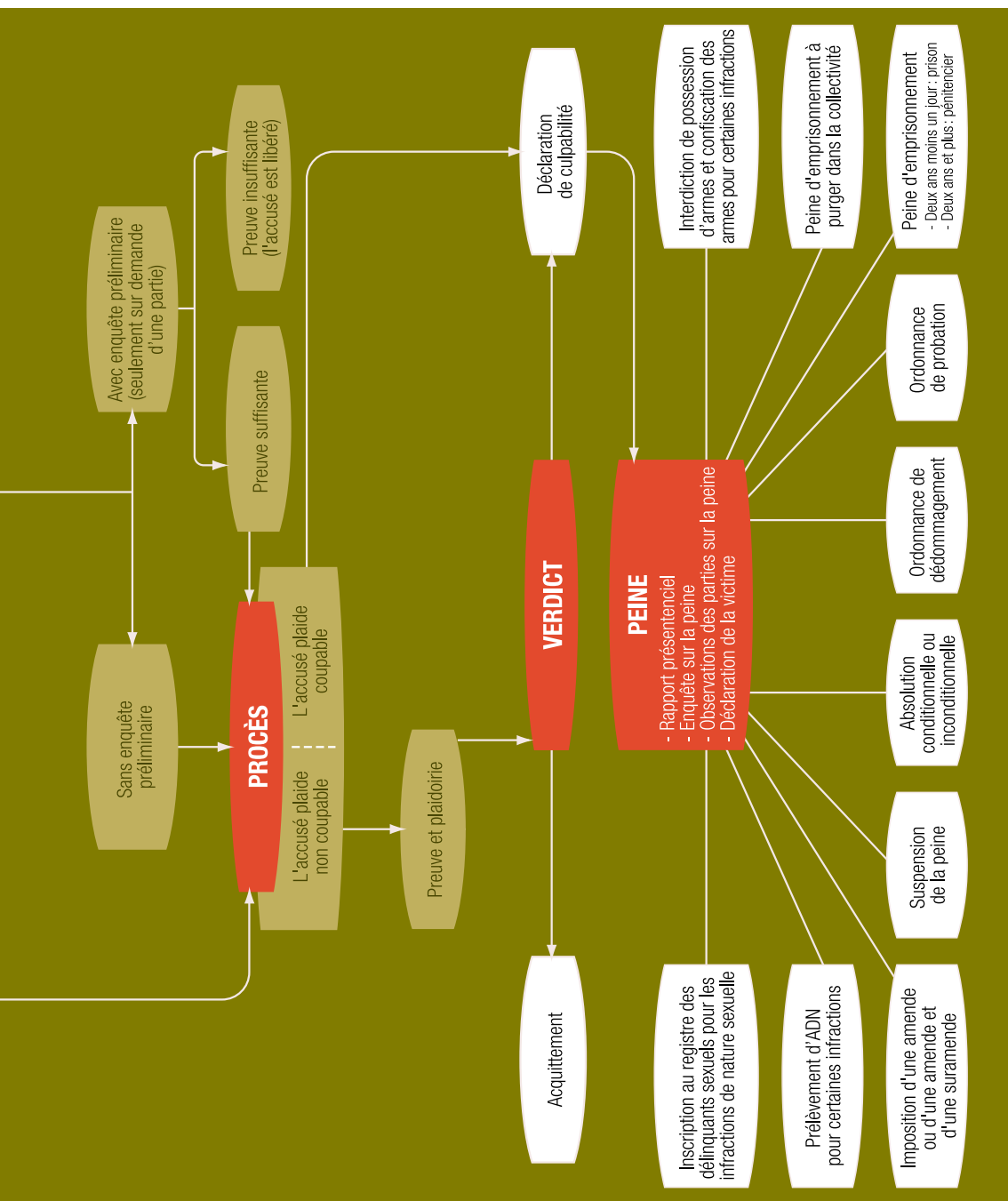
La banque de données contient des codes spécifiques pour des infractions commises dans quatre contextes précis, soit 1- la violence conjugale, 2- les abus sexuels sur des enfants, 3- les abus physiques sur des enfants et 4- la violence sur les personnes âgées.

Le parcours judiciaire habituel peut être résumé dans le schéma suivant. Ce schéma ne permet cependant pas de visualiser les décisions qui peuvent être prises par le procureur de la poursuite à différents stades de la procédure et les verdicts particuliers (voir la section E ci-dessus).



# Processus judiciaire applicable aux adultes en matière criminelle







## 4. MÉTHODOLOGIE

*Le présent rapport s'appuie sur deux bases de données fournies par le MJQ à la CSSSPNQL et contenant l'ensemble des chefs d'accusation dans les dossiers criminels ouverts et fermés des greffes judiciaires du Québec en 2016. Les dossiers « ouverts » comprennent des chefs d'accusation qui ont été déposés en 2016 et qui n'ont pas connu de conclusion judiciaire durant la même année. Les dossiers « fermés » comprennent les chefs d'accusation qui ont été déposés en 2016 ou durant une année antérieure, mais qui ont connu une conclusion judiciaire en 2016.*

On retrouve 246 028 chefs d'accusation dans les dossiers fermés, tandis qu'il y en a 211 579 dans les dossiers ouverts. L'ensemble de ces chefs d'accusation concerne la totalité de la population résidant au Québec (Premières Nations et Inuit inclus).

Pour réaliser les analyses concernant les Premières Nations au Québec, nous avons dû procéder à une détermination des chefs d'accusation concernant des personnes ayant une adresse dans une communauté des Premières Nations<sup>5</sup>. Pour y parvenir et considérant l'absence de mention sur l'origine ethnoculturelle des personnes accusées dans la banque de données, nous avons choisi de procéder par une détermination géographique des Premières Nations. Nous avons donc effectué l'analyse de l'ensemble des codes postaux associés à l'adresse du domicile fournie par les personnes accusées. Seuls les chefs d'accusation dans les dossiers ouverts ou fermés dont les codes postaux étaient associés à une domiciliation dans une communauté des Premières Nations ont été retenus aux fins des analyses dans le rapport<sup>6</sup>. Ces chefs d'accusation et dossiers concernaient 29 communautés et 8 Premières Nations au Québec<sup>7</sup>. La carte suivante présente la distribution géographique de ces communautés au Québec.

Par conséquent, les résultats obtenus dans ce rapport ne représentent pas la totalité de la judiciarisation des Premières Nations au Québec, parce qu'il n'est pas possible de retracer, à partir de ces données, les Premières Nations judiciarisées ayant fourni une adresse civique située à l'extérieur d'une communauté des Premières Nations.

Le tableau 1 présente le nombre total de chefs d'accusation dans les dossiers fermés et ouverts dans l'ensemble du Québec pour l'année 2016, ainsi que ceux qui sont associés à une adresse dans l'une des 29 communautés<sup>8</sup> des Premières Nations.

5 Soit les communautés d'une des huit nations suivantes : abénakise, algonquaine, atikamekw, huronne-wendat, innue, mi'gmaq, mohawk, naskapie.

6 Le travail de recodage et d'attribution de la qualité de « dossier d'une personne des Premières Nations » a exigé, dans un premier temps, de standardiser le nom des villes et des communautés. Ensuite, nous avons travaillé avec le registre des codes postaux et, finalement, dans les cas où le code postal présentait un code identique pour une communauté des Premières Nations et une communauté allochtone, nous avons vérifié l'adresse exacte sur Google Maps afin de localiser précisément l'adresse associée au dossier et d'établir s'il s'agissait ou non d'une adresse civique d'une communauté des Premières Nations.

7 Il s'agit des 29 communautés suivantes : Akwesasne, Ekuaniitshit-Mingan, Essipit, Gesgapegiag, Kahnawake, Kanesatake, Kawawachikamach, Kebaowek, Kitcisakik, Kitigan Zibi, La Romaine-Unamen Shipu, Lac-Rapide, Lac-Simon, Listuguj, Manawan, Mashteuiatsh, Matimekush-Lac-John, Nutashkuan, Odanak, Opitciwan, Pakua Shipu, Pessamit, Pikogan, Timiskaming-Notre-Dame-du-Nord, Uashat Mak Mani-Utenam, Wemotaci, Wendake, Winneway et Wôlinak.

8 Voir la note 7.

# LES NATIONS



## LÉGENDE

- ABÉNAKIS
- ALGONQUINS
- ATKAMEKW
- CRIS
- HURONS-WENDAT
- INNUS
- INUITS
- MALÉCITES
- MI'GMAQ
- MOHAWKS
- NASKAPIS



COMMISSION DE LA SANTÉ  
ET DES SERVICES SOCIAUX  
DES PREMIÈRES NATIONS  
DU QUÉBEC ET DU LABRADOR



**Tableau 1 : Nombre de chefs d'accusation dans les dossiers ouverts et fermés selon l'adresse civique**

|                                               | Dossiers ouverts | Dossiers fermés |
|-----------------------------------------------|------------------|-----------------|
| Adresse dans une communauté des PN*           | 4 510            | 5 299           |
| Adresse au Québec hors des communautés des PN | 207 069          | 240 279         |
| <b>Total</b>                                  | <b>211 579</b>   | <b>246 028</b>  |

\*Ces données couvrent 29 communautés de 8 Premières Nations.

Nos analyses reposent sur **4 510 chefs d'accusation dans les dossiers ouverts et 5 299 chefs d'accusation dans les dossiers fermés** en 2016<sup>9</sup>.

En outre, il importe de souligner que l'analyse porte sur les chefs d'accusation dans les dossiers et non sur les personnes judiciairisées. Le nombre de chefs d'accusation dans les dossiers n'est donc pas représentatif du nombre total de personnes judiciairisées (le nombre de chefs d'accusation est susceptible d'être supérieur au nombre de personnes judiciairisées si, par exemple, une personne a plusieurs chefs d'accusation dans un même dossier).

Les variables comprises dans les banques de données sont nombreuses. Elles portent autant sur des données sociodémographiques de la personne mise en accusation (âge, sexe) que sur la nature des infractions reprochées et les différentes étapes du système judiciaire décrites précédemment<sup>10</sup>. Concernant les infractions, nous avons codé chacune d'entre elles en respectant le *Manuel du Programme de déclaration uniforme de la criminalité* (2016) du Centre canadien de la statistique juridique (Statistique Canada – Manuel DUC 2016), puis nous avons procédé à la compilation des données en fonction de six grandes catégories d'infractions : les infractions contre la personne, les infractions contre les biens, les infractions en matière de drogue, les infractions contre l'administration de la justice, les infractions relatives aux adolescents et les autres infractions. Étant donné qu'il y avait des données manquantes, nous n'avons été en mesure de retenir que 4 333 infractions (sur 4 510) dans les dossiers ouverts et 4 974 infractions (sur 5 299) dans les dossiers fermés pour nos analyses portant sur les infractions.

Les analyses descriptives, comparatives et bivariées réalisées en fonction des différentes variables contenues dans la banque de données ont permis de dresser ce portrait de la judiciairisation des Premières Nations au Québec en 2016 en s'intéressant notamment à la nature de cette dernière et à son ampleur.

9 Ces chefs d'accusation associés à huit nations représentent, par rapport à l'ensemble des Premières Nations (y compris la nation crie) et des Inuits, 32,9 % des chefs d'accusation pour les dossiers ouverts et 35,9 % des chefs d'accusation pour les dossiers fermés.

10 Notons de plus que les variables, énoncées dans le dictionnaire de codes fourni par le MJQ, ne se retrouvaient pas toutes dans la banque de données. En outre, la qualité des variables n'est pas constante, car de nombreuses données étaient manquantes dans certains cas précisés dans le rapport.



## 5. PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

*La présentation des données s'articule autour de quatre dimensions. Dans un premier temps, nous documentons l'ampleur de la judiciarisation des personnes avec une adresse civique dans une communauté des Premières Nations au Québec en considérant le nombre de chefs d'accusation les visant en 2016. Ensuite, nous présentons la nature des infractions pour lesquelles elles sont judiciarisées. Dans les deux dernières sous-sections, nous passons à la présentation de leurs parcours judiciaires et, en particulier, au taux de plaidoyers de culpabilité, ainsi qu'à l'analyse des peines qui leur sont imposées.*

### 5.1 Ampleur de la judiciarisation des Premières Nations au Québec

Comprendre l'ampleur de la judiciarisation vise tout autant à comprendre le volume des accusations traitées durant l'année 2016 que les nations et les personnes concernées. À cet égard, les analyses décrivent le nombre total de chefs d'accusation traités, ainsi que leur distribution en fonction des nations, de l'âge et du genre des personnes touchées. Afin de comparer la judiciarisation des Premières Nations proportionnellement à celle de la population du Québec, nous utilisons un taux par personne. Ainsi, le taux de judiciarisation est défini par le nombre de chefs d'accusation dans les dossiers ouverts ou fermés en 2016 pour 100 habitants de plus de 18 ans.

Dans un premier temps, nous avons analysé et comparé les taux de judiciarisation en 2016 dans les dossiers ouverts. Il s'agit alors de considérer les chefs d'accusation portés en 2016 et qui n'ont pas eu de conclusion judiciaire. Puis, nous avons procédé aux mêmes analyses pour les dossiers fermés en 2016. La comparaison entre les dossiers ouverts et fermés quant aux accusations portées, aux nations et aux personnes concernées doit cependant être prise avec précaution dans la mesure où il est difficile d'établir les motifs relatifs à ces variations. Celles-ci peuvent tout autant provenir du hasard ou de conjonctures différentes, tant dans les communautés et les nations que dans les organisations policières et judiciaires.

**Tableau 2 : Nombre de chefs d'accusation et taux de judiciarisation pour 100 habitants de 18 ans et plus**

|                                                                               | Dossiers ouverts |                           | Dossiers fermés |                           | Population<br>18 ans et + |
|-------------------------------------------------------------------------------|------------------|---------------------------|-----------------|---------------------------|---------------------------|
|                                                                               | N                | Infractions /<br>100 hab. | N               | Infractions /<br>100 hab. |                           |
| <b>Chefs d'accusation avec adresse<br/>civique au Québec</b>                  | 211 579          | 3,1                       | 246 028         | 3,4                       | 6 892 251                 |
| <b>Chefs d'accusation avec adresse<br/>civique dans une communauté des PN</b> | 4 510            | 15,0                      | 5 299           | 17,6                      | 30 077                    |

Source : Statistique Canada : Dénombrement 2016

Source : AANC 2016 : Total des personnes inscrites dans le registre de bande et vivant dans leur propre communauté

Il ressort du tableau 2 que le taux de judiciarisation pour les personnes domiciliées au Québec est de **3 %**, alors qu'il est de **15 %** pour les personnes domiciliées dans des communautés des Premières Nations, soit un **taux cinq fois plus élevé dans les dossiers ouverts**. Dans les dossiers fermés, les écarts de taux sont un peu plus élevés, puisque le taux est de 3,4 % pour les personnes domiciliées au Québec, alors qu'il est de 17,6 % pour les personnes domiciliées dans des communautés des Premières Nations.

Ces premiers tableaux permettent d'entrée de jeu d'établir une plus forte judiciarisation des dossiers avec une adresse civique dans une communauté des Premières Nations au Québec, tant dans les dossiers ouverts que dans les dossiers fermés.

L'analyse suivante permet de saisir la répartition par groupe d'âge de cette judiciarisation.

Le tableau 3 permet de montrer que, de manière générale, les personnes les plus judiciarisées ont moins de 35 ans, peu importe où la personne accusée est domiciliée. Cependant, les personnes de moins de 35 ans domiciliées dans les communautés des Premières Nations sont proportionnellement plus judiciarisées.





**Tableau 3 : Distribution des chefs d'accusation dans les dossiers ouverts selon l'âge et l'adresse**

|                                                                                 |   | 18-24  | 25-29  | 30-34  | 35-59  | 60+   | ND     | TOTAL          |
|---------------------------------------------------------------------------------|---|--------|--------|--------|--------|-------|--------|----------------|
| Chefs d'accusation avec adresse civique au Québec (hors des communautés des PN) | N | 49 347 | 33 735 | 28 267 | 78 832 | 8 606 | 12 792 | <b>211 579</b> |
|                                                                                 | % | 23,3   | 15,9   | 13,4   | 37,3   | 4,1   | 6,0    | <b>100</b>     |
| Chefs d'accusation avec adresse civique dans une communauté des PN              | N | 1 208  | 998    | 673    | 1 511  | 82    | 28     | <b>4 510</b>   |
|                                                                                 | % | 26,8   | 22,1   | 14,9   | 33,2   | 1,8   | 0,6    | <b>100</b>     |

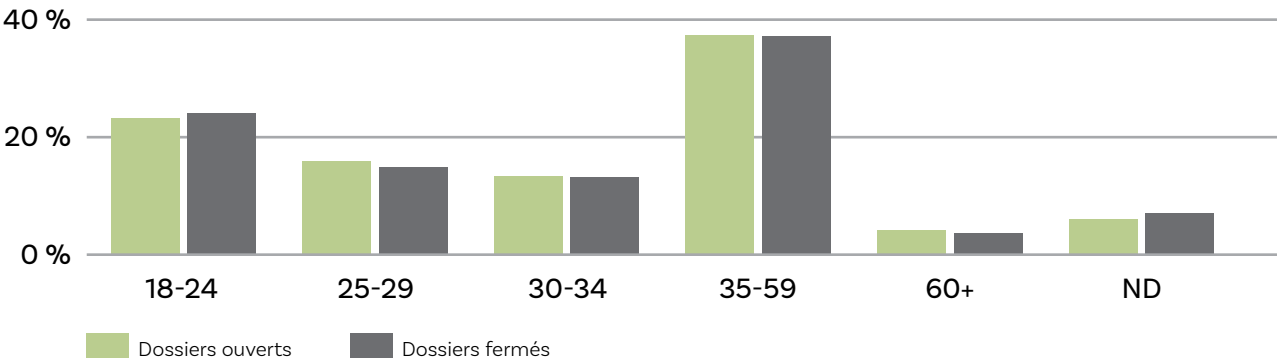
En ce qui concerne les chefs d'accusation dans les dossiers fermés, le tableau 4 montre que, là encore, les groupes d'âge les plus judiciairisés sont les moins de 35 ans et que la judiciairisation des jeunes est plus importante chez les Premières Nations.

**Tableau 4 : Distribution des chefs d'accusation dans les dossiers fermés selon l'âge et l'adresse**

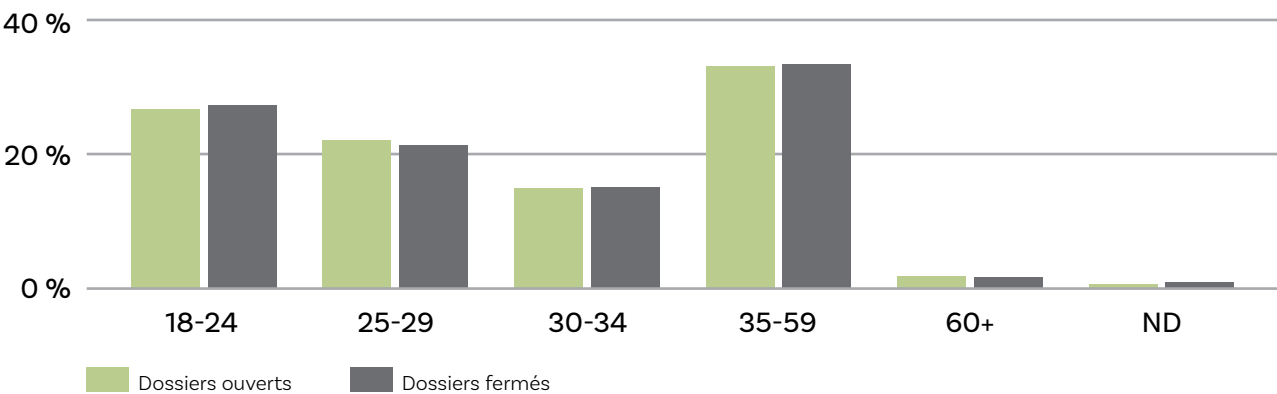
|                                                                                 |   | 18-24  | 25-29  | 30-34  | 35-59  | 60+   | ND     | TOTAL          |
|---------------------------------------------------------------------------------|---|--------|--------|--------|--------|-------|--------|----------------|
| Chefs d'accusation avec adresse civique au Québec (hors des communautés des PN) | N | 59 281 | 36 731 | 32 418 | 91 447 | 8 860 | 17 291 | <b>246 028</b> |
|                                                                                 | % | 24,1   | 14,9   | 13,2   | 37,1   | 3,6   | 7,0    | <b>100</b>     |
| Chefs d'accusation avec adresse civique dans une communauté des PN              | N | 1 445  | 1 127  | 802    | 1 780  | 95    | 50     | <b>5 299</b>   |
|                                                                                 | % | 27,3   | 21,3   | 15,1   | 33,5   | 1,7   | 0,9    | <b>100</b>     |

Les figures 1 et 2 suivantes permettent d'illustrer la répartition par groupe d'âge de la judiciarisation (dossiers ouverts et dossiers fermés) pour les personnes domiciliées au Québec (hors d'une communauté des PN) et, par la suite, pour les personnes domiciliées dans une communauté des Premières Nations.

**Figure 1 : Distribution des chefs d'accusation par dossiers avec adresse au Québec (hors des communautés des PN) selon l'âge**



**Figure 2 : Distribution des chefs d'accusation par dossiers avec adresse dans une communauté des PN selon l'âge**





En croisant les données relatives à la domiciliation et celles relatives au district judiciaire (greffe du tribunal) qui a traité le dossier, il est possible de constater une forme de superposition géographique entre l'adresse de la personne dans les communautés des Premières Nations et le district judiciaire qui a traité le dossier.

Le tableau 5 permet ainsi de montrer que dans le cas de personnes avec une adresse civique dans une communauté des Premières Nations en 2016, les chefs d'accusation ont été principalement déposés dans les districts judiciaires suivants, par ordre d'importance : Mingan, Roberval, Abitibi. Les autres districts judiciaires ont nettement moins déposé d'accusations.

**Tableau 5 : Distribution des chefs d'accusation dans les dossiers ouverts selon les districts judiciaires**

| District judiciaire   | N     |
|-----------------------|-------|
| Abitibi               | 554   |
| Arthabaska            | 1     |
| Baie-Comeau           | 223   |
| Beauharnois           | 157   |
| Bedford               | 3     |
| Bonaventure           | 305   |
| Drummond              | 2     |
| Frontenac             | 4     |
| Gatineau              | 19    |
| Joliette              | 149   |
| Labelle               | 152   |
| Laval                 | 1     |
| Longueuil             | 257   |
| Mingan                | 1 220 |
| Montréal              | 157   |
| Pontiac               | 2     |
| Québec                | 90    |
| Richelieu             | 14    |
| Roberval              | 633   |
| Rouyn-Noranda         | 2     |
| Saguenay (Chicoutimi) | 13    |
| Saint-François        | 4     |
| Saint-Maurice         | 145   |
| Témiscamingue         | 114   |
| Terrebonne            | 81    |
| Trois-Rivières        | 19    |
| ND                    | 189   |

Le tableau 6 permet de croiser les données relatives au district judiciaire et les données relatives à la communauté de domiciliation des personnes judiciairisées. Il montre que, dans la très vaste majorité des cas, les personnes sont judiciairisées dans le district judiciaire où se situe la communauté de domiciliation. Dans ce contexte, il devient alors possible d'indiquer que la très grande majorité de la judiciairisation concerne des infractions commises localement, c'est-à-dire sur le territoire du district judiciaire dans lequel la personne est domiciliée.

**Tableau 6 : Distribution des chefs d'accusation dans les dossiers ouverts selon les districts judiciaires et les communautés de domiciliation**

| Communauté           | District judiciaire   | N Chefs | N Domiciliés | % Chefs/dom. |
|----------------------|-----------------------|---------|--------------|--------------|
| Akwasasne            | Beauharnois           | 66      | 68           | 97,1         |
|                      | Montréal              | 2       | 0            | 0            |
| Ekuanitshit – Mingan | Mingan                | 51      | 51           | 100          |
| Essipit              | Baie-Comeau           | 8       | 8            | 100          |
| Gesgapegiag          | Bonaventure           | 87      | 87           | 100          |
| Kahnawake            | Beauharnois           | 89      | 0            | 0            |
|                      | Bedford               | 3       | 0            | 0            |
|                      | Joliette              | 2       | 0            | 0            |
|                      | Longueuil             | 254     | 499          | 50,9         |
|                      | Montréal              | 146     | 0            | 0            |
|                      | Terrebonne            | 5       | 0            | 0            |
| Kanesatake           | Beauharnois           | 2       | 0            | 0            |
|                      | Laval                 | 1       | 0            | 0            |
|                      | Terrebonne            | 72      | 75           | 96           |
| Kawawachikamach      | Bonaventure           | 1       | 0            | 0            |
|                      | Mingan                | 136     | 146          | 93,1         |
|                      | Montréal              | 2       | 0            | 0            |
|                      | Saguenay (Chicoutimi) | 3       | 0            | 0            |
|                      | Saint-François        | 4       | 0            | 0            |
| Kebaowek             | Témiscamingue         | 42      | 42           | 100          |





| Communauté                | District judiciaire | N Chefs | N Domiciliés | % Chefs/dom. |
|---------------------------|---------------------|---------|--------------|--------------|
| Kitcisakik                | Abitibi             | 59      | 62           | 95,1         |
|                           | Saint-Maurice       | 1       | 0            | 0            |
|                           | Terrebonne          | 2       | 0            | 0            |
| Kitigan Zibi              | Abitibi             | 2       | 0            | 0            |
|                           | Gatineau            | 15      | 0            | 0            |
|                           | Labelle             | 65      | 85           | 76,4         |
|                           | Montréal            | 1       | 0            | 0            |
|                           | Pontiac             | 2       | 0            | 0            |
| La Romaine – Unamen Shipu | Mingan              | 168     | 168          | 100          |
| Lac-Rapide                | Abitibi             | 5       | 0            | 0            |
|                           | Gatineau            | 4       | 0            | 0            |
|                           | Labelle             | 81      | 90           | 90           |
| Lac-Simon                 | Abitibi             | 351     | 359          | 97           |
|                           | Arthabaska          | 1       | 0            | 0            |
|                           | Labelle             | 4       | 0            | 0            |
|                           | Roberval            | 2       | 0            | 0            |
|                           | Rouyn-Noranda       | 1       | 0            | 0            |
| Listuguj                  | Bonaventure         | 217     | 224          | 96,8         |
|                           | Joliette            | 2       | 0            | 0            |
|                           | Montréal            | 5       | 0            | 0            |
| Manawan                   | Abitibi             | 1       | 0            | 0            |
|                           | Baie-Comeau         | 2       | 0            | 0            |
|                           | Joliette            | 139     | 153          | 90,8         |
|                           | Trois-Rivières      | 11      | 0            | 0            |

| Communauté                       | District judiciaire                 | N Chefs | N Domiciliés | % Chefs/dom. |
|----------------------------------|-------------------------------------|---------|--------------|--------------|
| Mashteuiatsh                     | Joliette                            | 6       | 0            | 0            |
|                                  | Mingan                              | 1       | 0            | 0            |
|                                  | Roberval                            | 195     | 211          | 92,4         |
|                                  | Saguenay (Chicoutimi)               | 4       | 0            | 0            |
|                                  | Saint-Maurice                       | 3       | 0            | 0            |
|                                  | Terrebonne                          | 2       | 0            | 0            |
| Matimekush-Lac-John              | Mingan                              | 117     | 118          | 99,1         |
|                                  | Québec                              | 1       | 0            | 0,0          |
| Nutashkuan                       | Mingan                              | 86      | 91           | 94,5         |
|                                  | Québec                              | 5       | 0            | 0            |
| Odanak                           | Drummond                            | 2       | 0            | 0            |
|                                  | Longueuil                           | 3       | 0            | 0            |
|                                  | Richelieu                           | 14      | 19           | 73,6         |
| Opitciwan                        | Mingan                              | 9       | 0            | 0            |
|                                  | Abitibi (Saint-Maurice et Roberval) | 454     | 467          | 97,2         |
|                                  | Saguenay (Chicoutimi)               | 4       | 0            | 0            |
| Pakua Shipu                      | Mingan                              | 38      | 38           | 100          |
| Pessamit                         | Baie-Comeau                         | 202     | 217          | 93,0         |
|                                  | Mingan                              | 15      | 0            | 0            |
| Pikogan                          | Abitibi                             | 106     | 107          | 99,0         |
|                                  | Rouyn-Noranda                       | 1       | 0            | 0            |
| Timiskaming - Notre-Dame-du-Nord | Abitibi                             | 1       | 0            | 0            |
|                                  | Témiscamingue                       | 41      | 42           | 97,6         |





| Communauté             | District judiciaire   | N Chefs | N Domiciliés | % Chefs/dom. |
|------------------------|-----------------------|---------|--------------|--------------|
| Uashat Mak Mani-Utenam | Baie-Comeau           | 11      | 0            | 0            |
|                        | Mingan                | 593     | 624          | 95,0         |
|                        | Québec                | 18      | 0            | 0            |
|                        | Saguenay (Chicoutimi) | 2       | 0            | 0            |
| Wemotaci               | Joliette              | 1       | 0            | 0            |
|                        | Roberval              | 1       | 0            | 0            |
|                        | Saint-Maurice         | 125     | 127          | 98,4         |
| Wendake                | Frontenac             | 4       | 0            | 0            |
|                        | Joliette              | 1       | 0            | 0            |
|                        | Mingan                | 6       | 0            | 0            |
|                        | Montréal              | 1       | 0            | 0            |
|                        | Québec                | 64      | 77           | 83,1         |
|                        | Trois-Rivières        | 1       | 0            | 0            |
| Winneway               | Abitibi               | 24      | 0            | 0            |
|                        | Labelle               | 2       | 0            | 0            |
|                        | Témiscamingue         | 31      | 57           | 54,3         |
| Wôlinak                | Québec                | 2       | 0            | 0            |
|                        | Trois-Rivières        | 7       | 9            | 77,7         |
| ND                     |                       | 189     |              |              |

**Tableau 7 : Distribution des chefs d'accusation dans les dossiers fermés selon les districts judiciaires**

| District judiciaire   | N     |
|-----------------------|-------|
| Abitibi               | 798   |
| Arthabaska            | 1     |
| Baie-Comeau           | 227   |
| Beauce                | 1     |
| Beauharnois           | 340   |
| Bedford               | 3     |
| Bonaventure           | 333   |
| Drummond              | 3     |
| Gaspé                 | 2     |
| Gatineau              | 21    |
| Iberville             | 2     |
| Joliette              | 131   |
| Labelle               | 219   |
| Longueuil             | 282   |
| Mingan                | 1 236 |
| Montréal              | 143   |
| Québec                | 122   |
| Richelieu             | 11    |
| Roberval              | 684   |
| Rouyn-Noranda         | 1     |
| Saguenay (Chicoutimi) | 14    |
| Saint-François        | 7     |
| Saint-Maurice         | 176   |
| Témiscamingue         | 124   |
| Terrebonne            | 75    |
| Trois-Rivières        | 18    |
| ND                    | 325   |

Le tableau 7 présente la répartition par district judiciaire des chefs d'accusation dans les dossiers fermés en 2016 pour des personnes domiciliées dans une communauté des Premières Nations.



Le tableau 7 montre que dans les dossiers fermés, les trois districts judiciaires les plus actifs sont les mêmes que dans le cas des dossiers ouverts, soit Mingan, Roberval et Abitibi.

Le tableau 8 croise, pour les dossiers fermés, les données relatives au district judiciaire et les données relatives à la communauté de domiciliation des personnes judiciarisées.

**Tableau 8 : Distribution des chefs d'accusation dans les dossiers fermés selon les districts judiciaires et les communautés de domiciliation**

| Communauté           | District judiciaire | N Chefs | N Domiciliés | % Doss./dom. |
|----------------------|---------------------|---------|--------------|--------------|
| Akwasasne            | Beauharnois         | 148     | 153          | 96,7         |
|                      | Longueuil           | 2       | 0            | 0            |
|                      | Montréal            | 2       | 0            | 0            |
|                      | Saint-François      | 1       | 0            | 0            |
| Ekuanitshit - Mingan | Mingan              | 66      | 68           | 97,0         |
|                      | Québec              | 2       | 0            | 0            |
| Essipit              | Baie-Comeau         | 3       | 3            | 100          |
| Gesgapegiag          | Bonaventure         | 86      | 88           | 97,7         |
|                      | Saint-François      | 2       | 0            | 0            |
| Kahnawake            | Beauharnois         | 123     | 0            | 0            |
|                      | Bedford             | 3       | 0            | 0            |
|                      | Iberville           | 2       | 0            | 0            |
|                      | Joliette            | 9       | 0            | 0            |
|                      | Longueuil           | 280     | 548          | 51,0         |
|                      | Montréal            | 127     | 0            | 0            |
|                      | Richelieu           | 1       | 0            | 0            |
|                      | Terrebonne          | 3       | 0            | 0            |
| Kanesatake           | Beauharnois         | 69      | 0            | 0            |
|                      | Montréal            | 4       | 0            | 0            |
|                      | Terrebonne          | 72      | 145          | 49,6         |



| Communauté                | District judiciaire      | N Chefs | N Domiciliés | % Doss./dom. |
|---------------------------|--------------------------|---------|--------------|--------------|
| Kawawachikamach           | Baie-Comeau              | 3       | 0            | 0            |
|                           | Mingan                   | 183     | 196          | 93,3         |
|                           | Montréal                 | 2       | 0            | 0            |
|                           | Québec                   | 1       | 0            | 0            |
|                           | Saguenay (Chicoutimi)    | 3       | 0            | 0            |
|                           | Saint-François           | 4       | 0            | 0            |
| Kebaowek                  | Témiscamingue            | 20      | 20           | 100          |
| Kitcisakik                | Abitibi                  | 61      | 61           | 100          |
| Kitigan Zibi              | Abitibi                  | 2       | 0            | 0            |
|                           | Gatineau                 | 16      | 0            | 0            |
|                           | Labelle                  | 120     | 138          | 86,9         |
| La Romaine – Unamen Shipu | Baie-Comeau              | 1       | 0            | 0            |
|                           | Mingan                   | 122     | 123          | 99,1         |
| Lac-Rapide                | Abitibi                  | 5       | 0            | 0            |
|                           | Gatineau                 | 3       | 0            | 0            |
|                           | Labelle                  | 95      | 103          | 92,2         |
| Lac-Simon                 | Abitibi                  | 595     | 601          | 99,0         |
|                           | Arthabaska               | 1       | 0            | 0            |
|                           | Gatineau                 | 2       | 0            | 0            |
|                           | Labelle                  | 1       | 0            | 0            |
|                           | Québec                   | 1       | 0            | 0            |
|                           | Rouyn-Noranda            | 1       | 0            | 0            |
| Listuguj                  | Bonaventure              | 247     | 257          | 96,1         |
|                           | Gaspé                    | 2       | 0            | 0            |
|                           | Joliette                 | 2       | 0            | 0            |
|                           | Montréal                 | 6       | 0            | 0            |
| Manawan                   | Abitibi                  | 1       | 0            | 0            |
|                           | Saint-Maurice (Joliette) | 114     | 118          | 96,6         |
|                           | Trois-Rivières           | 3       | 0            | 0            |

| Communauté                       | District judiciaire                 | N Chefs | N Domiciliés | % Doss./dom. |
|----------------------------------|-------------------------------------|---------|--------------|--------------|
| Mashteuiatsh                     | Abitibi                             | 2       | 0            | 0            |
|                                  | Drummond                            | 1       | 0            | 0            |
|                                  | Québec                              | 2       | 0            | 0            |
|                                  | Roberval                            | 230     | 235          | 97,8         |
| Matimekush-Lac-John              | Mingan                              | 113     | 113          | 100          |
| Nutashkuan                       | Mingan                              | 74      | 88           | 84,0         |
|                                  | Québec                              | 9       | 0            | 0            |
|                                  | Saguenay (Chicoutimi)               | 5       | 0            | 0            |
| Odanak                           | Drummond                            | 2       | 0            | 0            |
|                                  | Richelieu                           | 10      | 13           | 76,9         |
|                                  | Trois-Rivières                      | 1       | 0            | 0            |
| Opitciwan                        | Joliette                            | 5       | 0            | 0            |
|                                  | Mingan                              | 20      | 0            | 0            |
|                                  | Abitibi (Saint-Maurice et Roberval) | 477     | 502          | 95           |
| Pakua Shipu                      | Mingan                              | 37      | 37           | 100          |
| Pessamit                         | Baie-Comeau                         | 197     | 212          | 92,9         |
|                                  | Mingan                              | 4       | 0            | 0            |
|                                  | Québec                              | 11      | 0            | 0            |
| Pikogan                          | Abitibi                             | 104     | 104          | 100          |
| Timiskaming – Notre-Dame-du-Nord | Québec                              | 1       | 0            | 0            |
|                                  | Témiscamingue                       | 83      | 84           | 98,8         |

| Communauté             | District judiciaire   | N Chefs | N Domiciliés | % Doss./dom. |
|------------------------|-----------------------|---------|--------------|--------------|
| Uashat Mak Mani-Utenam | Baie-Comeau           | 14      | 0            | 0            |
|                        | Joliette              | 2       | 0            | 0            |
|                        | Mingan                | 616     | 656          | 93,9         |
|                        | Montréal              | 1       | 0            | 0            |
|                        | Québec                | 21      | 0            | 0            |
|                        | Saguenay (Chicoutimi) | 2       | 0            | 0            |
| Wemotaci               | Roberval              | 3       | 0            | 0            |
|                        | Saint-Maurice         | 150     | 153          | 98,0         |
| Wendake                | Baie-Comeau           | 9       | 0            | 0            |
|                        | Beauce                | 1       | 0            | 0            |
|                        | Joliette              | 2       | 0            | 0            |
|                        | Mingan                | 1       | 0            | 0            |
|                        | Montréal              | 1       | 0            | 0            |
|                        | Québec                | 74      | 90           | 82,2         |
|                        | Roberval              | 1       | 0            | 0            |
|                        | Trois-Rivières        | 1       | 0            | 0            |
| Winneway               | Abitibi               | 28      | 0            | 0            |
|                        | Labelle               | 3       | 0            | 0            |
|                        | Témiscamingue         | 21      | 52           | 40,3         |
| Wôlinak                | Trois-Rivières        | 13      | 13           | 100          |
| ND                     |                       | 325     |              |              |

Le tableau 8 permet de montrer, là encore, que dans la très vaste majorité des cas, les personnes sont judiciarisées dans le district judiciaire où se situe leur communauté de domiciliation. Dans ce contexte, il devient alors possible d'indiquer que la très grande majorité de la judiciarisation concerne des infractions commises localement, c'est-à-dire sur le territoire du district judiciaire dans lequel la personne est domiciliée.

Les tableaux suivants présentent des analyses au sein de la population judiciarisée domiciliée dans une communauté des Premières Nations.





Les tableaux 9 et 10 présentent ainsi des données relatives à la distribution des chefs d'accusation portés dans les dossiers ouverts, puis ceux déposés dans les dossiers fermés, par nation.

Pour les dossiers ouverts, comme le montre le tableau 9, les nations cumulant le plus grand nombre de chefs d'accusation sont par ordre décroissant : la nation innue avec 1 593 chefs d'accusation portés (35,3 %), la nation algonquine avec 890 chefs d'accusation portés (19,7 %), la nation atikamekw avec 775 chefs d'accusation portés (17,2 %) et, finalement, la nation mohawk avec 660 chefs d'accusation portés (14,6 %). Cependant, selon le taux de judiciarisation pour 100 habitants (de 18 ans et plus), les taux sont proportionnellement plus élevés pour la nation naskapie (32,4 pour 100 habitants) et sont beaucoup moins élevés pour les nations huronne-wendat, mohawk et abénakise. Les dossiers ayant une adresse civique dans les nations algonquine, atikamekw, innue et mi'gmaq ont des taux comparables (autour de 20 pour 100 habitants)<sup>11</sup>.

**Tableau 9 : Distribution des chefs d'accusation dans les dossiers ouverts et taux de judiciarisation selon la nation de la personne accusée**

|                | Chef d'accusation |            | Total population* | Taux pour 100 habitants |
|----------------|-------------------|------------|-------------------|-------------------------|
| Nation         | N                 | %          | N                 |                         |
| Abénakise      | 28                | 0,6        | 305               | 9,2                     |
| Algonquine     | 890               | 19,7       | 4 182             | 21,3                    |
| Atikamekw      | 775               | 17,2       | 3 848             | 20,1                    |
| Huronne-wendat | 78                | 1,7        | 1 168             | 6,7                     |
| Innue          | 1 593             | 35,3       | 8 620             | 18,5                    |
| Mi'gmaq        | 331               | 7,3        | 2 020             | 16,4                    |
| Mohawk         | 660               | 14,6       | 9 456             | 7,0                     |
| Naskapie       | 155               | 3,4        | 478               | 32,4                    |
| <b>Total</b>   | <b>4 510</b>      | <b>100</b> | <b>30 077</b>     | <b>15,0</b>             |

\* Source : AANC 2016 : Total des personnes de 18 ans et plus inscrites dans le registre de bande et vivant dans leur propre communauté

<sup>11</sup> Rappelons en outre ici qu'il est possible qu'un même individu puisse cumuler plusieurs chefs d'accusation. En effet, une personne peut se voir imposer plusieurs accusations correspondant à plusieurs dossiers.

Le tableau 10 reprend les analyses par nation pour les dossiers fermés. Les nations avec le plus grand nombre de chefs d'accusation dans les dossiers fermés par ordre décroissant sont la nation innue avec 1 640 chefs d'accusation traités (30,9 %), la nation algonquine avec 1 272 chefs d'accusation traités (24 %), la nation mohawk avec 871 chefs d'accusation traités (16,4 %) et, finalement, la nation atikamekw avec 818 chefs d'accusation traités (15,4 %). Selon le taux de judiciarisation pour 100 habitants (de 18 ans et plus), les nations connaissant les taux les plus élevés sont les nations naskapie et algonquine (respectivement 44,8 et 30,4 pour 100 habitants), suivies des nations atikamekw, innue et mi'gmaq (respectivement 21,3, 19,0 et 17,9).

**Tableau 10 : Distribution des chefs d'accusation dans les dossiers fermés et taux de judiciarisation selon la nation de la personne accusée**

| Nation         | Chef d'accusation |            | Total population* | Taux pour 100 habitants |
|----------------|-------------------|------------|-------------------|-------------------------|
|                | N                 | %          | N                 |                         |
| Abénakise      | 28                | 0,5        | 305               | 9,2                     |
| Algonquine     | 1 272             | 24,0       | 4 182             | 30,4                    |
| Atikamekw      | 818               | 15,4       | 3 848             | 21,3                    |
| Huronne-wendat | 95                | 1,8        | 1 168             | 8,1                     |
| Innue          | 1 640             | 30,9       | 8 620             | 19,0                    |
| Mi'gmaq        | 361               | 6,8        | 2 020             | 17,9                    |
| Mohawk         | 871               | 16,4       | 9 456             | 9,2                     |
| Naskapie       | 214               | 4,0        | 478               | 44,8                    |
| <b>Total</b>   | <b>5 299</b>      | <b>100</b> | <b>30 077</b>     | <b>17,6</b>             |

\* Source : AANC 2016 : Total des personnes de 18 ans et plus inscrites dans le registre de bande et vivant dans leur propre communauté

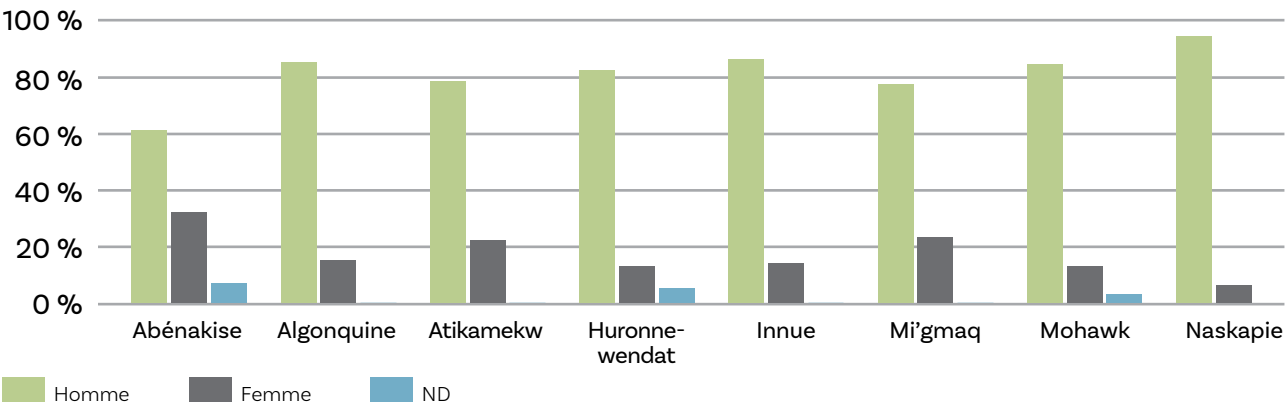




Les dossiers ouverts et fermés sont en très grande majorité associés à des hommes (83 % des dossiers ouverts et 84 % des dossiers fermés).

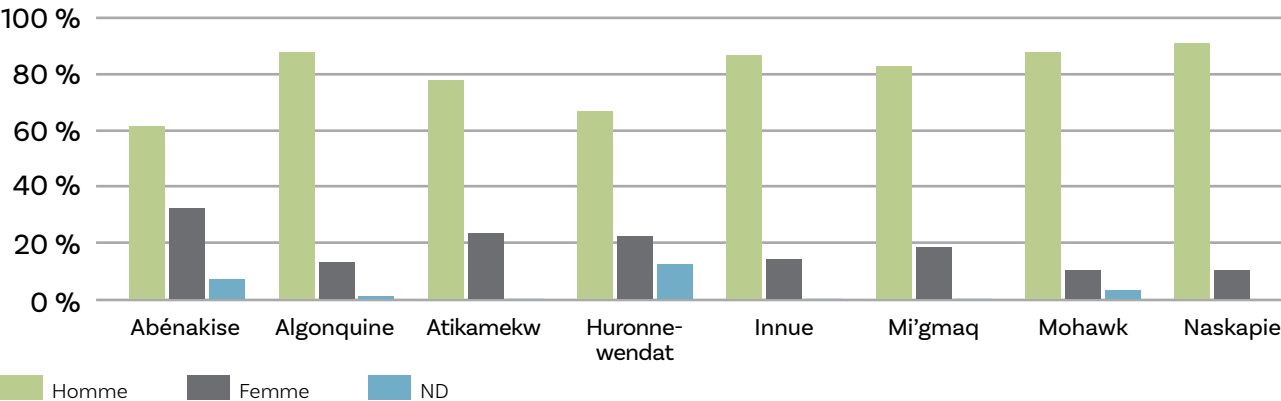
La figure 3 présente la répartition des chefs d'accusation dans les dossiers ouverts selon le sexe pour chaque nation. Pour la nation abénakise, on constate qu'il y a proportionnellement beaucoup moins de dossiers ouverts associés à des hommes (61 %) que pour les autres nations.

**Figure 3 : Répartition des chefs d'accusation dans les dossiers ouverts selon le sexe et la nation**



Comme le montre la figure 4 pour les dossiers fermés, les hommes abénakis et hurons-wendat apparaissent proportionnellement moins judiciairisés que les hommes des autres nations (respectivement 61 % et 66 % des dossiers).

**Figure 4 : Répartition des chefs d'accusation dans les dossiers fermés selon le sexe et la nation**



Les tableaux suivants présentent le même type d'analyse dans les dossiers ouverts et fermés, selon la nation et le groupe d'âge des personnes concernées dans les dossiers analysés.





Les résultats dans le tableau 11 démontrent que les personnes de moins de 30 ans sont les plus accusées dans les dossiers analysés. Plus de 50 % des chefs d'accusation dans les dossiers ouverts sont associés à des jeunes de moins de 30 ans des nations innue et algonquine.

**Tableau 11 : Distribution des chefs d'accusation dans les dossiers ouverts, selon le groupe d'âge et la nation de la personne accusée**

| Nation         |   | 18-24 | 25-29 | 30-34 | 35-59 | 60+ | ND  | TOTAL |
|----------------|---|-------|-------|-------|-------|-----|-----|-------|
| Abénakise      | N | 2     | 4     | 11    | 11    | 0   | 0   | 28    |
|                | % | 7,1   | 14,3  | 39,3  | 39,2  | 0   | 0   | 100   |
| Algonquine     | N | 244   | 231   | 116   | 285   | 14  | 0   | 890   |
|                | % | 27,4  | 26,0  | 13,0  | 32,1  | 1,6 | 0   | 100   |
| Atikamekw      | N | 191   | 165   | 175   | 225   | 19  | 0   | 775   |
|                | % | 24,6  | 21,3  | 22,6  | 29,1  | 2,4 | 0   | 100   |
| Huronne-wendat | N | 29    | 9     | 14    | 26    | 0   | 0   | 78    |
|                | % | 37,2  | 11,5  | 17,9  | 33,4  | 0   | 0   | 100   |
| Innue          | N | 505   | 348   | 176   | 541   | 20  | 3   | 1593  |
|                | % | 31,7  | 21,8  | 11,0  | 33,9  | 1,2 | 0,2 | 100   |
| Mi'gmaq        | N | 70    | 83    | 79    | 86    | 13  | 0   | 331   |
|                | % | 21,1  | 25,1  | 23,9  | 26,0  | 3,9 | 0   | 100   |
| Mohawk         | N | 133   | 122   | 100   | 290   | 15  | 0   | 660   |
|                | % | 20,2  | 18,5  | 15,2  | 43,9  | 2,3 | 0   | 100   |
| Naskapie       | N | 39    | 37    | 21    | 57    | 1   | 0   | 155   |
|                | % | 25,2  | 23,9  | 13,5  | 36,7  | 0,6 | 0   | 100   |
| Total          |   | 1 213 | 999   | 692   | 1 521 | 82  | 3   | 4 510 |

Le tableau 12 concerne les dossiers fermés. Les résultats montrent que pour les nations innue et algonquine, plus de 50 % des chefs d'accusation dans les dossiers fermés sont liés à des jeunes de moins de 30 ans.

**Tableau 12 : Distribution des chefs d'accusation dans les dossiers fermés, selon le groupe d'âge et la nation de la personne accusée**

| Nation         |   | 18-24 | 25-29 | 30-34 | 35-59 | 60+ | ND  | TOTAL |
|----------------|---|-------|-------|-------|-------|-----|-----|-------|
| Abénakise      | N | 3     | 4     | 16    | 5     | 0   | 0   | 28    |
|                | % | 10,7  | 14,3  | 57,1  | 17,9  | 0,0 | 0   | 100   |
| Algonquine     | N | 374   | 282   | 189   | 400   | 24  | 3   | 1 272 |
|                | % | 29,4  | 22,2  | 14,9  | 31,5  | 1,9 | 0,2 | 100   |
| Atikamekw      | N | 197   | 198   | 180   | 221   | 22  | 0   | 818   |
|                | % | 24,1  | 24,2  | 22,0  | 27    | 2,7 | 0   | 100   |
| Huronne-wendat | N | 21    | 24    | 20    | 28    | 2   | 0   | 95    |
|                | % | 22,1  | 25,3  | 21,1  | 29,5  | 2,1 | 0   | 100   |
| Innue          | N | 548   | 363   | 235   | 482   | 12  | 0   | 1 640 |
|                | % | 33,4  | 22,1  | 14,3  | 29,4  | 0,7 | 0   | 100   |
| Mi'gmaq        | N | 94    | 58    | 68    | 63    | 14  | 0   | 361   |
|                | % | 26,0  | 16,1  | 18,8  | 48,9  | 3,9 | 0   | 100   |
| Mohawk         | N | 172   | 169   | 89    | 487   | 15  | 0   | 871   |
|                | % | 19,7  | 19,4  | 10,2  | 48,9  | 1,7 | 0   | 100   |
| Naskapie       | N | 62    | 32    | 21    | 93    | 6   | 0   | 214   |
|                | % | 29,0  | 15,0  | 9,8   | 43,4  | 2,8 | 0   | 100   |
| Total          |   | 1 471 | 1 130 | 818   | 1 782 | 95  | 3   | 5 299 |

Les tableaux 13 et 14 reprennent les différentes analyses en ce qui a trait à l'âge moyen et à l'âge médian pour chacune des nations, pour les dossiers ouverts et pour les dossiers fermés. Dans les dossiers ouverts, la plupart des nations ont une moyenne d'âge autour de 32-33 ans, sauf la nation abénakise, alors que dans les dossiers fermés, l'étendue des moyennes d'âge est plus large, allant de 31 à 34 ans.





Tableau 13 : Âge moyen et âge médian dans les dossiers ouverts selon la nation

| Nation         | N     | Moyenne | Médiane |
|----------------|-------|---------|---------|
| Abénakise      | 28    | 37,0    | 32,4    |
| Algonquine     | 890   | 32,3    | 29,5    |
| Atikamekw      | 775   | 32,8    | 30,9    |
| Huronne-wendat | 78    | 32,5    | 30,7    |
| Innue          | 1 593 | 32,7    | 28,9    |
| Mi'gmaq        | 331   | 33,1    | 30,4    |
| Mohawk         | 660   | 34,9    | 32,9    |
| Naskapie       | 155   | 32,7    | 30,2    |
| Total          | 4 510 | 33,5    | 30,7    |

Tableau 14 : Âge moyen et âge médian dans les dossiers fermés selon la nation

| Nation         | N     | Moyenne | Médiane |
|----------------|-------|---------|---------|
| Abénakise      | 28    | 33,5    | 32,1    |
| Algonquine     | 1 272 | 32,2    | 29,7    |
| Atikamekw      | 818   | 32,2    | 30,6    |
| Huronne-wendat | 95    | 32,9    | 30,3    |
| Innue          | 1 640 | 31,4    | 28,4    |
| Mi'gmaq        | 361   | 34      | 32,1    |
| Mohawk         | 871   | 35,7    | 35,2    |
| Naskapie       | 214   | 35,2    | 31,3    |
| Total          | 5 299 | 33,4    | 31,2    |



## 5.2 La nature des infractions reprochées

Les tableaux suivants présentent les types d'infractions reprochées par catégorie d'infractions, par nation. Nous présentons d'abord les dossiers ouverts, puis les dossiers fermés. Rappelons que nous avons généralement conservé les catégories et sous-catégories d'infractions utilisées par Statistique Canada dans son *Manuel du Programme de déclaration uniforme de la criminalité* – Manuel DUC 2016, à deux exceptions près. D'abord, nous avons choisi de faire ressortir les IAJ de la catégorie « autres infractions », puisqu'elles constituaient la majeure partie de cette catégorie. Pour ce faire, nous avons respecté la définition retenue par Statistique Canada dans son étude de l'activité des tribunaux criminels au Canada. Ainsi, la catégorie IAJ comprend les infractions suivantes : « les infractions au Code criminel telles que le défaut de se conformer à une ordonnance, l'évasion ou l'aide à l'évasion, le fait de se trouver illégalement en liberté, le défaut de comparaître devant le tribunal, le manquement à une ordonnance de probation et d'autres infractions contre l'administration de la justice (p. ex. prétendre faussement être un agent de la paix) » (Burczycka et Munch, 2015, p. 4).

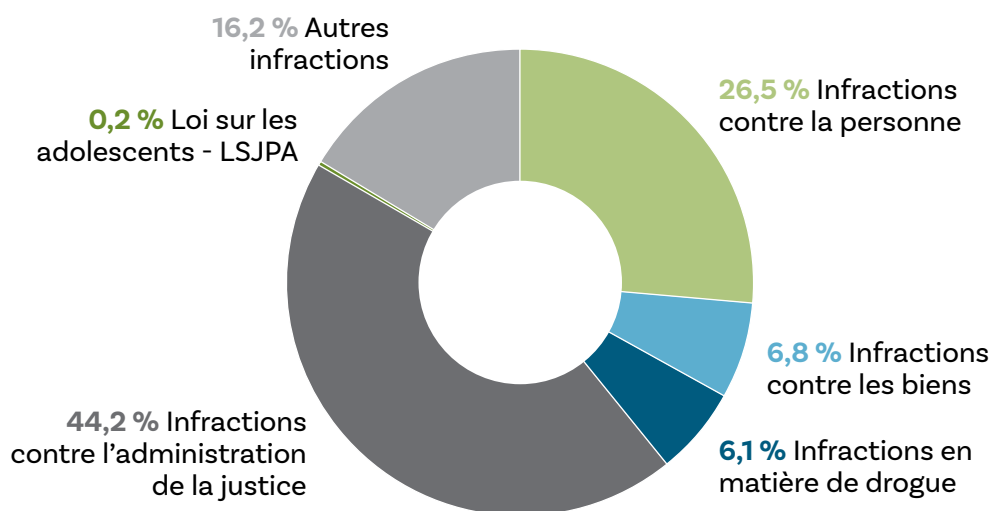
La deuxième exception concerne les infractions en matière de drogue. En effet, le Manuel DUC 2016 de Statistique Canada classe les infractions liées aux drogues selon le type de comportement (possession, trafic et importation), mais aussi selon la substance interdite (p. ex. possession de cannabis, possession de cocaïne). Or, étant donné que la banque de données fournie par le MJQ ne faisait pas de distinction sur la base de la substance interdite, nous avons plutôt procédé en créant de nouveaux codes qui reflètent uniquement le comportement interdit, soit la possession, le trafic, la production et l'importation, sans égard à la substance.



## A. Dossiers ouverts

Dans la figure 5, nous avons un portrait des infractions les plus fréquemment judiciairisées dans les dossiers ouverts en 2016. Les IAJ sont de loin les infractions les plus fréquentes toutes catégories confondues (1 915 infractions, soit près de 45 %), suivies des infractions contre la personne (1 150 infractions, soit 26,5 %) et des autres infractions (703 infractions, soit 16,2 %). Les infractions en matière de drogue représentent quant à elles 294 infractions, soit 6,1 % des infractions, et les infractions contre les biens représentent 264 infractions, soit 6,8% du total des infractions.

**Figure 5 : Nature des infractions reprochées dans les dossiers ouverts**



Le tableau 15 permet de constater que toutes catégories confondues, les infractions les plus fréquentes sont les suivantes : le défaut de se conformer à une ordonnance (842), le manquement aux conditions de probation (688), les voies de fait simples (443), la conduite avec facultés affaiblies (393), les autres infractions contre la personne (302), les voies de fait graves (250), l'évasion d'une garde légale (190) et la possession de drogue (181).

**Tableau 15 : Nature des infractions reprochées dans les dossiers ouverts**

| Catégorie d'infractions                                          | Infraction                                               | N   | %    |
|------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-----|------|
| Infractions contre la personne (1150; 26,5 %)                    | Agression sexuelle                                       | 38  | 3,3  |
|                                                                  | Agression sexuelle grave                                 | 3   | 0,3  |
|                                                                  | Agression sexuelle sur un enfant                         | 22  | 1,9  |
|                                                                  | Infractions entraînant la mort et tentative              | 3   | 0,3  |
|                                                                  | Voies de fait contre un agent de la paix                 | 82  | 7,1  |
|                                                                  | Voies de fait graves                                     | 250 | 21,7 |
|                                                                  | Voies de fait simples                                    | 443 | 38,5 |
|                                                                  | Autres infractions contre la personne                    | 302 | 26,3 |
|                                                                  | Autres voies de fait                                     | 7   | 0,6  |
| Infractions contre les biens (294; 6,8 %)                        | Crime d'incendie                                         | 4   | 1,3  |
|                                                                  | Fraude                                                   | 20  | 6,8  |
|                                                                  | Introduction par effraction                              | 85  | 28,9 |
|                                                                  | Possession ou trafic de biens volés                      | 38  | 12,9 |
|                                                                  | Vol d'un véhicule à moteur ou dans un véhicule           | 14  | 4,8  |
|                                                                  | Vol de 5 000 \$ ou moins                                 | 127 | 43,2 |
|                                                                  | Vol de plus de 5 000 \$                                  | 6   | 2,0  |
| Infractions en matière de drogue (264; 6,1 %)                    | Importation ou production de drogue                      | 5   | 1,9  |
|                                                                  | Possession de drogue                                     | 181 | 68,6 |
|                                                                  | Trafic de drogue                                         | 78  | 29,4 |
| Infractions contre l'administration de la justice (1915; 44,2 %) | Évasion d'une garde légale                               | 190 | 9,9  |
|                                                                  | Autres infractions contre l'administration de la justice | 131 | 6,8  |
|                                                                  | Manquement aux conditions de probation                   | 688 | 35,9 |
|                                                                  | Défaut de comparaître                                    | 64  | 3,3  |
|                                                                  | Défaut de se conformer à une ordonnance                  | 842 | 44,0 |



| Catégorie d'infractions                    | Infraction                        | N            | %          |
|--------------------------------------------|-----------------------------------|--------------|------------|
| Loi sur les adolescents – LSJPA (7; 0,2 %) | Loi sur les adolescents – LSJPA   | 7            | 100        |
| Autres infractions (703; 16,2 %)           | Armes offensives                  | 101          | 14,4       |
|                                            | Conduite avec facultés affaiblies | 393          | 55,9       |
|                                            | Conduite dangereuse               | 50           | 7,1        |
|                                            | Troubler la paix                  | 1            | 0,1        |
|                                            | Autres délits de la route         | 45           | 6,4        |
|                                            | Autres infractions                | 113          | 16,1       |
| <b>Total</b>                               |                                   | <b>4 333</b> | <b>100</b> |

Le tableau 16 présente l'analyse des catégories d'infractions selon les nations et le sexe.

L'écart entre les sexes se rétrécit à l'égard d'infractions particulières chez certaines nations. Par exemple, parmi les personnes ayant une adresse civique chez les Algonquins et les Atikamekw, les dossiers relatifs à des personnes accusées féminines sont pratiquement aussi nombreux que ceux relatifs à des personnes accusées masculines pour des infractions en matière de drogue (31 et 24 infractions pour les hommes; 27 et 20 pour les femmes).

**Tableau 16 : Nature des infractions reprochées dans les dossiers ouverts selon le sexe et la nation\***

|           |                                                   | Sexe      |          |          |           |
|-----------|---------------------------------------------------|-----------|----------|----------|-----------|
| Nation    | Catégorie d'infractions                           | H         | F        | ND       | TOTAL     |
| Abénakise | Infractions contre la personne                    | -         | -        | -        | 6         |
|           | Infractions contre les biens                      | -         | -        | -        | 2         |
|           | Infractions en matière de drogue                  | 8         | 4        | 0        | 12        |
|           | Infractions contre l'administration de la justice | -         | -        | -        | 3         |
|           | Autres infractions                                | -         | -        | -        | 5         |
|           | <b>Sous-total</b>                                 | <b>17</b> | <b>9</b> | <b>2</b> | <b>28</b> |



|                |                                                   | Sexe         |            |          |              |
|----------------|---------------------------------------------------|--------------|------------|----------|--------------|
| Nation         | Catégorie d'infractions                           | H            | F          | ND       | TOTAL        |
| Algonquine     | Infractions contre la personne                    | 194          | 32         | 0        | 226          |
|                | Infractions contre les biens                      | 47           | 6          | 0        | 53           |
|                | Infractions en matière de drogue                  | 31           | 27         | 0        | 58           |
|                | Infractions contre l'administration de la justice | 322          | 44         | 0        | 366          |
|                | Loi sur les adolescents – LSJPA                   | -            | -          | -        | 5            |
|                | Autres infractions                                | 113          | 23         | 0        | 136          |
|                | <b>Sous-total</b>                                 | <b>712</b>   | <b>132</b> | <b>0</b> | <b>844</b>   |
| Atikamekw      | Infractions contre la personne                    | 178          | 34         | 0        | 212          |
|                | Infractions contre les biens                      | 33           | 7          | 0        | 40           |
|                | Infractions en matière de drogue                  | 24           | 20         | 0        | 44           |
|                | Infractions contre l'administration de la justice | 230          | 56         | 1        | 287          |
|                | Autres infractions                                | 117          | 47         | 0        | 164          |
|                | <b>Sous-total</b>                                 | <b>746</b>   | <b>164</b> | <b>1</b> | <b>911</b>   |
| Huronne-wendat | Infractions contre la personne                    | -            | -          | -        | 9            |
|                | Infractions contre les biens                      | -            | -          | -        | 5            |
|                | Infractions en matière de drogue                  | -            | -          | -        | 8            |
|                | Infractions contre l'administration de la justice | 27           | 3          | 2        | 32           |
|                | Autres infractions                                | 18           | 5          | 0        | 23           |
|                | <b>Sous-total</b>                                 | <b>64</b>    | <b>9</b>   | <b>4</b> | <b>75</b>    |
| Innue          | Infractions contre la personne                    | 386          | 61         | 0        | 447          |
|                | Infractions contre les biens                      | 91           | 19         | 0        | 110          |
|                | Infractions en matière de drogue                  | 69           | 16         | 0        | 85           |
|                | Infractions contre l'administration de la justice | 617          | 77         | 0        | 694          |
|                | Autres infractions                                | 151          | 39         | 0        | 190          |
|                | <b>Sous-total</b>                                 | <b>1 314</b> | <b>212</b> | <b>0</b> | <b>1 526</b> |



|              |                                                   | Sexe         |            |           |              |
|--------------|---------------------------------------------------|--------------|------------|-----------|--------------|
| Nation       | Catégorie d'infractions                           | H            | F          | ND        | TOTAL        |
| Mi'gmaq      | Infractions contre la personne                    | 48           | 25         | 0         | 73           |
|              | Infractions contre les biens                      | 26           | 4          | 0         | 30           |
|              | Infractions en matière de drogue                  | 14           | 2          | 0         | 16           |
|              | Infractions contre l'administration de la justice | 107          | 37         | 0         | 144          |
|              | Loi sur les adolescents – LSJPA                   | -            | -          | -         | 1            |
|              | Autres infractions                                | 39           | 8          | 0         | 47           |
|              | <b>Sous-total</b>                                 | <b>235</b>   | <b>76</b>  | <b>0</b>  | <b>311</b>   |
| Mohawk       | Infractions contre la personne                    | 97           | 25         | 0         | 122          |
|              | Infractions contre les biens                      | 40           | 6          | 0         | 46           |
|              | Infractions en matière de drogue                  | 30           | 7          | 0         | 37           |
|              | Infractions contre l'administration de la justice | 103          | 20         | 3         | 126          |
|              | Autres infractions                                | 269          | 27         | 15        | 311          |
|              | <b>Sous-total</b>                                 | <b>539</b>   | <b>85</b>  | <b>18</b> | <b>642</b>   |
| Naskapie     | Infractions contre la personne                    | 47           | 3          | 0         | 50           |
|              | Infractions contre les biens                      | -            | -          | -         | 7            |
|              | Infractions en matière de drogue                  | -            | -          | -         | 3            |
|              | Infractions contre l'administration de la justice | 67           | 6          | 0         | 73           |
|              | Loi sur les adolescents – LSJPA                   | -            | -          | -         | 1            |
|              | Autres infractions                                | 12           | 0          | 0         | 12           |
|              | <b>Sous-total</b>                                 | <b>137</b>   | <b>9</b>   | <b>0</b>  | <b>146</b>   |
| <b>Total</b> |                                                   | <b>3 600</b> | <b>696</b> | <b>25</b> | <b>4 321</b> |

\*Pour des raisons de confidentialité, le sexe au dossier n'a pas été indiqué lorsqu'il y avait moins de dix dossiers.

Le tableau 17 permet de constater que les jeunes de moins de 35 ans sont davantage judiciairisés dans toutes les nations, représentant dans l'ensemble 64 % des mises en accusation. Ce taux s'élève à 78,4 % et à 79 % pour les nations atikamekw et mohawk. Cette surreprésentation est présente dans toutes les catégories d'infractions, sauf pour la nation abénakise pour laquelle nous avons dû enlever les données afin de préserver la confidentialité des personnes.

**Tableau 17 : Nature des infractions reprochées dans les dossiers ouverts selon le groupe d'âge et la nation\***

| Nation         | Catégorie d'infractions                           | 18- 34      | 35-59       | +60        | ND       | TOTAL      |
|----------------|---------------------------------------------------|-------------|-------------|------------|----------|------------|
| Abénakise      | Infractions contre la personne                    | -           | -           | -          | -        | 6          |
|                | Infractions contre les biens                      | -           | -           | -          | -        | 2          |
|                | Infractions en matière de drogue                  | 4           | 8           | 0          | 0        | 12         |
|                | Infractions contre l'administration de la justice | -           | -           | -          | -        | 3          |
|                | Autres infractions                                | -           | -           | -          | -        | 5          |
|                | <b>Pourcentage (%)</b>                            | -           | -           | -          | -        | <b>100</b> |
| Algonquine     | Infractions contre la personne                    | 186         | 36          | 4          | 0        | 226        |
|                | Infractions contre les biens                      | 40          | 13          | 0          | 0        | 53         |
|                | Infractions en matière de drogue                  | 43          | 15          | 0          | 0        | 58         |
|                | Infractions contre l'administration de la justice | 296         | 74          | 1          | 0        | 370        |
|                | Loi sur les adolescents – LSJPA                   | -           | -           | -          | -        | 5          |
|                | Autres infractions                                | 89          | 36          | 7          | 0        | 132        |
|                | <b>Pourcentage (%)</b>                            | <b>77,5</b> | <b>20,6</b> | <b>1,4</b> | <b>0</b> | <b>100</b> |
| Atikamekw      | Infractions contre la personne                    | 174         | 32          | 6          | 0        | 212        |
|                | Infractions contre les biens                      | 30          | 9           | 1          | 0        | 40         |
|                | Infractions en matière de drogue                  | 37          | 7           | 0          | 0        | 44         |
|                | Infractions contre l'administration de la justice | 251         | 44          | 5          | 0        | 300        |
|                | Autres infractions                                | 94          | 50          | 7          | 0        | 151        |
|                | <b>Pourcentage (%)</b>                            | <b>78,4</b> | <b>19,0</b> | <b>2,5</b> | <b>0</b> | <b>100</b> |
| Huronne-wendat | Infractions contre la personne                    | -           | -           | -          | -        | 9          |
|                | Infractions contre les biens                      | -           | -           | -          | -        | 5          |
|                | Infractions en matière de drogue                  | -           | -           | -          | -        | 8          |
|                | Infractions contre l'administration de la justice | 35          | 6           | 0          | 0        | 41         |
|                | Autres infractions                                | 8           | 6           | 0          | 0        | 14         |
|                | <b>Pourcentage (%)</b>                            | <b>78,2</b> | <b>21,8</b> | <b>0</b>   | <b>0</b> | <b>100</b> |





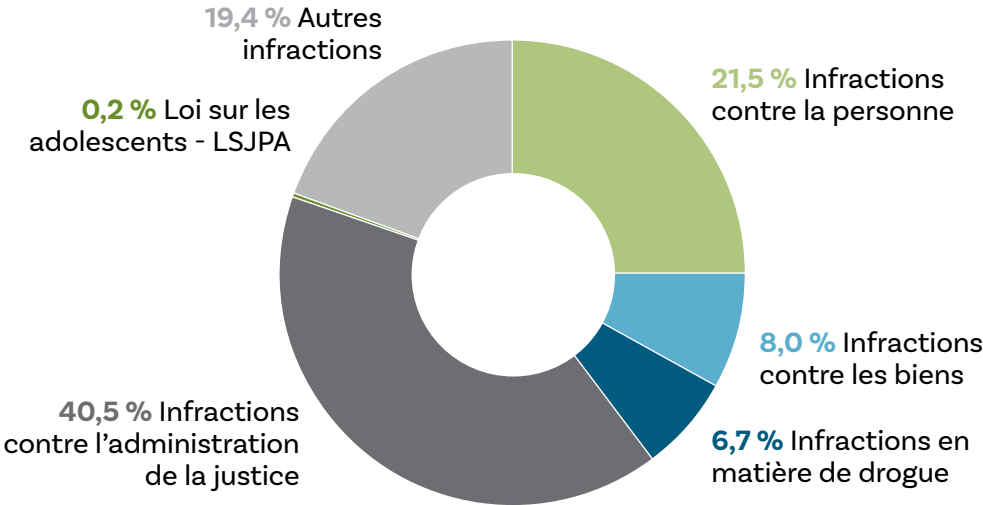
| Nation           | Catégorie d'infractions                           | 18- 34       | 35-59        | +60        | ND         | TOTAL        |
|------------------|---------------------------------------------------|--------------|--------------|------------|------------|--------------|
| Innue            | Infractions contre la personne                    | 344          | 100          | 2          | 1          | 447          |
|                  | Infractions contre les biens                      | 75           | 30           | 5          | 0          | 110          |
|                  | Infractions en matière de drogue                  | 49           | 30           | 5          | 1          | 85           |
|                  | Infractions contre l'administration de la justice | 573          | 143          | 3          | 1          | 720          |
|                  | Autres infractions                                | 110          | 49           | 5          | 0          | 164          |
|                  | <b>Pourcentage (%)</b>                            | <b>75,4</b>  | <b>23,1</b>  | <b>1,3</b> | <b>0,2</b> | <b>100</b>   |
| Mi'gmaq          | Infractions contre la personne                    | 57           | 11           | 5          | 0          | 73           |
|                  | Infractions contre les biens                      | 26           | 4            | 0          | 0          | 30           |
|                  | Infractions en matière de drogue                  | 15           | 1            | 0          | 0          | 16           |
|                  | Infractions contre l'administration de la justice | 114          | 24           | 8          | 0          | 146          |
|                  | Loi sur les adolescents – LSJPA                   | -            | -            | -          | -          | 1            |
|                  | Autres infractions                                | 34           | 11           | 0          | 0          | 45           |
|                  | <b>Pourcentage (%)</b>                            | <b>79,1</b>  | <b>16,4</b>  | <b>4,2</b> | <b>0</b>   | <b>100</b>   |
| Mohawk           | Infractions contre la personne                    | 83           | 35           | 4          | 0          | 122          |
|                  | Infractions contre les biens                      | 33           | 13           | 0          | 0          | 46           |
|                  | Infractions en matière de drogue                  | 30           | 5            | 2          | 0          | 37           |
|                  | Infractions contre l'administration de la justice | 175          | 82           | 3          | 0          | 260          |
|                  | Autres infractions                                | 103          | 68           | 6          | 0          | 177          |
|                  | <b>Pourcentage (%)</b>                            | <b>66,0</b>  | <b>31,6</b>  | <b>2,3</b> | <b>0</b>   | <b>100</b>   |
| Naskapie         | Infractions contre la personne                    | 39           | 11           | 0          | 0          | 50           |
|                  | Infractions contre les biens                      | -            | -            | -          | -          | 7            |
|                  | Infractions en matière de drogue                  | -            | -            | -          | -          | 3            |
|                  | Infractions contre l'administration de la justice | 56           | 18           | 1          | 0          | 75           |
|                  | Loi sur les adolescents – LSJPA                   | -            | -            | -          | -          | 1            |
|                  | Autres infractions                                | 6            | 4            | 0          | 0          | 10           |
|                  | <b>Pourcentage (%)</b>                            | <b>69,2</b>  | <b>22,6</b>  | <b>0,7</b> | <b>0</b>   | <b>100</b>   |
| <b>Total (N)</b> |                                                   | <b>2 767</b> | <b>1 471</b> | <b>80</b>  | <b>3</b>   | <b>4 321</b> |
| <b>Total (%)</b> |                                                   | <b>64,0</b>  | <b>34,0</b>  | <b>1,9</b> | <b>0,1</b> | <b>100</b>   |

\*Pour des raisons de confidentialité, l'âge au dossier n'a pas été indiqué lorsqu'il y avait moins de dix dossiers.

## B. Dossiers fermés

L'analyse des dossiers fermés reprend la même stratégie. La figure 6 et le tableau 18 montrent ainsi que les principales infractions sont des IAJ (2 015), des infractions contre la personne (1 249) et d'autres infractions (966).

Figure 6 : Nature des infractions reprochées dans les dossiers fermés



En ce qui a trait aux IAJ, les infractions spécifiques les plus courantes concernent le défaut de se conformer à une ordonnance (811) et le manquement aux conditions de probation (789), comme le montre le tableau 18.



**Tableau 18 : Nature des infractions reprochées dans les dossiers fermés**

| Catégorie d'infractions                                             | Infraction                                        | N   |
|---------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|-----|
| Infractions contre la personne<br>(1249; 25,1 %)                    | Agression sexuelle                                | 23  |
|                                                                     | Agression sexuelle grave                          | 2   |
|                                                                     | Agression sexuelle sur un enfant                  | 27  |
|                                                                     | Infractions entraînant la mort et tentative       | 4   |
|                                                                     | Voies de fait contre un agent de la paix          | 92  |
|                                                                     | Voies de fait graves                              | 248 |
|                                                                     | Voies de fait simples                             | 508 |
|                                                                     | Autres infractions contre la personne             | 334 |
|                                                                     | Autres voies de fait                              | 11  |
| Infractions contre les biens<br>(399; 8 %)                          | Crime d'incendie                                  | 1   |
|                                                                     | Fraude                                            | 82  |
|                                                                     | Introduction par effraction                       | 101 |
|                                                                     | Possession ou trafic de biens volés               | 53  |
|                                                                     | Vol d'un véhicule à moteur ou dans un véhicule    | 25  |
|                                                                     | Vol de 5 000 \$ ou moins                          | 129 |
|                                                                     | Vol de plus de 5 000 \$                           | 8   |
| Infractions en matière de drogue<br>(333; 6,7 %)                    | Importation ou production de drogue               | 13  |
|                                                                     | Possession de drogue                              | 207 |
|                                                                     | Trafic de drogue                                  | 113 |
| Infractions contre l'administration<br>de la justice (2015; 40,5 %) | Évasion d'une garde légale                        | 158 |
|                                                                     | Infractions contre l'administration de la justice | 173 |
|                                                                     | Manquement aux conditions de probation            | 789 |
|                                                                     | Défaut de comparaître                             | 84  |
|                                                                     | Défaut de se conformer à une ordonnance           | 811 |
| Loi sur les adolescents – LSJPA<br>(12; 0,2 %)                      | Loi sur les adolescents – LSJPA                   | 12  |

| Catégorie d'infractions             | Infraction                        | N            |
|-------------------------------------|-----------------------------------|--------------|
| Autres infractions<br>(966; 19,4 %) | Armes offensives                  | 111          |
|                                     | Conduite avec facultés affaiblies | 494          |
|                                     | Conduite dangereuse               | 57           |
|                                     | Autres délits de la route         | 58           |
|                                     | Autres infractions                | 246          |
| <b>Total</b>                        |                                   | <b>4 974</b> |

Le tableau 19 présente la distribution de la nature des infractions dans six grandes catégories d'infractions par nation et par sexe dans les dossiers fermés. Il montre que les dossiers relatifs aux infractions contre l'administration de la justice concernent tout autant des hommes que des femmes. De plus, les dossiers concernant ce type d'infractions sont les plus nombreux dans toutes les Premières Nations, sauf pour les Abénakis.

**Tableau 19 : Nature des infractions dans les dossiers fermés selon le sexe et par nation\***

|            |                                                   | Sexe |    |    |             |
|------------|---------------------------------------------------|------|----|----|-------------|
| Nation     | Catégorie d'infractions                           | H    | F  | ND | TOTAL       |
| Abénakise  | Infractions contre la personne                    | -    | -  | -  | 4           |
|            | Infractions contre les biens                      | -    | -  | -  | 4           |
|            | Infractions en matière de drogue                  | -    | -  | -  | 7           |
|            | Infractions contre l'administration de la justice | -    | -  | -  | 3           |
|            | Autres infractions                                | -    | -  | -  | 8           |
|            | <b>Sous-total</b>                                 | -    | -  | -  | <b>26</b>   |
| Algonquine | Infractions contre la personne                    | 280  | 26 | 1  | 307         |
|            | Infractions contre les biens                      | 80   | 19 | 0  | 99          |
|            | Infractions en matière de drogue                  | 60   | 10 | 1  | 71          |
|            | Infractions contre l'administration de la justice | 410  | 61 | 4  | 475         |
|            | Loi sur les adolescents – LSJPA                   | -    | -  | -  | 8           |
|            | Autres infractions                                | 170  | 31 | 2  | 203         |
|            | <b>Sous-total</b>                                 | -    | -  | -  | <b>1163</b> |



|                |                                                   | Sexe         |            |          |              |
|----------------|---------------------------------------------------|--------------|------------|----------|--------------|
| Nation         | Catégorie d'infractions                           | H            | F          | ND       | TOTAL        |
| Atikamekw      | Infractions contre la personne                    | 184          | 35         | 0        | 219          |
|                | Infractions contre les biens                      | 35           | 4          | 0        | 39           |
|                | Infractions en matière de drogue                  | 24           | 16         | 0        | 40           |
|                | Infractions contre l'administration de la justice | 227          | 65         | 1        | 293          |
|                | Autres infractions                                | 124          | 58         | 0        | 182          |
|                | <b>Sous-total</b>                                 | <b>594</b>   | <b>178</b> | <b>1</b> | <b>773</b>   |
| Huronne-wendat | Infractions contre la personne                    | 9            | 3          | 6        | 18           |
|                | Infractions contre les biens                      | -            | -          | -        | 4            |
|                | Infractions en matière de drogue                  | 12           | 0          | 0        | 12           |
|                | Infractions contre l'administration de la justice | 27           | 6          | 0        | 33           |
|                | Autres infractions                                | 11           | 8          | 4        | 23           |
|                | <b>Sous-total</b>                                 | <b>-</b>     | <b>-</b>   | <b>-</b> | <b>90</b>    |
| Innue          | Infractions contre la personne                    | 353          | 62         | 0        | 415          |
|                | Infractions contre les biens                      | 96           | 23         | 0        | 119          |
|                | Infractions en matière de drogue                  | 68           | 21         | 0        | 89           |
|                | Infractions contre l'administration de la justice | 646          | 82         | 2        | 730          |
|                | Autres infractions                                | 152          | 30         | 0        | 182          |
|                | <b>Sous-total</b>                                 | <b>1 315</b> | <b>218</b> | <b>2</b> | <b>1 535</b> |
| Mi'gmaq        | Infractions contre la personne                    | 91           | 20         | 0        | 111          |
|                | Infractions contre les biens                      | 22           | 3          | 0        | 25           |
|                | Infractions en matière de drogue                  | 7            | 5          | 0        | 12           |
|                | Infractions contre l'administration de la justice | 110          | 26         | 0        | 136          |
|                | Loi sur les adolescents - LSJPA                   | -            | -          | -        | 4            |
|                | Autres infractions                                | 47           | 10         | 0        | 57           |
|                | <b>Sous-total</b>                                 | <b>-</b>     | <b>-</b>   | <b>-</b> | <b>345</b>   |

|              |                                                   | Sexe         |            |           |              |
|--------------|---------------------------------------------------|--------------|------------|-----------|--------------|
| Nation       | Catégorie d'infractions                           | H            | F          | ND        | TOTAL        |
| Mohawk       | Infractions contre la personne                    | 110          | 16         | 0         | 126          |
|              | Infractions contre les biens                      | 85           | 11         | 0         | 96           |
|              | Infractions en matière de drogue                  | 79           | 11         | 0         | 90           |
|              | Infractions contre l'administration de la justice | 205          | 12         | 20        | 237          |
|              | Autres infractions                                | 260          | 34         | 3         | 297          |
|              | <b>Sous-total</b>                                 | <b>739</b>   | <b>84</b>  | <b>23</b> | <b>846</b>   |
| Naskapie     | Infractions contre la personne                    | 39           | 10         | 0         | 49           |
|              | Infractions contre les biens                      | 12           | 1          | 0         | 13           |
|              | Infractions en matière de drogue                  | 12           | 0          | 0         | 12           |
|              | Infractions contre l'administration de la justice | 101          | 7          | 0         | 108          |
|              | Autres infractions                                | 13           | 1          | 0         | 14           |
|              | <b>Sous-total</b>                                 | <b>177</b>   | <b>19</b>  | <b>0</b>  | <b>196</b>   |
| <b>Total</b> |                                                   | <b>4 191</b> | <b>736</b> | <b>47</b> | <b>4 974</b> |

\*Pour des raisons de confidentialité, le sexe au dossier n'a pas été indiqué lorsqu'il y avait moins de dix dossiers.

Finalement, le tableau 20 montre la répartition de la nature des infractions par groupes d'âge dans les dossiers fermés. Là encore, les dossiers les plus nombreux concernent des personnes accusées de moins de 35 ans, représentant 64,2 %, et le plus souvent pour des infractions contre l'administration de la justice.



**Tableau 20 : Nature des infractions reprochées dans les dossiers fermés selon le groupe d'âge et la nation\***

| Nation         | Catégorie d'infractions                           | 18-34       | 35-59       | +60        | ND         | TOTAL      |
|----------------|---------------------------------------------------|-------------|-------------|------------|------------|------------|
| Abénakise      | Infractions contre la personne                    | -           | -           | -          | -          | 4          |
|                | Infractions contre les biens                      | -           | -           | -          | -          | 4          |
|                | Infractions en matière de drogue                  | -           | -           | -          | -          | 7          |
|                | Infractions contre l'administration de la justice | -           | -           | -          | -          | 3          |
|                | Autres infractions                                | -           | -           | -          | -          | 8          |
|                | <b>Pourcentage (%)</b>                            | -           | -           | -          | -          | <b>100</b> |
| Algonquine     | Infractions contre la personne                    | 206         | 97          | 4          | 0          | 307        |
|                | Infractions contre les biens                      | 64          | 35          | 0          | 0          | 99         |
|                | Infractions en matière de drogue                  | 55          | 15          | 1          | 0          | 71         |
|                | Infractions contre l'administration de la justice | 331         | 139         | 2          | 3          | 475        |
|                | Loi sur les adolescents – LSJPA                   | 8           | 0           | 0          | 0          | 8          |
|                | Autres infractions                                | 104         | 83          | 16         | 0          | 203        |
|                | <b>Pourcentage (%)</b>                            | <b>66,0</b> | <b>31,7</b> | <b>2,0</b> | <b>0,3</b> | <b>100</b> |
| Atikamekw      | Infractions contre la personne                    | 165         | 48          | 6          | 0          | 212        |
|                | Infractions contre les biens                      | 29          | 9           | 1          | 0          | 39         |
|                | Infractions en matière de drogue                  | 38          | 2           | 0          | 0          | 40         |
|                | Infractions contre l'administration de la justice | 209         | 88          | 6          | 0          | 293        |
|                | Autres infractions                                | 104         | 70          | 8          | 0          | 182        |
|                | <b>Pourcentage (%)</b>                            | <b>71,1</b> | <b>28,3</b> | <b>2,7</b> | <b>0</b>   | <b>100</b> |
| Huronne-wendat | Infractions contre la personne                    | 12          | 6           | 0          | 0          | 18         |
|                | Infractions contre les biens                      | -           | -           | -          | -          | 4          |
|                | Infractions en matière de drogue                  | 10          | 2           | 0          | 0          | 12         |
|                | Infractions contre l'administration de la justice | 24          | 9           | 0          | 0          | 33         |
|                | Autres infractions                                | 14          | 7           | 2          | 0          | 23         |
|                | <b>Pourcentage (%)</b>                            | -           | -           | -          | -          | <b>100</b> |



| Nation           | Catégorie d'infractions                           | 18-34        | 35-59        | +60        | ND         | TOTAL        |
|------------------|---------------------------------------------------|--------------|--------------|------------|------------|--------------|
| Innue            | Infractions contre la personne                    | 275          | 136          | 4          | 0          | 415          |
|                  | Infractions contre les biens                      | 74           | 44           | 1          | 0          | 119          |
|                  | Infractions en matière de drogue                  | 58           | 31           | 0          | 0          | 89           |
|                  | Infractions contre l'administration de la justice | 539          | 190          | 1          | 0          | 730          |
|                  | Autres infractions                                | 115          | 71           | 6          | 0          | 182          |
|                  | <b>Pourcentage (%)</b>                            | <b>69,1</b>  | <b>30,7</b>  | <b>0,8</b> | <b>0</b>   | <b>100</b>   |
| Mi'gmaq          | Infractions contre la personne                    | 60           | 42           | 9          | 0          | 111          |
|                  | Infractions contre les biens                      | 18           | 7            | 0          | 0          | 25           |
|                  | Infractions en matière de drogue                  | 5            | 7            | 0          | 0          | 12           |
|                  | Infractions contre l'administration de la justice | 74           | 50           | 2          | 0          | 136          |
|                  | Loi sur les adolescents – LSJPA                   | -            | -            | -          | -          | 4            |
|                  | Autres infractions                                | 37           | 17           | 3          | 0          | 57           |
|                  | <b>Pourcentage (%)</b>                            | <b>-</b>     | <b>-</b>     | <b>-</b>   | <b>-</b>   | <b>100</b>   |
| Mohawk           | Infractions contre la personne                    | 55           | 70           | 1          | 0          | 126          |
|                  | Infractions contre les biens                      | 39           | 51           | 6          | 0          | 96           |
|                  | Infractions en matière de drogue                  | 54           | 35           | 1          | 0          | 90           |
|                  | Infractions contre l'administration de la justice | 122          | 115          | 0          | 0          | 237          |
|                  | Autres infractions                                | 151          | 140          | 6          | 0          | 297          |
|                  | <b>Pourcentage (%)</b>                            | <b>49,8</b>  | <b>48,6</b>  | <b>1,7</b> | <b>0</b>   | <b>100</b>   |
| Naskapie         | Infractions contre la personne                    | 29           | 19           | 1          | 0          | 49           |
|                  | Infractions contre les biens                      | 10           | 22           | 1          | 0          | 13           |
|                  | Infractions en matière de drogue                  | 8            | 4            | 0          | 0          | 12           |
|                  | Infractions contre l'administration de la justice | 53           | 51           | 4          | 0          | 108          |
|                  | Autres infractions                                | 9            | 5            | 0          | 0          | 14           |
|                  | <b>Pourcentage (%)</b>                            | <b>55,6</b>  | <b>51,5</b>  | <b>3,1</b> | <b>0</b>   | <b>100</b>   |
| <b>Total (N)</b> |                                                   | <b>3 195</b> | <b>1 684</b> | <b>92</b>  | <b>3</b>   | <b>4 974</b> |
| <b>Total (%)</b> |                                                   | <b>64,2</b>  | <b>33,9</b>  | <b>1,9</b> | <b>0,1</b> | <b>100</b>   |

\*Pour des raisons de confidentialité, l'âge au dossier n'a pas été indiqué lorsqu'il y avait moins de dix dossiers.

### Infractions commises dans un contexte particulier

La banque de données contient des indications sur le contexte entourant certaines infractions. Ainsi, elle précise lorsqu'une infraction a été commise dans un contexte de violence conjugale ou de violence contre les personnes âgées, et lorsqu'elle concerne un abus sexuel ou physique sur un enfant. Pour les fins de cette analyse, nous présumons que la plupart, sinon la totalité, de ces infractions se trouvent dans la catégorie d'infractions contre la personne.

Comme nous le mentionnions plus tôt, il y a eu 1 249 accusations dans la catégorie des infractions contre la personne dans les dossiers fermés de 2016, soit 25,1 %. Or, 36,0 % de ces infractions auraient été commises dans un contexte de violence conjugale, 3,8 % concerneraient des abus sexuels sur des enfants, 3,3 % des abus physiques sur des enfants et 0,2 % de la violence à l'endroit de personnes âgées.

**Tableau 21 : Infractions contre la personne, commises dans un contexte de violence dans les dossiers fermés**

| Infractions contre la personne                                            | N            | %           |
|---------------------------------------------------------------------------|--------------|-------------|
| Type de violence                                                          |              |             |
| Violence conjugale                                                        | 450          | 36,0        |
| Abus sexuels sur des enfants                                              | 47           | 3,8         |
| Abus physiques sur des enfants                                            | 42           | 3,4         |
| Violence à l'endroit de personnes âgées                                   | 3            | 0,2         |
| Autres                                                                    | 157          | 12,6        |
| <b>Sous total<br/>(infractions commises dans un contexte de violence)</b> | <b>699</b>   | <b>56,0</b> |
| Autres types d'infractions contre la personne                             | 550          | 44,0        |
| <b>Total (toutes les infractions contre la personne)</b>                  | <b>1 249</b> | <b>100</b>  |

Notons le nombre important d'infractions commises dans un contexte de violence conjugale. Au Québec, ces infractions sont visées par une politique de judiciarisation automatique dite de tolérance zéro<sup>12</sup> qui fait l'objet de résistance dans certaines communautés des Premières Nations. Ainsi, à la suite de pressions exercées par des représentants des Premières Nations, le gouvernement du Québec a accepté, en 2015, de réviser son Programme de mesures de rechange pour les adultes en milieu autochtone d'abord adopté en 2001 afin d'y inclure certaines infractions commises dans un contexte de violence conjugale (à l'exclusion de celles portant des lésions graves et les agressions sexuelles) (ministère de la Justice du Québec, 2015).

En terminant cette section, il est nécessaire de mettre l'accent sur les infractions contre l'administration de la justice (IAJ).

Tout d'abord, la fréquence des IAJ est extrêmement élevée dans les dossiers pour lesquels la personne a fourni une adresse civique dans une communauté des Premières Nations. Non seulement représentent-elles 44,2 % de l'ensemble des infractions dans les dossiers ouverts et 40,5 % dans les dossiers fermés, mais les deux infractions les plus fréquentes sont des IAJ, devançant de loin les infractions contre la personne et l'infraction de conduite avec facultés affaiblies.

À titre de comparaison, notons que les IAJ représentaient 23 % de toutes les causes réglées devant les tribunaux pour adultes au Canada en 2014-2015. En outre, le tiers des causes réglées au Québec en 2013-2014 contenaient au moins une infraction de ce type (20 195 sur 62 844) (Burczycka et Munch, 2015).

Les IAJ sont différentes des autres infractions, puisqu'elles sont directement générées par l'activité judiciaire elle-même. C'est donc dire qu'elles sont le fruit de la (sur)judiciarisation des Premières Nations. Les deux infractions les plus fréquentes sont liées à l'imposition de conditions lors de la mise en liberté avant procès de personnes judiciarisées (dans le cas de l'infraction de défaut de se conformer à une ordonnance) ou encore lors de l'imposition d'une peine de probation (dans le cas de l'infraction de manquement aux conditions de probation). Ces conditions peuvent proscrire une série de comportements allant de l'interdiction de troubler la paix à l'interdiction de consommer de l'alcool, en passant par des interdictions de se trouver dans certains endroits précis ou d'entrer en contact avec des personnes spécifiées dans une ordonnance. Ainsi, le comportement reproché à l'accusé n'est souvent pas une infraction criminelle en soi (il n'est pas illégal de se trouver dans un parc ou encore de consommer de l'alcool), mais il le devient uniquement parce qu'il est inséré dans une ordonnance judiciaire.

<sup>12</sup> Québec, Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale et familiale, *Politique d'intervention en matière de violence conjugale : prévenir, dépister, contrer la violence conjugale*, Québec, gouvernement du Québec, 1995. Voir aussi *Directive du Directeur des poursuites criminelles et pénales : Violence conjugale - Intervention du procureur (VIO-1)* à la p. 1.



À ce titre, mentionnons que l'importance des infractions relatives à l'administration de la justice tend à nuancer les écrits canadiens sur la question de la criminalité violente perpétrée par les Premières Nations. Par contre, dans cette catégorie d'infractions, plus du tiers auraient été commises dans un contexte de violence conjugale, ce qui devrait susciter une réflexion sur les meilleures pratiques de prise en charge de ces problèmes particuliers (Brassard et Spielvogel, 2018).

### **5.3 Les parcours judiciaires : l'étape du plaider de culpabilité ou de non-culpabilité**

Après avoir analysé la nature des faits reprochés, il importe de s'intéresser au parcours judiciaire des dossiers. Les parties 5.3 et 5.4 traitent respectivement des plaidoyers et des décisions judiciaires,

ainsi que des peines imposées lorsque les dossiers se sont soldés par un verdict de culpabilité. Étant donné qu'il s'agit de stades avancés de la procédure criminelle et afin de présenter le portrait le plus fiable possible, nous avons mis de côté les dossiers ouverts (et donc en cours) pour ne retenir que l'analyse des dossiers fermés en 2016. Ainsi, il s'agit de réaliser des analyses alors que l'ensemble du parcours judiciaire a été complété.

Comme nous pourrions le constater à la lecture des tableaux ci-dessous, la base de données du MJQ comporte de nombreuses données manquantes quant au parcours des personnes judiciairisées. Le portrait ainsi fourni est donc limité.

Le tableau 22 présente la fréquence du type de plaider inscrit au dossier de l'accusé (coupable, non coupable) selon la catégorie d'infractions, dans l'ensemble des dossiers fermés en 2016.



**Tableau 22 : Fréquence des plaidoyers de culpabilité selon la catégorie d'infractions dans les dossiers fermés**

|                                |                                                | Fréquence  |             |            |             |            |             |
|--------------------------------|------------------------------------------------|------------|-------------|------------|-------------|------------|-------------|
|                                |                                                | Coupable   |             | Non coup.  |             | Non dispo. |             |
| Catégorie d'infractions        | Infraction                                     | N          | %           | N          | %           | N          | %           |
| Infractions contre la personne | Agression sexuelle                             | 7          | 30,4        | 8          | 34,8        | 8          | 34,8        |
|                                | Agression sexuelle grave                       | 0          | 0           | 0          | 0           | 2          | 100         |
|                                | Agression sexuelle sur un enfant               | 8          | 29,6        | 7          | 25,9        | 12         | 44,4        |
|                                | Infractions entraînant la mort et tentative    | 2          | 50,0        | 2          | 50,0        | 0          | 0           |
|                                | Voies de fait contre un agent de la paix       | 55         | 59,8        | 20         | 21,7        | 17         | 18,5        |
|                                | Voies de fait graves                           | 81         | 32,7        | 79         | 31,9        | 88         | 35,5        |
|                                | Voies de fait simples                          | 235        | 46,3        | 180        | 35,4        | 93         | 18,3        |
|                                | Autres voies de fait                           | 3          | 27,3        | 1          | 9,1         | 7          | 63,6        |
|                                | Autres infractions contre la personne          | 117        | 35,0        | 114        | 34,1        | 103        | 30,8        |
|                                | <b>Sous-total</b>                              | <b>508</b> | <b>40,7</b> | <b>411</b> | <b>32,9</b> | <b>330</b> | <b>26,4</b> |
| Infractions contre les biens   | Crime d'incendie                               | 1          | 100         | 0          | 0           | 0          | 0           |
|                                | Fraude                                         | 30         | 36,6        | 4          | 4,9         | 48         | 58,5        |
|                                | Introduction par effraction                    | 47         | 46,5        | 22         | 21,8        | 32         | 31,7        |
|                                | Possession ou trafic de biens volés            | 24         | 45,3        | 13         | 24,5        | 16         | 30,2        |
|                                | Vol d'un véhicule à moteur ou dans un véhicule | 11         | 44,0        | 9          | 36,0        | 5          | 20,0        |
|                                | Vol de 5 000 \$ ou moins                       | 94         | 72,9        | 24         | 18,6        | 11         | 8,5         |
|                                | Vol de plus de 5 000 \$                        | 4          | 50,0        | 1          | 12,5        | 3          | 37,5        |
|                                | <b>Sous-total</b>                              | <b>211</b> | <b>52,9</b> | <b>73</b>  | <b>18,3</b> | <b>115</b> | <b>28,8</b> |



|                                                   |                                                   | Fréquence    |             |              |             |              |             |
|---------------------------------------------------|---------------------------------------------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|-------------|
|                                                   |                                                   | Coupable     |             | Non coup.    |             | Non dispo.   |             |
| Catégorie d'infractions                           | Infraction                                        | N            | %           | N            | %           | N            | %           |
| Infractions en matière de drogue                  | Importation ou production de drogue               | 2            | 15,4        | 0            | 0           | 11           | 84,6        |
|                                                   | Possession de drogue                              | 168          | 81,2        | 28           | 13,5        | 11           | 5,3         |
|                                                   | Trafic de drogue                                  | 55           | 48,7        | 14           | 12,4        | 44           | 38,9        |
|                                                   | <b>Sous-total</b>                                 | <b>225</b>   | <b>67,6</b> | <b>42</b>    | <b>12,6</b> | <b>66</b>    | <b>19,8</b> |
| Infractions contre l'administration de la justice | Évasion d'une garde légale                        | 49           | 31,0        | 14           | 8,9         | 95           | 60,1        |
|                                                   | Infractions contre l'administration de la justice | 111          | 64,2        | 38           | 22,0        | 24           | 13,9        |
|                                                   | Manquement aux conditions de probation            | 469          | 59,4        | 223          | 28,3        | 97           | 12,3        |
|                                                   | Défaut de comparaître                             | 44           | 52,4        | 24           | 28,6        | 16           | 19,0        |
|                                                   | Défaut de se conformer à une ordonnance           | 445          | 54,9        | 151          | 18,6        | 215          | 26,5        |
|                                                   | <b>Sous-total</b>                                 | <b>1 118</b> | <b>55,5</b> | <b>450</b>   | <b>22,3</b> | <b>447</b>   | <b>22,2</b> |
| Loi sur les adolescents - LSJPA                   | Loi sur les adolescents - LSJPA                   | 9            | 75,0        | 1            | 8,3         | 2            | 16,7        |
| Autres infractions                                | Armes offensives                                  | 55           | 49,5        | 23           | 20,7        | 33           | 29,7        |
|                                                   | Conduite avec facultés affaiblies                 | 231          | 46,8        | 200          | 40,5        | 63           | 12,8        |
|                                                   | Conduite dangereuse                               | 14           | 24,6        | 27           | 47,4        | 16           | 28,1        |
|                                                   | Troubler la paix                                  | 1            | 100         | 0            | 0           | 0            | 0           |
|                                                   | Autres délits de la route                         | 39           | 67,2        | 10           | 17,2        | 9            | 15,5        |
|                                                   | Autres infractions                                | 65           | 26,5        | 53           | 21,6        | 127          | 51,8        |
|                                                   | <b>Sous-total</b>                                 | <b>405</b>   | <b>41,9</b> | <b>313</b>   | <b>32,4</b> | <b>248</b>   | <b>25,7</b> |
| <b>Total</b>                                      |                                                   | <b>2 476</b> | <b>49,8</b> | <b>1 290</b> | <b>25,9</b> | <b>1 208</b> | <b>24,3</b> |

Au total, les personnes judiciairisées ayant une adresse civique dans une communauté des Premières Nations ont plaidé coupable dans près de la moitié des cas (49,8 %; 2 476 dossiers), alors qu'elles ont plaidé non coupable dans 25,9 % des cas (1 290 dossiers). Les données ne sont cependant pas disponibles dans 24,3 % des cas (1 208 dossiers). En outre, pour huit infractions, le taux de données manquantes est plus

élevé que les taux de plaidoyers inscrits (agression sexuelle, agression sexuelle grave, agression sexuelle sur un enfant, voies de fait graves, autres voies de fait, fraude, importation ou production de drogue et évasion d’une garde légale).

En ce qui concerne les catégories d’infractions, les taux de plaidoyers de culpabilité sont les plus élevés pour les infractions alléguées en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* – LSJPA (75 %), suivies des infractions en matière de drogue (67,6 %) et des infractions contre l’administration de la justice (55,5 %). À l’opposé, les catégories d’infractions pour lesquelles nous trouvons les taux les plus élevés de plaidoyers de non-culpabilité sont les infractions contre la personne (32,9 %) et les autres infractions (29,1 %). Ceci étant dit, il est difficile de formuler une conclusion définitive, puisque le taux de données manquantes est significativement plus élevé (au moins 10 %) pour les infractions contre la personne, les infractions contre les biens et les autres infractions.

S’il est difficile d’en arriver à des conclusions sur la nature des infractions, notons l’importance des plaidoyers de culpabilité dans près de la moitié des dossiers. Si nous avons retiré de l’analyse les données manquantes, il s’agirait de près de 66 % des dossiers pour lesquels nous détenons de l’information et qui contiennent un plaidoyer de culpabilité.

Le tableau 23 présente la fréquence sous forme de pourcentage du type de plaidoyer inscrit au dossier de l’accusé (coupable, non coupable ou donnée non disponible) par nation dans l’ensemble des dossiers fermés en 2016.

**Tableau 23 : Fréquence des plaidoyers de culpabilité selon la nation dans les dossiers fermés**

| Nation         | Fréquence |      |              |      |       |      |
|----------------|-----------|------|--------------|------|-------|------|
|                | Coupable  |      | Non coupable |      | ND    |      |
|                | N         | %    | N            | %    | N     | %    |
| Abénakise      | 19        | 73,1 | 6            | 23,1 | 1     | 3,9  |
| Algonquine     | 734       | 63,1 | 202          | 17,4 | 227   | 19,5 |
| Atikamekw      | 433       | 56,0 | 248          | 32,1 | 92    | 11,9 |
| Huronne-wendat | 62        | 68,9 | 15           | 16,7 | 13    | 14,4 |
| Innue          | 778       | 50,7 | 390          | 25,4 | 367   | 23,9 |
| Mi'gmaq        | 183       | 53,0 | 122          | 35,4 | 40    | 11,6 |
| Mohawk         | 194       | 22,9 | 245          | 29,0 | 407   | 48,1 |
| Naskapie       | 73        | 37,2 | 62           | 31,6 | 61    | 31,1 |
| Total          | 2 476     | 49,8 | 1 290        | 25,9 | 1 208 | 24,3 |



Parmi les dossiers pour lesquels la personne avait une adresse civique dans une communauté des Premières Nations, les nations avec les plus hauts taux de plaidoyers de culpabilité sont les nations abénakise (73,1 %), huronne-wendat (68,9 %), algonquine (63,1 %) et atikamekw (56 %). Les taux les plus élevés de plaidoyers de non-culpabilité se trouvent chez les Mi'gmaq (35,4 %), les Atikamekw (32,1 %) et les Naskapis (31,6 %). Par contre, nous trouvons les plus hauts taux de données manquantes chez les Mohawks (48,1%), suivis des Naskapis (31,1 %) et des Innus (23,9 %). Les données les plus fiables concernent les Abénakis, les Mi'gmaq et les Atikamekw.

### Autres données sur les décisions judiciaires

Nous avons aussi analysé des données sur la distribution des décisions judiciaires (verdict de culpabilité, acquittement, arrêt des procédures, chef d'accusation rejeté, retiré ou rayé pour cause de transfert et autre). Or, la banque de données comporte de nombreuses données manquantes dans cette catégorie. À titre d'exemple, il manque 73,1 % des données pour les dossiers dont l'adresse civique est associée à une communauté abénakise, 63,3 % pour la nation huronne-wendat et 55 % pour la nation algonquine. Ainsi, étant donné l'importance des données manquantes et un doute réel sur la fiabilité des données inscrites, nous avons choisi de ne pas présenter d'analyse sur les différents types de décisions judiciaires. Par conséquent, l'analyse des peines qui suit s'appuie sur les condamnations trouvées dans les dossiers fermés sans égard à la manière dont a été établie la culpabilité de la personne, soit par plaidoyer de culpabilité, soit par déclaration de culpabilité.

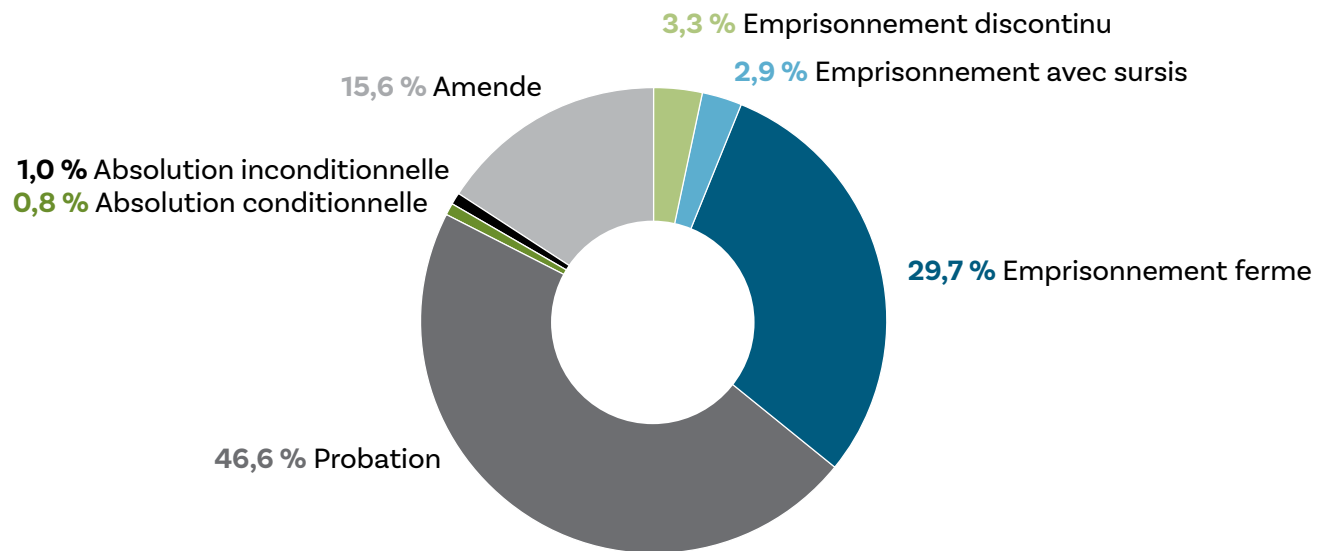
## 5.4 Les peines

Dans cette sous-section, nous nous penchons sur le type de peines imposées aux personnes judiciarisées dans les dossiers fermés étudiés. L'échantillon analysé est réduit. D'abord, comme à la section précédente, nous nous concentrons seulement sur les dossiers fermés en 2016. Ensuite, une peine n'est pas imposée pour toutes les infractions alléguées dans la banque, mais seulement lorsque la personne est déclarée coupable (à la suite d'un plaidoyer ou d'un verdict de culpabilité). Aucune peine n'est imposée lors d'un arrêt des procédures, lorsqu'un chef est rejeté ou retiré ou, encore, lors d'un acquittement.

Afin d'analyser les données liées aux peines d'emprisonnement, nous avons dû prendre certaines décisions. Ainsi, le nombre total de peines d'emprisonnement imposées a été obtenu en comptabilisant le nombre de cas où une durée d'emprisonnement était spécifiée dans la banque de données. Nous avons ensuite présumé que l'emprisonnement était « ferme » lorsque la banque de données contenait une durée d'emprisonnement, mais aucune mention quant au fait que l'emprisonnement était « discontinu » ou « avec sursis ». Ce faisant, il est possible que nous surestimions les cas d'emprisonnement ferme. En effet, il est possible que dans certains cas, la peine imposée soit un emprisonnement avec sursis ou discontinu, mais que celui-ci n'ait pas été indiqué dans la banque de données. Précisons aussi cependant que l'emprisonnement discontinu est une forme d'emprisonnement ferme, puisqu'il est purgé en établissement carcéral, mais de manière discontinue (typiquement, les fins de semaine).

La figure 7 montre que les peines les plus fréquemment imposées sont la probation (1 589), suivie des peines d’emprisonnement ferme (1 013) et des amendes (532).

**Figure 7 : Distribution des types de peine dans les dossiers fermés**



Dans l’ensemble, il existe 2 575 chefs d’accusation avec des condamnations dans les dossiers fermés pour lesquels 3 409 éléments de peines ont été prononcés, considérant l’existence de condamnations à des peines multiples. Ce faisant, nous avons suivi la méthodologie employée par Statistique Canada dans son Enquête intégrée sur les tribunaux de juridiction criminelle (Maxwell, 2017; tableau 5). Ainsi, il s’agit de bien comprendre l’ensemble des peines prononcées et le poids de chaque type de peine dans l’ensemble des peines.

À la lecture du tableau 24, on constate que la plupart des personnes judiciairisées ayant une adresse civique dans une communauté des Premières Nations se voient imposer une peine de probation, seule ou combinée (1 589, soit 46,6 % du total des peines imposées), suivie de près par l’emprisonnement (1 227, soit 36 %),



seul ou combiné, alors que l'amende n'est imposée que dans 532 cas d'infractions avec condamnation (soit 15,6 %). Finalement, l'absolution est une forme de peine rarement utilisée, soit au total dans 61 cas. Par contre, lorsqu'une absolution est accordée, elle sera dans la plupart des cas inconditionnelle (soit dans 35 cas ou 57,4 % des absolutions). Rappelons que l'absolution conditionnelle est une absolution combinée à une probation. Par ailleurs, une peine de probation suit une peine d'emprisonnement dans 717 cas, tandis que la combinaison probation et amende n'a été imposée que dans 6 cas.

**Tableau 24 : Nombre de condamnations avec au moins un élément de peine, par type, dans les dossiers fermés**

| Catégorie de peine          | Peine            | N            | %           |
|-----------------------------|------------------|--------------|-------------|
| Emprisonnement              | <b>Total</b>     | <b>1 227</b> | <b>36,0</b> |
|                             | Discontinu       | 114          | 3,3         |
|                             | Avec sursis      | 100          | 2,9         |
|                             | Ferme            | 1 013        | 29,7        |
| Probation                   | <b>Total</b>     | <b>1 589</b> | <b>46,6</b> |
| Absolution                  | <b>Total</b>     | <b>61</b>    | <b>1,8</b>  |
|                             | Conditionnelle   | 26           | 0,8         |
|                             | Inconditionnelle | 35           | 1,0         |
| Amende                      | <b>Total</b>     | <b>532</b>   | <b>15,6</b> |
| Emprisonnement et probation | <b>Total</b>     | <b>717</b>   |             |
| Emprisonnement et amende    | <b>Total</b>     | <b>6</b>     |             |
| <b>Total</b>                |                  | <b>3 409</b> | <b>100</b>  |

À titre de comparaison, en 2014-2015, la probation était la peine la plus fréquemment imposée dans 43 % des causes réglées par les tribunaux pour adultes au Canada, alors que l'emprisonnement et l'amende l'étaient dans 36,8 % et 31,3 % des causes (Maxwell, 2017). Les données suivent donc principalement les mêmes dynamiques que pour l'ensemble du Canada, sauf en ce qui concerne l'amende.

Le tableau 24 et la figure 7 permettent aussi de constater qu'on privilégie nettement l'emprisonnement ferme (1 013 cas; 82,6 %) à l'emprisonnement avec sursis (8,2 %) ou discontinu (9,3 %). Rappelons aussi que l'emprisonnement discontinu est une peine d'emprisonnement ferme et, à ce titre, l'emprisonnement ferme est privilégié dans 92 % des cas.

Selon une étude récente du ministère de la Sécurité publique du Québec, en 2012-2013, seul 1 % des personnes détenues condamnées à une peine d’emprisonnement discontinu se disaient d’origine inuite ou issues d’une Première Nation (2016). Nos résultats tendent donc aussi à démontrer la rareté du recours à la peine discontinuée.

Lorsqu’on analyse le type de peines imposées (simple ou multiple) par nation dans le tableau 25, on constate que la probation est la peine la plus fréquemment imposée aux personnes avec une adresse civique dans toutes les communautés des Premières Nations étudiées (il y a toujours plus de sentences contenant une peine de probation que de sentences contenant une peine d’emprisonnement). Pour autant, la peine d’emprisonnement est prononcée dans 41,8 % (425 cas) des dossiers avec condamnation concernant les Algonquins; 35 % (361 cas) chez les Innus; 33 % (119 cas) chez les Mohawks; et 29,2 % (168 cas) chez les Atikamekw.

**Tableau 25 : Type de peines imposées dans les dossiers fermés selon la nation**

| Nation     | Type d'emprisonnement | N            | %          |
|------------|-----------------------|--------------|------------|
| Abénakise  | Prison                | 6            | 25,0       |
|            | Probation             | 8            | 33,3       |
|            | Absolution            | 2            | 8,3        |
|            | Amende                | 8            | 33,3       |
|            | <b>Sous-total</b>     | <b>24</b>    | <b>100</b> |
| Algonquine | Prison                | 425          | 41,9       |
|            | Probation             | 439          | 43,3       |
|            | Absolution            | 19           | 1,9        |
|            | Amende                | 132          | 13,0       |
|            | <b>Sous-total</b>     | <b>1 015</b> | <b>100</b> |
| Atikamekw  | Prison                | 168          | 29,2       |
|            | Probation             | 304          | 52,9       |
|            | Absolution            | 3            | 0,5        |
|            | Amende                | 100          | 17,4       |
|            | <b>Sous-total</b>     | <b>575</b>   | <b>100</b> |





| Nation         | Type d'emprisonnement | N            | %          |
|----------------|-----------------------|--------------|------------|
| Huronne-wendat | Prison                | 36           | 37,9       |
|                | Probation             | 52           | 54,7       |
|                | Absolution            | 2            | 2,1        |
|                | Amende                | 5            | 5,3        |
|                | <b>Sous-total</b>     | <b>95</b>    | <b>100</b> |
| Innue          | Prison                | 361          | 35,2       |
|                | Probation             | 484          | 47,2       |
|                | Absolution            | 18           | 1,8        |
|                | Amende                | 163          | 15,9       |
|                | <b>Sous-total</b>     | <b>1 026</b> | <b>100</b> |
| Mi'gmaq        | Prison                | 90           | 38,5       |
|                | Probation             | 115          | 49,1       |
|                | Absolution            | 2            | 0,9        |
|                | Amende                | 27           | 11,5       |
|                | <b>Sous-total</b>     | <b>234</b>   | <b>100</b> |
| Mohawk         | Prison                | 119          | 33,4       |
|                | Probation             | 136          | 38,2       |
|                | Absolution            | 12           | 3,4        |
|                | Amende                | 89           | 25,0       |
|                | <b>Sous-total</b>     | <b>356</b>   | <b>100</b> |
| Naskapie       | Prison                | 22           | 26,2       |
|                | Probation             | 51           | 60,7       |
|                | Absolution            | 3            | 3,5        |
|                | Amende                | 8            | 9,5        |
|                | <b>Sous-total</b>     | <b>84</b>    | <b>100</b> |
| <b>Total</b>   |                       | <b>3 409</b> |            |

Dans le tableau 26, les résultats montrent le type précis de peine imposée par nation. En s'intéressant à l'emprisonnement, il est possible de constater que la plupart des peines d'emprisonnement sont fermes. On trouve le plus grand pourcentage de peines d'emprisonnement ferme dans les nations suivantes par ordre décroissant : la nation naskapie (100 %; 22 peines/22), la nation algonquaine (86,6 %; 368 peines/425), la nation innue (85 %; 307 peines/361) et la nation atikamekw (81,5 %; 137 peines/165).

**Tableau 26 : Type de peines imposées et nature des peines par nation dans les dossiers fermés**

| Nation         | Emprisonnement |            |            |              | Probation    | Absolution |           |           | Amende     | TOTAL        |
|----------------|----------------|------------|------------|--------------|--------------|------------|-----------|-----------|------------|--------------|
|                | Total          | Discon.    | Sursis     | Ferme        |              | Total      | Cond.     | Incond.   |            |              |
| Abénakise      | 6              | 0          | 4          | 2            | 8            | 2          | 0         | 2         | 8          | 24           |
| Algonquaine    | 425            | 16         | 41         | 368          | 439          | 19         | 7         | 12        | 132        | 1 015        |
| Atikamekw      | 168            | 16         | 15         | 137          | 304          | 3          | 2         | 1         | 100        | 575          |
| Huronne-wendat | 36             | 6          | 0          | 30           | 52           | 2          | 0         | 2         | 5          | 95           |
| Innue          | 361            | 34         | 20         | 307          | 484          | 18         | 7         | 11        | 163        | 1 026        |
| Mi'gmaq        | 90             | 1          | 19         | 70           | 115          | 2          | 2         | 0         | 27         | 234          |
| Mohawk         | 119            | 41         | 1          | 77           | 136          | 12         | 8         | 4         | 89         | 356          |
| Naskapie       | 22             | 0          | 0          | 22           | 51           | 3          | 0         | 3         | 8          | 84           |
| <b>Total</b>   | <b>1 227</b>   | <b>114</b> | <b>100</b> | <b>1 013</b> | <b>1 589</b> | <b>61</b>  | <b>26</b> | <b>35</b> | <b>532</b> | <b>3 409</b> |

Dans le tableau 27, il s'agit d'analyser quel type de peine (unique ou multiple) est prononcée à l'égard de quel type de catégorie d'infractions. Les IAJ font l'objet d'une peine d'emprisonnement dans 622 cas, soit dans 51,5 % des peines d'emprisonnement, et la probation dans 692 cas, soit 43,5 % des peines de probation. Quant aux infractions contre la personne, elles font l'objet d'une peine d'emprisonnement dans 262 cas, soit dans 21,3 % des peines d'emprisonnement, et la probation dans 465 cas, soit 29,2 % des peines de probation.

Par rapport au type de peine imposée, le recours à l'emprisonnement est moins important dans le cas des infractions contre la personne (33 %, soit 262/774 peines) que dans le cas des IAJ (42,5 %, soit 632/1 485 peines). Selon Burczycka et Munch (2015), le fait d'être accusé et éventuellement condamné à une IAJ augmente considérablement la probabilité qu'une personne se voie imposer une peine d'emprisonnement : en 2013-2014, le taux d'incarcération s'élevait à 53 % pour les causes contenant une IAJ comparativement à 22 % pour les causes ne contenant aucune IAJ.





**Tableau 27 : Types de peines imposées dans les dossiers fermés selon les catégories d'infractions**

| Catégorie d'infractions                           | Emprisonnement |            |            |              | Probation    | Absolution |           |           | Amende     | TOTAL        |
|---------------------------------------------------|----------------|------------|------------|--------------|--------------|------------|-----------|-----------|------------|--------------|
|                                                   | Total          | Discon.    | Sursis     | Ferme        |              | Total      | Cond.     | Incond.   |            |              |
| Infractions contre la personne                    | 262            | 19         | 30         | 213          | 465          | 22         | 16        | 6         | 25         | 774          |
| Infractions contre les biens                      | 104            | 11         | 18         | 75           | 164          | 9          | 4         | 5         | 26         | 303          |
| Infractions en matière de drogue                  | 83             | 16         | 10         | 57           | 122          | 16         | 2         | 14        | 88         | 309          |
| Infractions contre l'administration de la justice | 632            | 42         | 36         | 554          | 692          | 12         | 2         | 10        | 149        | 1 485        |
| Loi sur les adolescents – LSJPA                   | 6              | 0          | 0          | 6            | 5            | 0          | 0         | 0         | 0          | 11           |
| Autres infractions                                | 140            | 26         | 6          | 108          | 141          | 2          | 2         | 0         | 244        | 527          |
| <b>Total</b>                                      | <b>1 227</b>   | <b>114</b> | <b>100</b> | <b>1 013</b> | <b>1 589</b> | <b>61</b>  | <b>26</b> | <b>35</b> | <b>532</b> | <b>3 409</b> |

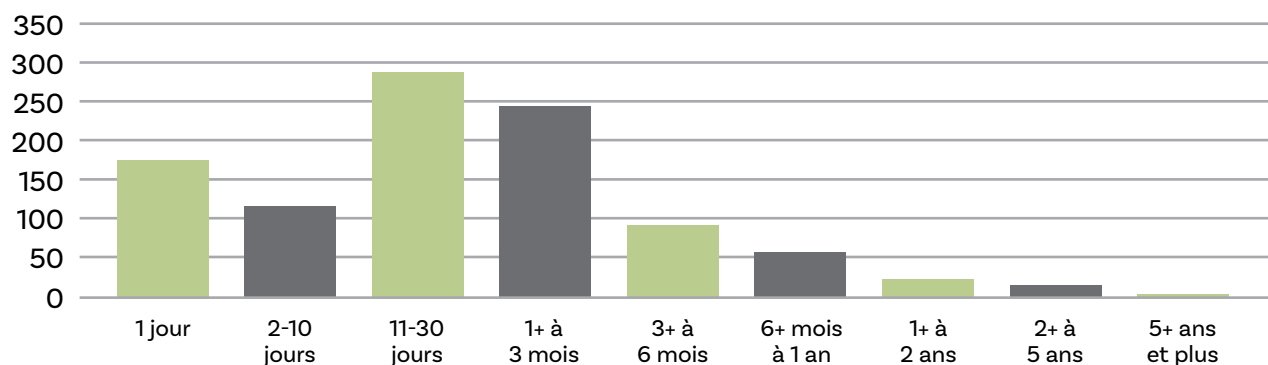
Dans les tableaux suivants, nous passons à l'analyse plus spécifique de certaines peines et de leurs caractéristiques (durée, montant, le cas échéant). Nous débutons par l'emprisonnement.

**Peines d'emprisonnement**

Dans les tableaux 28 à 30, nous analysons la durée d'emprisonnement selon le type d'emprisonnement dans les dossiers fermés, dans l'ensemble, par nation, puis par catégorie d'infractions.

La figure 8 montre que les personnes ayant une adresse civique dans une communauté des Premières Nations sont généralement incarcérées pour de courtes périodes.

**Figure 8 : Durée d'emprisonnement ferme dans les dossiers fermés**



On constate dans le tableau 28 que la majorité des peines d'emprisonnement (647 ou 52,7 % d'entre elles) ont une durée de 30 jours et moins et que près de 15 % d'entre elles ont une durée de 1 jour seulement. À titre de comparaison, en 2014-2015, 57,5 % des peines d'emprisonnement imposées au Canada étaient de 30 jours et moins, et 21,9 % étaient de plus de 1 mois et de moins de 3 mois (Maxwell, 2017; graphique 5). Si la durée des peines d'emprisonnement des Premières Nations judiciairisées semble suivre la tendance canadienne, les dernières statistiques disponibles au Québec tendraient à démontrer un écart entre les Premières Nations et l'ensemble de la population correctionnelle. Selon la Direction de la recherche des Services correctionnels du Québec, en 2007-2008, 35,6 % des personnes incarcérées au Québec purgeaient une peine de 30 jours, et 10,6 % purgeaient une peine de 1 seul jour (Giroux, 2011 : tableau 11).

En ce qui concerne les peines d'emprisonnement discontinu (total = 114, voir tableau 24), celles-ci ont toutes une durée inférieure à 3 mois. En effet, en vertu du Code criminel, un juge peut ordonner qu'une personne purge sa peine d'emprisonnement de façon discontinue lorsqu'il la condamne à un emprisonnement maximal de 90 jours (art. 732 du C. cr.). La majorité des peines d'emprisonnement discontinu ont par ailleurs une durée de 1 à 3 mois (65 peines; 57 %), alors que 28 % (32 peines) ont une durée de 11 à 30 jours et que 14,9 % (17 peines) ont une durée de 10 jours et moins.





L'emprisonnement avec sursis (total = 100, voir tableau 24), quant à lui, ne peut être d'une durée supérieure à 2 ans (art. 742.1 du C.cr.). Dans l'ensemble, 92 % des peines d'emprisonnement avec sursis ont une durée inférieure à 1 an, alors que 8 % seulement ont une durée de 1 an et plus. De plus, 48 % de ces peines ont une durée de 1 à 6 mois, tandis que 25 % ont une durée de 6 mois à 1 an.

Finalement, en ce qui concerne l'emprisonnement ferme, à l'exclusion de l'emprisonnement purgé de façon discontinue (total = 1 013, voir tableau 24), 57 % des peines imposées ont une durée de 30 jours et moins, dont 28,7 % ont une durée de 10 jours et moins. De plus, 17,3 % ont une durée de 1 jour seulement.

**Tableau 28 : Durée d'emprisonnement dans les dossiers fermés selon le type d'emprisonnement**

| Type d'emprisonnement | Durée d'emprisonnement |            |             |             |             |                |            |            |                |
|-----------------------|------------------------|------------|-------------|-------------|-------------|----------------|------------|------------|----------------|
|                       | 1 jour                 | 2-10 jours | 11-30 jours | 1+ à 3 mois | 3+ à 6 mois | 6+ mois à 1 an | 1+ à 2 ans | 2+ à 5 ans | 5+ ans et plus |
| Discontinu            | 5                      | 12         | 32          | 65          | 0           | 0              | 0          | 0          | 0              |
| Avec sursis           | 1                      | 5          | 13          | 21          | 27          | 25             | 8          | 0          | 0              |
| Ferme                 | 175                    | 116        | 288         | 244         | 92          | 57             | 23         | 15         | 3              |
| <b>Total = 1 227</b>  | <b>181</b>             | <b>133</b> | <b>333</b>  | <b>330</b>  | <b>119</b>  | <b>82</b>      | <b>31</b>  | <b>15</b>  | <b>3</b>       |

Dans le tableau 29, on constate que les peines d'emprisonnement ferme d'une durée de 1 jour seulement sont particulièrement fréquentes chez les personnes dont l'adresse civique est associée à une communauté naskapie (31,8 % des peines d'emprisonnement ferme imposées chez les Naskapis; 7 peines), innue (22,8 %; 70 peines), algonquine (20,4 %; 75 peines) et mi'gmaq (12,9 %; 9 peines), alors qu'elles sont relativement peu fréquentes chez les autres nations (taux allant de 0 % dans les dossiers associés aux communautés huronne-wendat et abénakises, à 6,5 % dans les dossiers associés aux Mohawks et à 6,6 % dans ceux associés aux Atikamekw). À elles seules, les personnes avec une adresse civique dans les communautés algonquines et innues se voient imposer 80,1 % de l'ensemble des peines d'emprisonnement ferme de 1 jour (alors que globalement, ces personnes se voient imposer 64 % des peines d'emprisonnement). De plus, lorsqu'on regarde le pourcentage de peines d'emprisonnement ferme de 30 jours et moins dans le tableau 30, on constate que celles-ci sont les plus fréquentes chez les personnes avec une adresse civique chez les Naskapis (77,3 %), les Algonquins (68,2 %), les Innus (56,4 %) et les Mohawks (50,6 %). Finalement, bien qu'elles soient peu nombreuses dans l'ensemble des nations, les peines d'emprisonnement fermes de plus de 2 ans sont les plus fréquentes chez les personnes ayant une adresse civique dans une communauté atikamekw (5,8 %; 8 peines).

**Tableau 29 : Durée d'emprisonnement selon le type d'emprisonnement par nation dans les dossiers fermés**

| Nation              | Type d'emprison. | Durée d'emprisonnement |            |             |             |             |                |            |            | 5+ ans et plus | Total |
|---------------------|------------------|------------------------|------------|-------------|-------------|-------------|----------------|------------|------------|----------------|-------|
|                     |                  | 1 jour                 | 2-10 jours | 11-30 jours | 1+ à 3 mois | 3+ à 6 mois | 6+ mois à 1 an | 1+ à 2 ans | 2+ à 5 ans |                |       |
| Abénakise (6)       | Discontinu       | 0                      | 0          | 0           | 0           | 0           | 0              | 0          | 0          | 0              | 0     |
|                     | Avec sursis      | 0                      | 0          | 0           | 1           | 2           | 1              | 0          | 0          | 0              | 4     |
|                     | Ferme            | 0                      | 0          | 1           | 0           | 0           | 1              | 0          | 0          | 0              | 2     |
| Algonquaine (425)   | Discontinu       | 0                      | 4          | 5           | 7           | 0           | 0              | 0          | 0          | 0              | 16    |
|                     | Avec sursis      | 1                      | 5          | 5           | 16          | 3           | 10             | 1          | 0          | 0              | 41    |
|                     | Ferme            | 75                     | 46         | 130         | 82          | 12          | 17             | 1          | 5          | 0              | 368   |
| Atikamekw (168)     | Discontinu       | 2                      | 2          | 7           | 5           | 0           | 0              | 0          | 0          | 0              | 16    |
|                     | Avec sursis      | 0                      | 0          | 0           | 0           | 11          | 3              | 1          | 0          | 0              | 15    |
|                     | Ferme            | 9                      | 19         | 35          | 37          | 17          | 7              | 5          | 5          | 3              | 137   |
| Huronne-wendat (36) | Discontinu       | 0                      | 0          | 1           | 5           | 0           | 0              | 0          | 0          | 0              | 6     |
|                     | Avec sursis      | 0                      | 0          | 0           | 0           | 0           | 0              | 0          | 0          | 0              | 0     |
|                     | Ferme            | 0                      | 7          | 3           | 9           | 3           | 5              | 3          | 0          | 0              | 30    |
| Innue (361)         | Discontinu       | 3                      | 0          | 11          | 20          | 0           | 0              | 0          | 0          | 0              | 34    |
|                     | Avec sursis      | 0                      | 0          | 0           | 1           | 4           | 9              | 6          | 0          | 0              | 20    |
|                     | Ferme            | 70                     | 31         | 72          | 80          | 40          | 10             | 3          | 1          | 0              | 307   |
| Mi'gmaq (90)        | Discontinu       | 0                      | 0          | 1           | 0           | 0           | 0              | 0          | 0          | 0              | 1     |
|                     | Avec sursis      | 0                      | 0          | 8           | 3           | 7           | 1              | 0          | 0          | 0              | 19    |
|                     | Ferme            | 9                      | 0          | 16          | 21          | 8           | 7              | 8          | 1          | 0              | 70    |
| Mohawk (119)        | Discontinu       | 0                      | 6          | 7           | 28          | 0           | 0              | 0          | 0          | 0              | 41    |
|                     | Avec sursis      | 0                      | 0          | 0           | 0           | 0           | 1              | 0          | 0          | 0              | 1     |
|                     | Ferme            | 5                      | 9          | 25          | 11          | 12          | 9              | 3          | 3          | 0              | 77    |
| Naskapie (22)       | Discontinu       | 0                      | 0          | 0           | 0           | 0           | 0              | 0          | 0          | 0              | 0     |
|                     | Avec sursis      | 0                      | 0          | 0           | 0           | 0           | 0              | 0          | 0          | 0              | 0     |
|                     | Ferme            | 7                      | 4          | 6           | 4           | 0           | 1              | 0          | 0          | 0              | 22    |
| Total               |                  | 181                    | 133        | 333         | 330         | 119         | 82             | 31         | 15         | 3              | 1227  |



Le tableau 30 présente la durée des peines d'emprisonnement en fonction de la catégorie d'infractions. On constate que les peines d'emprisonnement ferme sont davantage imposées dans le cas des IAJ que dans tous les autres types d'infractions. Ainsi, 54,7 % des peines d'emprisonnement ferme sont liées aux IAJ, alors que 21% sont liées aux crimes contre la personne, 10,7 % aux autres infractions, 7,5 % aux infractions contre les biens et 5,6 % aux infractions en matière de drogue. Ceci pourrait en partie être expliqué par le fait que le Code criminel crée une présomption de détention lorsqu'une personne comparaît alors qu'elle est présumée avoir commis une infraction de défaut de se conformer à une ordonnance (alinéa 515(6)c) du C. cr.) et qu'un grand nombre de personnes se voient ainsi imposer une peine de « temps fait » (c'est-à-dire une peine d'emprisonnement correspondant au nombre de jours déjà purgés en détention à la suite de l'arrestation).

L'analyse de la durée des peines par catégorie d'infractions permet de confirmer l'hypothèse selon laquelle les courtes peines sont davantage associées aux IAJ (ministère de la Sécurité publique, 2013). Ainsi, ce sont 63 % des peines d'emprisonnement ferme de 1 jour qui ont été imposées lorsque

le chef d'accusation visait une IAJ (alors que les IAJ sont globalement responsables de 51,5 % des peines d'emprisonnement imposées). En outre, 68,1 % des peines d'emprisonnement ferme imposées dans le cas des IAJ sont d'une durée de 30 jours et moins, et, finalement, 58,3 % de toutes les peines d'emprisonnement ferme de 30 jours et moins sont liées aux IAJ (377 sur 647 peines). Ceci est sans compter les peines d'emprisonnement purgées de façon discontinue qui sont aussi des peines d'emprisonnement ferme.

Nous trouvons la tendance inverse dans le cas des infractions contre la personne : en effet, 62 % des peines d'emprisonnement ferme imposées dans le cas d'infractions contre la personne ont une durée de plus de 1 mois. De plus, 55,6 % des peines d'emprisonnement ferme de plus de 2 ans sont imposées dans le cas des infractions contre la personne (10 peines sur un total de 18).

**Tableau 30 : Durée d'emprisonnement dans les dossiers fermés selon le type d'emprisonnement et la catégorie d'infractions**

| Catégorie d'infractions                           | Type d'emprisonnement | Durée d'emprisonnement |            |             |             |             |                |            |            |                |
|---------------------------------------------------|-----------------------|------------------------|------------|-------------|-------------|-------------|----------------|------------|------------|----------------|
|                                                   |                       | 1 jour                 | 2-10 jours | 11-30 jours | 1+ à 3 mois | 3+ à 6 mois | 6+ mois à 1 an | 1+ à 2 ans | 2+ à 5 ans | 5+ ans et plus |
| Infractions contre la personne                    | Discontinu            | 0                      | 0          | 3           | 16          | 0           | 0              | 0          | 0          | 0              |
|                                                   | Avec sursis           | 0                      | 0          | 2           | 9           | 11          | 6              | 2          | 0          | 0              |
|                                                   | Ferme                 | 27                     | 9          | 45          | 67          | 25          | 24             | 6          | 8          | 2              |
| Infractions contre les biens                      | Discontinu            | 0                      | 1          | 0           | 10          | 0           | 0              | 0          | 0          | 0              |
|                                                   | Avec sursis           | 0                      | 1          | 2           | 3           | 1           | 5              | 6          | 0          | 0              |
|                                                   | Ferme                 | 8                      | 5          | 19          | 23          | 11          | 4              | 4          | 1          | 0              |
| Infractions en matière de drogue                  | Discontinu            | 2                      | 0          | 3           | 11          | 0           | 0              | 0          | 0          | 0              |
|                                                   | Avec sursis           | 1                      | 1          | 0           | 0           | 1           | 7              | 0          | 0          | 0              |
|                                                   | Ferme                 | 9                      | 11         | 9           | 7           | 7           | 8              | 5          | 1          | 0              |
| Infractions contre l'administration de la justice | Discontinu            | 3                      | 10         | 12          | 17          | 0           | 0              | 0          | 0          | 0              |
|                                                   | Avec sursis           | 0                      | 3          | 7           | 8           | 13          | 5              | 0          | 0          | 0              |
|                                                   | Ferme                 | 114                    | 85         | 178         | 125         | 36          | 7              | 5          | 3          | 1              |
| Loi sur les adolescents – LSJPA                   | Discontinu            | 0                      | 0          | 0           | 0           | 0           | 0              | 0          | 0          | 0              |
|                                                   | Avec sursis           | 0                      | 0          | 0           | 0           | 0           | 0              | 0          | 0          | 0              |
|                                                   | Ferme                 | 3                      | 1          | 2           | 0           | 0           | 0              | 0          | 0          | 0              |
| Autres infractions                                | Discontinu            | 0                      | 1          | 14          | 11          | 0           | 0              | 0          | 0          | 0              |
|                                                   | Avec sursis           | 0                      | 0          | 2           | 1           | 1           | 2              | 0          | 0          | 0              |
|                                                   | Ferme                 | 14                     | 5          | 35          | 22          | 13          | 14             | 3          | 2          | 0              |
| <b>Total</b>                                      |                       | <b>181</b>             | <b>133</b> | <b>333</b>  | <b>330</b>  | <b>119</b>  | <b>82</b>      | <b>31</b>  | <b>15</b>  | <b>3</b>       |

Les peines d'emprisonnement d'un jour et les autres courtes peines d'emprisonnement sont des peines particulières. En outre, les personnes qui purgent de courtes peines seraient aussi différentes des autres détenus. En effet, selon une étude du ministère de la Sécurité publique du Québec (2013), ces peines semblent être particulièrement utilisées dans le cas de personnes marginalisées, ayant des problèmes de consommation d'alcool et de drogues, condamnées à des infractions de non-respect des conditions et prises dans le cycle des portes tournantes de la judiciarisation.



Nos travaux les plus récents sur la judiciarisation des personnes marginalisées à Montréal et à Vancouver ont aussi démontré que ces courtes peines (d'un jour ou de quelques jours seulement) sont souvent imposées aux personnes qui comparaissent détenues, plaident coupable à la première occasion et se voient imposer une peine d'emprisonnement de « temps fait », qu'elles ont déjà purgé à la suite de leur arrestation (Sylvestre, et coll., 2017b). Ainsi, ces peines sont directement liées à la décision prise par un policier de détenir une personne à la suite d'une arrestation et à l'application de la présomption de détention prévue à l'alinéa 515(6)c) du C. cr. Notons également que selon une étude du ministère de la Justice du Canada (Beattie, et coll., 2013), le fait d'être accusé d'une infraction contre l'administration de la justice augmente considérablement la possibilité d'être détenu à la suite d'une arrestation : les prévenus ayant commis une infraction de défaut de se conformer à une ordonnance de mise en liberté étaient détenus dans 56,7 % des cas, et ceux ayant commis une infraction de non-respect des conditions de probation l'étaient dans 55,4 % des cas. Ces taux sont pratiquement aussi élevés que le risque encouru par un prévenu accusé d'une infraction sexuelle dont le taux de détention est de 57,4 %.

### La probation

Dans les tableaux 31 à 33, nous passons à l'analyse des peines de probation imposées dans les dossiers fermés. Rappelons qu'en vertu du Code criminel, les peines de probation sont d'une durée maximale de 3 ans (alinéa 732.2(2)b) du C. cr.). Dans la banque

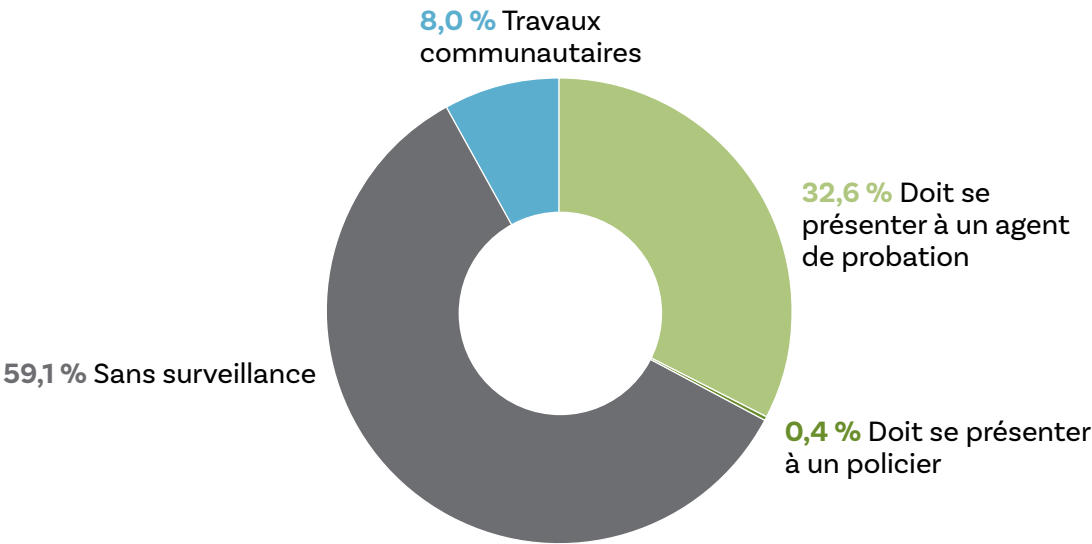
de données, nous n'avons relevé qu'une seule peine de probation d'une durée supérieure à 3 ans sur les 1 584 peines de probation. Nous l'avons ramenée à 3 ans pour procéder aux analyses sur la durée en présumant qu'il s'agissait d'une erreur.

Près de la moitié des peines de probation dans la banque de dossiers fermés ont une durée de 12 mois et moins (48,2 %, 763 peines), tandis que 42,9 % des peines de probation ont une durée de 13 à 24 mois (680 peines) et 8,9 % ont une durée de 25 à 36 mois (141 peines).

En vertu du Code criminel, les ordonnances de probation sont assorties de quatre conditions obligatoires et peuvent aussi être assorties d'une série de conditions facultatives. La banque de données ne nous permet pas de faire une analyse complète des conditions imposées. La banque fait toutefois la distinction entre les peines de probation ayant les particularités suivantes : 1) se présenter à un agent de probation; 2) se présenter à un policier; 3) sans surveillance; ou 4) travaux communautaires.

Ainsi, 59,1 % ou 936 peines de probation sont dites « sans surveillance », alors que 32,6 % ou 516 peines de probation exigent que la personne se rapporte à un agent de probation. En outre, 8,0 % ou 126 peines de probation contiennent une condition d'effectuer des travaux communautaires, et 0,4 % ou 6 peines de probation exigent que la personne se rapporte à un policier.

Figure 9 : Type de probation



Le tableau 31 nous permet en outre d’analyser le type de probation selon la durée. Plus de la moitié des peines de probation exigeant que la personne se rapporte à un agent de probation ont une durée supérieure à 18 mois (56,6 %). Toutes les peines de probation qui contiennent une condition d’effectuer des travaux communautaires ont une durée de 2 ans et moins. De plus, 60,8 % des peines de probation sans surveillance ont une durée de 1 an et moins, et 95 % de ces mêmes peines ont une durée de 2 ans et moins. On constate que la majorité des peines de probation sans surveillance sont d’une durée de 1 an et moins (60,8 %, soit 569/936), alors que près des trois quarts des peines de probation exigeant que la personne se présente à un agent de probation sont d’une durée de 13 mois et plus (73 %, soit 376/516), et près de 20 % (soit 94/516) d’entre elles sont de plus de 2 ans.



**Tableau 31 : Durée de probation dans les dossiers fermés selon le type de probation**

| Type de probation (N/%)                         |   | Total | 1 à 30 jours | 1+ à 3 mois | 4 à 6 mois | 7 à 12 mois | 13 à 18 mois | 19 à 24 mois | 25 à 30 mois | 31 à 36 mois | + 3 ans |
|-------------------------------------------------|---|-------|--------------|-------------|------------|-------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------|
| Doit se présenter à un agent de probation (N/%) | N | 516   | 0            | 0           | 6          | 134         | 83           | 199          | 1            | 92           | 1       |
|                                                 | % | 100   | 0            | 0           | 1,2        | 26          | 16,1         | 38,6         | 0,2          | 17,8         | 0,2     |
| Doit se présenter à un policier (N/%)           | N | 6     | 0            | 0           | 0          | 1           | 0            | 5            | 0            | 0            | 0       |
|                                                 | % | 100   | 0            | 0           | 0          | 16,7        | 0            | 83,3         | 0            | 0            | 0       |
| Sans surveillance (N/%)                         | N | 936   | 4            | 9           | 72         | 484         | 86           | 234          | 0            | 47           | 0       |
|                                                 | % | 100   | 0,4          | 1           | 7,7        | 51,7        | 9,2          | 25           | 0            | 5,0          | 0       |
| Travaux communautaires (N/%)                    | N | 126   | 0            | 0           | 1          | 52          | 21           | 52           | 0            | 0            | 0       |
|                                                 | % | 100   | 0            | 0           | 0,8        | 41,3        | 16,7         | 41,3         | 0            | 0            | 0       |
| Total                                           | N | 1 584 | 4            | 9           | 79         | 671         | 190          | 490          | 1            | 139          | 1       |
|                                                 | % | 100   | 0,3          | 0,6         | 5          | 42,4        | 12           | 30,9         | 0,1          | 8,8          | 0,1     |

En poursuivant l'analyse précédente par nation, on constate des tendances semblables.



**Tableau 32 : Durée de probation dans les dossiers fermés selon le type par nation**

| Nation         | Type de probation                         | 1 à 30 jours | 1+ à 3 mois | 4 à 6 mois | 7 à 12 mois | 13 à 18 mois | 19 à 24 mois | 25 à 30 mois | 31 à 36 mois |
|----------------|-------------------------------------------|--------------|-------------|------------|-------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Abénakise      | Doit se présenter à un agent de probation | 0            | 0           | 0          | 0           | 0            | 2            | 0            | 0            |
|                | Doit se présenter à un policier           | 0            | 0           | 0          | 0           | 0            | 0            | 0            | 0            |
|                | Sans surveillance                         | 0            | 1           | 0          | 0           | 2            | 0            | 0            | 1            |
|                | Travaux communautaires                    | 0            | 0           | 0          | 0           | 0            | 2            | 0            | 0            |
| Algonquaine    | Doit se présenter à un agent de probation | 0            | 0           | 5          | 83          | 33           | 36           | 0            | 0            |
|                | Doit se présenter à un policier           | 0            | 0           | 0          | 0           | 0            | 0            | 0            | 0            |
|                | Sans surveillance                         | 3            | 3           | 43         | 154         | 35           | 23           | 0            | 11           |
|                | Travaux communautaires                    | 0            | 0           | 0          | 3           | 1            | 3            | 0            | 0            |
| Atikamekw      | Doit se présenter à un agent de probation | 0            | 0           | 0          | 22          | 18           | 59           | 0            | 10           |
|                | Doit se présenter à un policier           | 0            | 0           | 0          | 0           | 0            | 0            | 0            | 0            |
|                | Sans surveillance                         | 1            | 1           | 9          | 137         | 8            | 12           | 0            | 5            |
|                | Travaux communautaires                    | 0            | 0           | 0          | 12          | 2            | 6            | 0            | 0            |
| Huronne-wendat | Doit se présenter à un agent de probation | 0            | 0           | 0          | 1           | 0            | 16           | 0            | 15           |
|                | Doit se présenter à un policier           | 0            | 0           | 0          | 0           | 0            | 0            | 0            | 0            |
|                | Sans surveillance                         | 0            | 0           | 1          | 6           | 0            | 11           | 0            | 1            |
|                | Travaux communautaires                    | 0            | 0           | 0          | 1           | 0            | 0            | 0            | 0            |





| Nation   | Type de probation                         | 1 à 30 jours | 1+ à 3 mois | 4 à 6 mois | 7 à 12 mois | 13 à 18 mois | 19 à 24 mois | 25 à 30 mois | 31 à 36 mois |
|----------|-------------------------------------------|--------------|-------------|------------|-------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Innué    | Doit se présenter à un agent de probation | 0            | 0           | 0          | 15          | 23           | 36           | 1            | 55           |
|          | Doit se présenter à un policier           | 0            | 0           | 0          | 1           | 0            | 5            | 0            | 0            |
|          | Sans surveillance                         | 0            | 2           | 12         | 125         | 26           | 123          | 0            | 21           |
|          | Travaux communautaires                    | 0            | 0           | 1          | 21          | 8            | 8            | 0            | 0            |
| Mi'gmaq  | Doit se présenter à un agent de probation | 0            | 0           | 1          | 13          | 5            | 30           | 0            | 12           |
|          | Doit se présenter à un policier           | 0            | 0           | 0          | 0           | 0            | 0            | 0            | 0            |
|          | Sans surveillance                         | 0            | 1           | 4          | 16          | 13           | 20           | 0            | 0            |
|          | Travaux communautaires                    | 0            | 0           | 0          | 0           | 0            | 0            | 0            | 0            |
| Mohawk   | Doit se présenter à un agent de probation | 0            | 0           | 0          | 0           | 2            | 18           | 0            | 0            |
|          | Doit se présenter à un policier           | 0            | 0           | 0          | 0           | 0            | 0            | 0            | 0            |
|          | Sans surveillance                         | 0            | 1           | 2          | 36          | 2            | 38           | 0            | 8            |
|          | Travaux communautaires                    | 0            | 0           | 0          | 9           | 4            | 16           | 0            | 0            |
| Naskapie | Doit se présenter à un agent de probation | 0            | 0           | 0          | 0           | 2            | 2            | 0            | 0            |
|          | Doit se présenter à un policier           | 0            | 0           | 0          | 0           | 0            | 0            | 0            | 0            |
|          | Sans surveillance                         | 0            | 0           | 1          | 10          | 0            | 7            | 0            | 0            |
|          | Travaux communautaires                    | 0            | 0           | 0          | 6           | 6            | 17           | 0            | 0            |
| Total    |                                           | 4            | 9           | 79         | 671         | 190          | 490          | 1            | 139          |

Lorsqu'on analyse les catégories d'infractions (tableau 33), on constate que les peines de probation sans surveillance sont les plus fréquentes dans le cas des IAJ (43,5 % des peines de probation sans surveillance sont liées aux IAJ, alors que 29 % sont liées aux infractions contre la personne, suivies des infractions contre les biens [11,4 %] et les autres infractions [9,5 %]). D'ailleurs, les peines de probation sans surveillance constituent 82,4 % de toutes les peines de probation imposées dans le cas des « autres infractions ». Dans le cas des IAJ et des infractions contre la personne, 58,8 % et 58,3 % des peines de probation imposées le sont sans surveillance.

**Tableau 33 : Durée de probation dans les dossiers fermés selon le type de probation et la catégorie d'infractions**

| Catégorie d'infractions        | Type de probation                         | Durée de probation |             |            |             |              |              |              |              |               |
|--------------------------------|-------------------------------------------|--------------------|-------------|------------|-------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
|                                |                                           | 1 à 30 jours       | 1+ à 3 mois | 4 à 6 mois | 7 à 12 mois | 13 à 18 mois | 19 à 24 mois | 25 à 30 mois | 31 à 36 mois | Plus de 3 ans |
| Infractions contre la personne | Doit se présenter à un agent de probation | 0                  | 0           | 1          | 34          | 25           | 50           | 1            | 27           | 1             |
|                                | Doit se présenter à un policier           | 0                  | 0           | 0          | 0           | 0            | 0            | 0            | 0            | 0             |
|                                | Sans surveillance                         | 0                  | 0           | 8          | 150         | 25           | 65           | 0            | 23           | 0             |
|                                | Travaux communautaires                    | 0                  | 0           | 0          | 23          | 7            | 23           | 0            | 0            | 0             |
| Infractions contre les biens   | Doit se présenter à un agent de probation | 0                  | 0           | 2          | 18          | 3            | 27           | 0            | 2            | 0             |
|                                | Doit se présenter à un policier           | 0                  | 0           | 0          | 0           | 0            | 0            | 0            | 0            | 0             |
|                                | Sans surveillance                         | 0                  | 0           | 12         | 52          | 8            | 29           | 0            | 6            | 0             |
|                                | Travaux communautaires                    | 0                  | 0           | 0          | 1           | 1            | 3            | 0            | 0            | 0             |



| Catégorie d'infractions                           | Type de probation                         | Durée de probation |             |            |             |              |              |              |              |               |
|---------------------------------------------------|-------------------------------------------|--------------------|-------------|------------|-------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
|                                                   |                                           | 1 à 30 jours       | 1+ à 3 mois | 4 à 6 mois | 7 à 12 mois | 13 à 18 mois | 19 à 24 mois | 25 à 30 mois | 31 à 36 mois | Plus de 3 ans |
| Infractions en matière de drogue                  | Doit se présenter à un agent de probation | 0                  | 0           | 1          | 12          | 10           | 18           | 0            | 9            | 0             |
|                                                   | Doit se présenter à un policier           | 0                  | 0           | 0          | 1           | 0            | 0            | 0            | 0            | 0             |
|                                                   | Sans surveillance                         | 0                  | 1           | 1          | 34          | 0            | 21           | 0            | 3            | 0             |
|                                                   | Travaux communautaires                    | 0                  | 0           | 1          | 3           | 1            | 6            | 0            | 0            | 0             |
| Infractions contre l'administration de la justice | Doit se présenter à un agent de probation | 0                  | 0           | 1          | 55          | 39           | 82           | 0            | 49           | 0             |
|                                                   | Doit se présenter à un policier           | 0                  | 0           | 0          | 0           | 0            | 5            | 0            | 0            | 0             |
|                                                   | Sans surveillance                         | 3                  | 4           | 43         | 203         | 48           | 98           | 0            | 8            | 0             |
|                                                   | Travaux communautaires                    | 0                  | 0           | 0          | 23          | 11           | 18           | 0            | 0            | 0             |
| Loi sur les adolescents – LSJPA                   | Doit se présenter à un agent de probation | 0                  | 0           | 1          | 0           | 2            | 0            | 0            | 0            | 0             |
|                                                   | Doit se présenter à un policier           | 0                  | 0           | 0          | 0           | 0            | 0            | 0            | 0            | 0             |
|                                                   | Sans surveillance                         | 0                  | 0           | 1          | 1           | 0            | 0            | 0            | 0            | 0             |
|                                                   | Travaux communautaires                    | 0                  | 0           | 0          | 0           | 0            | 0            | 0            | 0            | 0             |

| Catégorie d'infractions | Type de probation                         | Durée de probation |             |            |             |              |              |              |              |               |
|-------------------------|-------------------------------------------|--------------------|-------------|------------|-------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
|                         |                                           | 1 à 30 jours       | 1+ à 3 mois | 4 à 6 mois | 7 à 12 mois | 13 à 18 mois | 19 à 24 mois | 25 à 30 mois | 31 à 36 mois | Plus de 3 ans |
| Autres infractions      | Doit se présenter à un agent de probation | 0                  | 0           | 0          | 15          | 4            | 22           | 0            | 5            | 0             |
|                         | Doit se présenter à un policier           | 0                  | 0           | 0          | 0           | 0            | 0            | 0            | 0            | 0             |
|                         | Sans surveillance                         | 1                  | 4           | 7          | 44          | 5            | 21           | 0            | 7            | 0             |
|                         | Travaux communautaires                    | 0                  | 0           | 0          | 2           | 1            | 2            | 0            | 0            | 0             |
| Total                   |                                           | 4                  | 9           | 79         | 671         | 190          | 490          | 1            | 139          | 1             |

## L'amende

Le montant des amendes est d'abord prévu dans le texte de l'infraction. Ainsi, certaines infractions prévoient des amendes minimales. C'est par exemple le cas de l'infraction de conduite avec facultés affaiblies. La loi prévoit aussi généralement une amende maximale. Finalement, lorsque le texte constitutif de l'infraction ne prévoit pas de montant minimal ou maximal d'amende, les dispositions générales du Code criminel sont applicables. Dans le cas des infractions poursuivies par voie sommaire, l'amende maximale est de 5 000 \$ (paragr. 787(1) du C. cr.). Il n'y a pas de maximum pour les infractions poursuivies par acte criminel. De plus, sauf dans le cas d'une amende minimale, le juge ne peut imposer une amende que s'il est convaincu que la personne a la capacité de payer (paragr. 734(2) du C. cr.).

Dans le tableau 34, on constate que près du tiers des amendes imposées est de 100 \$ et moins (31,4 %; 167 amendes). De plus, 47 % des amendes (251) sont d'un montant entre 100 \$ et 1 000 \$. Finalement, 21,4 % des amendes imposées sont de 1 001 \$ et plus (114 amendes). Notons par ailleurs que 17 amendes avaient un montant de 25 \$ et moins et que 5 d'entre elles étaient entre 0 \$ et 5 \$. L'amende moyenne est de 681,99 \$.

La peine minimale pour une première infraction de conduite avec facultés affaiblies est de 1 000 \$ (sous-alinéa 255(1)a)(i) du C. cr.).



**Tableau 34 : Amendes imposées dans les dossiers fermés**

| Amende (\$)      | N          | %          |
|------------------|------------|------------|
| De 0 à 5         | 5          | 0,9        |
| De 6 à 25        | 12         | 2,3        |
| De 26 à 50       | 33         | 6,2        |
| De 51 à 100      | 117        | 22,0       |
| De 101 à 500     | 135        | 25,4       |
| De 501 à 1 000   | 116        | 21,8       |
| De 1 001 à 2 000 | 106        | 19,9       |
| De 2 001 à 3 000 | 8          | 1,5        |
| <b>Total</b>     | <b>532</b> | <b>100</b> |

L'analyse par nation (tableau 35) suit les mêmes tendances.

**Tableau 35 : Amendes imposées par nation dans les dossiers fermés**

| Nation         | Montant des amendes (\$) |           |           |            |            |            |             |             |
|----------------|--------------------------|-----------|-----------|------------|------------|------------|-------------|-------------|
|                | 0-5                      | 6-25      | 26-50     | 51-100     | 101-500    | 501-1 000  | 1 001-2 000 | 2 001-3 000 |
| Abénakise      | 0                        | 0         | 0         | 0          | 5          | 1          | 2           | 0           |
| Algonquaine    | 5                        | 0         | 12        | 31         | 40         | 26         | 18          | 0           |
| Atikamekw      | 0                        | 5         | 11        | 9          | 12         | 39         | 24          | 0           |
| Huronne-wendat | 0                        | 0         | 1         | 0          | 0          | 2          | 2           | 0           |
| Innue          | 0                        | 1         | 5         | 56         | 53         | 31         | 15          | 2           |
| Mi'gmaq        | 0                        | 6         | 4         | 3          | 3          | 4          | 7           | 0           |
| Mohawk         | 0                        | 0         | 0         | 14         | 20         | 13         | 36          | 6           |
| Naskapie       | 0                        | 0         | 0         | 4          | 2          | 0          | 2           | 0           |
| <b>Total</b>   | <b>5</b>                 | <b>12</b> | <b>33</b> | <b>117</b> | <b>135</b> | <b>116</b> | <b>106</b>  | <b>8</b>    |

L'analyse des montants des amendes par infraction dans le tableau 36 permet de constater l'impact de l'infraction de conduite avec facultés affaiblies. En effet, 45,9 % des amendes ont été imposées dans le cas des « autres infractions », qui contiennent les infractions liées à la conduite automobile, dont l'infraction de conduite avec facultés affaiblies, suivies de 28 % dans le cas des IAJ. De plus, 99,1 % des amendes de 1 001 \$ et plus sont liées aux « autres infractions » (113 amendes sur 114) (et l'une d'entre elles est cependant liée aux infractions contre l'administration de la justice). Autres faits intéressants : l'ensemble des amendes



imposées dans le cas des infractions contre les biens sont d’une valeur de 500 \$ et moins, et la presque totalité des amendes imposées dans le cas des infractions en matière de drogue sont aussi de 500 \$ et moins (94,3 %). Finalement, aucune amende n’a été imposée pour une infraction en vertu de la LSJPA.

**Tableau 36 : Amendes imposées par catégorie d’infractions dans les dossiers fermés**

| Catégorie d’infractions                           | Montant des amendes (\$) |           |           |            |            |            |             |             |
|---------------------------------------------------|--------------------------|-----------|-----------|------------|------------|------------|-------------|-------------|
|                                                   | 0-5                      | 6-25      | 26-50     | 51-100     | 101-500    | 501-1 000  | 1 001-2 000 | 2 001-3 000 |
| Infractions contre la personne                    | 1                        | 1         | 0         | 6          | 16         | 1          | 0           | 0           |
| Infractions contre les biens                      | 1                        | 0         | 3         | 8          | 14         | 0          | 0           | 0           |
| Infractions en matière de drogue                  | 0                        | 1         | 10        | 32         | 40         | 5          | 0           | 0           |
| Infractions contre l’administration de la justice | 3                        | 10        | 13        | 64         | 53         | 5          | 1           | 0           |
| Loi sur les adolescents – LSJPA                   | 0                        | 0         | 0         | 0          | 0          | 0          | 0           | 0           |
| Autres infractions                                | 0                        | 0         | 7         | 7          | 12         | 105        | 105         | 8           |
| <b>Total</b>                                      | <b>5</b>                 | <b>12</b> | <b>33</b> | <b>117</b> | <b>135</b> | <b>116</b> | <b>106</b>  | <b>8</b>    |

### La suramende compensatoire

Finalement, la suramende compensatoire est obligatoire et est imposée en sus des autres peines conformément aux dispositions du Code criminel. Le montant de la suramende est fixé par la loi et correspond à 30 % de l’amende lorsqu’une amende est infligée, ou 100 \$ par infraction poursuivie par voie sommaire et 200 \$ par infraction poursuivie par acte criminel (paragr. 737(2) du C. cr.). Le tableau 37 montre que la suramende a été imposée dans 97,1 % des accusations dans la banque de données.

**Tableau 37 : Suramende compensatoire dans les dossiers fermés**

| Suramende    | N            | %          |
|--------------|--------------|------------|
| Oui          | 2 432        | 97,1       |
| Non          | 72           | 2,9        |
| <b>Total</b> | <b>2 504</b> | <b>100</b> |







## 6. CONCLUSION

*Ce rapport présente le premier portrait de la judiciarisation des Premières Nations au Québec. Or, en raison des limites méthodologiques de la banque de données (p. ex., l'assignation par code postal et non par auto-identification ethnoculturelle), ce portrait ne représente que la pointe de l'iceberg de cette judiciarisation. En outre, en partant des dossiers comme unité d'analyse, il importe de bien rappeler que les données concernent des dossiers pour lesquels une personne accusée a donné une adresse civique dans une communauté des Premières Nations seulement, ce qui exclut donc les Premières Nations en milieu urbain. À cet égard, nous ne pouvons que déplorer l'absence de données ethnoculturelles dans les banques de données du MJQ fournies. En effet, ces banques ne permettent pas d'associer directement une personne accusée à une origine ethnoculturelle quelle qu'elle soit et oblige par conséquent à procéder indirectement avec des logiques d'assignation de l'origine ethnoculturelle.*

Pourtant, les données montrent qu'en 2016, 9 809 chefs d'accusation dans les dossiers ouverts et fermés concernent des personnes domiciliées dans une communauté des Premières Nations. Le taux de judiciarisation par personne des Premières Nations est de 15,0 % pour les dossiers ouverts et de 17,6 % pour les dossiers fermés. Les jeunes de moins de 35 ans des Premières Nations apparaissent proportionnellement plus touchés par la judiciarisation que les autres jeunes Québécois, et ce phénomène apparaît encore plus prégnant dans les communautés des nations innues et algonquines.

Les personnes judiciarisées le sont d'abord et avant tout pour des IAJ, avec près de 45 % de toutes les infractions déposées dans les dossiers ouverts, devançant de loin les infractions contre la personne (26,5 %). Ces infractions concernent principalement le non-respect des conditions imposées dans des ordonnances judiciaires de mise en liberté et de probation (plus de 1 500 infractions). Ainsi, le seul fait d'être pris en charge par le système de justice criminelle est à l'origine de près de la moitié des infractions. En outre, les IAJ génèrent un taux élevé de plaidoyers de culpabilité (autour de 60 %) et mènent davantage à l'emprisonnement que toute autre catégorie d'infractions. Ainsi, 54,7 % de toutes les peines d'emprisonnement ferme sont imposées pour une IAJ, et 58,3 % de toutes les peines d'emprisonnement ferme de 30 jours et moins sont liées aux IAJ (377 peines). Or, la recherche démontre que les personnes condamnées pour des IAJ et celles qui se voient imposer de courtes peines d'emprisonnement sont généralement prises dans un cycle de portes tournantes et présentent de nombreux problèmes sociaux (pauvreté, itinérance, troubles mentaux et usage de drogues et d'alcool) (Sylvestre, et coll., 2017; Sylvestre, et coll., 2018; ministère de la Sécurité publique, 2013). Dans l'objectif de réduire la judiciarisation, une attention particulière

doit donc être portée à ces infractions qui relèvent directement du système judiciaire. Notons par ailleurs que le nombre important d'IAJ a été ciblé comme l'une des principales causes des retards judiciaires en matière criminelle dans le plan d'action 2016-2017 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec qui se sont engagés à établir une vigie à l'égard de ces infractions (Table Justice Québec, 2016).

En ce qui concerne les infractions contre la personne, plus d'une infraction sur trois serait liée à la violence conjugale. Ce chiffre pourrait être sous-estimé en raison des limites de la banque de données. La troisième catégorie d'infractions d'importance concerne la conduite avec facultés affaiblies et la possession de drogue. Ces deux types d'infractions (infractions contre la personne, facultés affaiblies et drogues) nous ramènent vers certaines problématiques sociales présentes dans les communautés et qui découlent directement de l'imposition de politiques coloniales passées et actuelles. À cet égard, l'adoption de modifications au Programme de mesures de rechange pour les adultes en milieu autochtone en 2015 pour y inclure les infractions liées à la violence conjugale avec le consentement de la victime doit être soulignée. Il y aurait certainement lieu d'élargir le programme afin de prendre en charge d'autres types de problématiques.

Les conclusions présentées dans ce rapport semblent aussi indiquer que la plupart des personnes judiciairisées se prévalent généralement peu de leur droit à un procès. En effet, elles ont plaidé coupable aux infractions alléguées dans près de la moitié des cas. De plus, étant donné le nombre élevé de données manquantes dans cette catégorie, il est difficile d'évaluer précisément l'ampleur de ce phénomène. Pour certaines infractions, le taux de plaidoyers de culpabilité apparaît encore plus élevé : c'est le cas de la possession de drogue (81,2 %). Ces taux de plaidoyers de culpabilité sont particulièrement élevés pour les chefs d'accusation associés aux communautés abénakises (73,1 %), huronne-wendat (68,9 %), algonquines (63,1 %) et atikamekw (56 %).

Finalement, l'analyse des peines imposées indique que l'on a fréquemment recours à l'emprisonnement. Bien que la probation, seule ou combinée, soit la peine la plus fréquemment imposée aux Premières Nations judiciairisées (1 589, soit 46,6 % du total des peines imposées), elle est suivie de près par l'emprisonnement (1 227, soit 36 %), seul ou combiné. En outre, l'emprisonnement ferme, purgé en établissement, est privilégié dans 92 % des cas d'emprisonnement. Seulement 9 % des peines d'emprisonnement sont purgées de façon discontinuée, et 8 % sont imposées avec sursis.



Par contre, la durée de cet emprisonnement est relativement courte : près de 15 % des emprisonnements sont d'une journée seulement. Finalement, les peines de probation sont aussi généralement courtes : 48,2 % des peines ont une durée de 12 mois et moins et plus de la moitié de ces peines sont dites « sans surveillance ». L'amende est moins utilisée dans le cas des personnes des Premières Nations judiciairisées (532 peines, 15,6 %). En outre, 99 % des amendes de plus de 1 000 \$ sont liées aux infractions de conduite avec facultés affaiblies (pour lesquelles la peine d'amende de 1 000 \$ est l'amende minimale). On note finalement un faible taux d'absolution.

Rappelons qu'en droit criminel canadien, l'emprisonnement est une peine de dernier recours. En effet, les tribunaux ont l'obligation d'examiner la

possibilité de peines non contraignantes avant d'envisager la privation de liberté (alinéa 718.2d) du C. cr.). Dans le contexte des Premières Nations, cette obligation est encore plus importante : les juges doivent considérer toutes les sanctions substitutives à l'emprisonnement, et ils doivent tenir compte des facteurs historiques et systémiques qui ont pu mener une personne à commettre une infraction, ainsi que du type de processus et des sanctions appropriés à l'héritage culturel des Premières Nations, des Inuits et des Métis (art. 718.2e) du C. cr.; *R. c. Gladue*, [1999] 1 R.C.S. 688; *R. c. Ipeelee*, [2012] 1 R.C.S. 433). Cette obligation de tenir compte du contexte des premiers peuples pourrait d'ailleurs bientôt être étendue à l'étape de la mise en liberté et de l'imposition de conditions si le projet de loi fédéral C-75 était adopté.





## 7. RECOMMANDATIONS

À la lumière des conclusions présentées dans ce rapport, nous formulons les recommandations suivantes :

- ◆ **Que le ministère de la Justice du Québec mette en œuvre les appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation, les appels à la justice de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées ainsi que les appels à l'action de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès en vue de mettre en place un système de justice qui reflète leurs valeurs et leurs traditions juridiques.**

Il découle naturellement de ce rapport que les Premières Nations sont d'abord et avant tout judiciairisées en raison de leurs contacts avec le système de justice québécois. En outre, la nature des infractions reprochées et le cycle de portes tournantes dans lequel semblent s'enfoncer les personnes judiciairisées indiquent que la judiciairisation est liée à l'existence de nombreux problèmes sociaux au sein des communautés. Afin de remédier à cette situation, il est essentiel de remettre en question la place et le rôle joué par le système de justice québécois et de reconnaître le droit des Premières Nations à mettre en place un système de résolution de conflits qui respecte leurs valeurs et leurs traditions juridiques.

- ◆ **Que le ministère de la Justice du Québec mette en œuvre les appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation, les appels à la justice de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées ainsi que les appels à l'action de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès en vue de promouvoir et de mettre en place des solutions sociales et préventives aux situations problématiques soumises aux systèmes de justice.**

La Commission de vérité et réconciliation a formulé l'appel à l'action suivant demandant « aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux de procéder à une évaluation et d'établir des sanctions communautaires réalistes qui offriront des solutions de rechange à l'incarcération des délinquants autochtones, de fournir un financement suffisant et stable à cet égard et de cibler les causes sous-jacentes du comportement délinquant ». (Appel à l'action n° 31)

Les mesures de déjudiciarisation et de résolution des problèmes sociaux doivent être privilégiées et mises de l'avant. Les Premières Nations doivent jouer un rôle de premier plan dans la mise en œuvre de mesures sociales et préventives visant à s'attaquer aux causes sous-jacentes de la criminalité alléguée au sein des communautés et en milieu urbain. En outre, ces mesures doivent être adéquatement soutenues et financées.

◆ **Que le ministère de la Justice modifie le Programme de mesures de rechange (PMR) pour les adultes en milieu autochtone afin d'inclure les infractions contre l'administration de la justice et les infractions de conduite avec facultés affaiblies.**

Le MJQ devrait modifier son PMR pour les adultes en milieu autochtone afin de refléter la nature des principales infractions reprochées aux Premières Nations. En particulier, il faudrait inclure les infractions contre l'administration de la justice et la conduite avec facultés affaiblies, et ce, bien que cette dernière infraction prévoie une peine minimale. Bien que le PMR ne constitue pas une panacée ni une véritable mesure de déjudiciarisation (en effet, le programme n'intervient pas en amont, demeure sous supervision judiciaire et ne permet que de suspendre la dénonciation afin de permettre les mesures de rechange), il est une porte d'entrée à la prise en charge communautaire des problèmes sociaux et doit être encouragé, soutenu et adéquatement financé.

◆ **Que les services de police et le DPCP établissent des cibles annuelles afin de diminuer le recours à l'incarcération ainsi que le nombre d'accusations pour les infractions contre l'administration de la justice (IAJ).**

Il est essentiel que les agents de la paix et les procureurs du DPCP exercent leur pouvoir discrétionnaire afin de limiter les arrestations, la détention et les accusations liées au non-respect des conditions, notamment lorsque ce type de manquement ne porte pas préjudice à la sécurité d'une victime ou d'un témoin. Le projet de loi C-75, s'il est adopté, proposera une nouvelle procédure pour traiter de certains manquements qui pourrait permettre de diminuer le nombre d'accusations relativement aux IAJ. Comme nous l'avons démontré, les IAJ mènent très fréquemment à une condamnation et à une peine d'emprisonnement (correspondant souvent à la durée de la détention initiale à la suite de l'arrestation) et elles doivent être strictement limitées. Les services de police et le DPCP pourraient adopter des directives particulières à cet égard. Les nouvelles directives adoptées le 15 novembre 2018 par le DPCP ne prévoient rien sur cette question spécifique.

Mentionnons, en outre, que la Commission de vérité et réconciliation a émis les appels à l'action n<sup>os</sup> 30 et 38 demandant aux gouvernements provinciaux de s'engager à réduire la surreprésentation des Autochtones en détention et à publier annuellement des rapports faisant état de ces progrès. Cette recommandation s'inscrit directement dans cet esprit.



- ◆ **Que les services policiers, le DPCP et le Conseil de la magistrature donnent une formation adéquate et appropriée aux policiers et aux acteurs judiciaires qui sont appelés à intervenir auprès des Premières Nations.**

Conformément à l'appel à l'action n° 27 de la Commission de vérité et réconciliation, les services policiers, le DPCP et le Conseil de la magistrature du Québec devraient veiller à ce que les policiers, les procureurs et les juges des cours provinciales aient une formation appropriée sur l'histoire, les politiques coloniales et les séquelles des pensionnats, les droits des Autochtones, ainsi que les compétences interculturelles, le règlement de différends, les droits de la personne et la lutte contre le racisme. Comme mentionné dans la revue de littérature, la recherche a démontré que la surreprésentation des Premières Nations dans le système de justice est directement liée à la discrimination systémique vécue par ces populations à toutes les étapes de la procédure criminelle de la part des policiers et des acteurs judiciaires.

- ◆ **Que les services de police et le DPCP définissent des indicateurs leur permettant de s'assurer que les policiers et les procureurs tiennent compte de la situation particulière des Premières Nations lors des décisions prises au stade de la mise en liberté et des recommandations sur la peine. De façon plus spécifique, ces indicateurs devraient permettre de mesurer le nombre de conditions suggérées lors de la mise en liberté, le lien entre celles-ci et les infractions alléguées, ainsi que les vérifications effectuées quant à la possibilité raisonnable que ces conditions soient respectées. Ces indicateurs devraient être rendus publics.**

Comme nous le rappelions en conclusion, dans le contexte de la détermination de la peine des Premières Nations, les juges sont tenus de considérer toutes les sanctions substitutives à l'emprisonnement et ils doivent tenir compte des facteurs historiques et systémiques qui ont pu mener une personne à commettre une infraction, ainsi que du type de processus et des sanctions appropriés à l'héritage culturel des Premières Nations, des Inuits et des Métis (art. 718.2e) du C. cr.; *R. c. Gladue*, [1999] 1 R.C.S. 688; *R. c. Ipeelee*, [2012] 1 R.C.S. 433). Cette obligation de tenir compte du contexte des premiers peuples pourrait d'ailleurs bientôt être étendue à l'étape de la mise en liberté et de l'imposition de conditions si le projet de loi fédéral C-75 était adopté.

Ces obligations ne s'étendent pas nécessairement aux procureurs du DPCP (*R. c. Anderson*, [2014] CSC 41) ou aux policiers. Cependant, la Cour suprême du Canada a récemment clarifié l'état du droit applicable lors de la mise en liberté provisoire (*R. c. Antic*, [2017] CSC 27). Ainsi, la libération inconditionnelle doit demeurer la norme, toutes les conditions suggérées ou imposées lors de la mise en liberté doivent être justifiées

et elles ne doivent en aucun cas viser la réhabilitation ou la punition. En particulier et sous réserve des présomptions de détention prévues à l'art. 515(6) du C. cr., le procureur du DPCP doit justifier sa décision de demander l'imposition de conditions.

Le 15 novembre 2018, le DPCP a adopté de nouvelles directives, dont la directive ACC-3 visant à guider les procureurs dans leur décision d'intenter ou de continuer une poursuite. Cette directive prévoit maintenant à son article 28 que les procureurs doivent faire preuve de retenue en privilégiant la mise en liberté et la libération aux conditions les moins restrictives possible, tout en s'assurant du lien logique entre les conditions et l'infraction alléguée et de la possibilité que les conditions imposées puissent être raisonnablement respectées. Rappelons aussi que l'imposition de conditions réalistes et raisonnables susceptibles d'être respectées est une obligation constitutionnelle en vertu de l'alinéa 11e) de la Charte canadienne (confirmée dans *R. c. Antic*, [2017] CSC 27).

L'article 29 de la directive ACC-3 prévoit aussi que les procureurs doivent tenir compte de la situation particulière des contrevenants autochtones lors de la mise en liberté provisoire, y compris « du rôle et de l'implication de ce contrevenant auprès de la communauté, des conséquences que la détention provisoire aurait sur celle-ci, des pratiques ancestrales des habitants de la région, ainsi que des réalités propres à sa situation géographique et aux problématiques sociales présentes au sein de la communauté ».

Or, afin que ces directives soient mises en œuvre de façon efficace et qu'elles aient un impact réel sur les décisions prises lors de la mise en liberté (en particulier, qu'elles limitent le recours à la détention et le nombre de conditions imposées), nous recommandons que le DPCP et les services de police définissent des indicateurs leur permettant de mesurer le nombre de conditions suggérées lors de la mise en liberté, le lien entre celles-ci et les infractions alléguées, ainsi que les vérifications effectuées quant à la possibilité raisonnable que ces conditions soient respectées et que ces indicateurs soient rendus publics (par exemple, il pourrait être nécessaire d'obtenir de l'information sur les conditions matérielles du contrevenant ainsi que sur son niveau de dépendance à l'alcool et aux drogues).

Finalement, les services de police et le DPCP pourraient adopter des directives particulières concernant le choix des conditions suggérées au tribunal, y compris les conditions visant l'abstinence ou la fréquentation de lieux qui génèrent un nombre important de manquements.



- ◆ **Que le ministère de la Justice recueille des données sur la décision prise au stade de la mise en liberté provisoire, le nombre et le type de conditions imposées lors de la mise en liberté, le cas échéant, ainsi que des données sur le nombre et le type de conditions de probation et la nature du non-respect des conditions.**

La banque de données du MJQ ne contient aucune information sur la décision prise au stade de la mise en liberté provisoire (détention, libération inconditionnelle, libération sous conditions par engagement ou promesse, avec dépôt ou caution, etc.). Or, la décision prise à ce stade des procédures est déterminante quant à l'issue des procédures (elle a une influence directe sur la décision du prévenu de plaider coupable et sa capacité de présenter une défense) et à la peine imposée (notamment en raison de l'imposition de peines d'emprisonnement de temps fait, soit purgé en détention à la suite de l'arrestation). Il est essentiel de disposer de données complètes.

En outre, considérant l'importance des infractions contre l'administration de la justice chez les Premières Nations et le lien entre celles-ci et l'incarcération, il est aussi essentiel de connaître la nature et le nombre de conditions imposées à la mise en liberté et à la probation, ainsi que leurs taux respectifs de manquements. Notons que l'Alberta et la Colombie-Britannique compilent des données sur le nombre et la nature des conditions de mise en liberté depuis 2016-2017 rapportées par Statistique Canada (Malakieh, 2018).

La recherche a démontré que le nombre de conditions imposées et la durée durant laquelle ces conditions sont appliquées sont les meilleurs annonceurs de manquement (Sylvestre, et coll., 2018). Or, il est aussi nécessaire de savoir quelles sont les conditions les plus fréquemment non respectées afin de diminuer le taux d'IAJ. À la lumière de la jurisprudence et de la recherche préliminaire, nous émettons l'hypothèse que les conditions d'abstinence (les interdictions de consommer de l'alcool et des drogues), les interdictions de se trouver dans des lieux spécifiques et les conditions de ne pas troubler la paix qui sont fréquemment imposées au Québec comme ailleurs au Canada sont particulièrement non respectées. L'existence de données judiciaires complètes nous permettrait d'avoir l'heure juste à ce sujet.





## 8. BIBLIOGRAPHIE

- Affaires autochtones et Développement du Nord Canada (2015). *L'Indice de bien-être des collectivités : Rapport sur les tendances dans les collectivités des Premières Nations, 1981 à 2011*, Ottawa, Canada.
- Beattie, K., Solecki, A., et K. E. Morton Bourgon (2013). *Les caractéristiques de la détention et de la mise en liberté par la police et le tribunal : données tirées de l'étude de l'efficacité du système de justice*, ministère de la Justice du Canada.
- Bellot, C., et M.-E. Sylvestre (2016). *La judiciarisation de l'itinérance à Val d'Or*. [[https://observatoireprofilages.files.wordpress.com/2016/12/osp\\_20161209\\_rapport.pdf](https://observatoireprofilages.files.wordpress.com/2016/12/osp_20161209_rapport.pdf)]
- Brassard, R., et M. Spielvogel (2018). *Espoirs à l'épreuve de la souffrance – Paroles d'hommes autochtones sur la violence conjugale et familiale*, Presses de l'Université du Québec.
- Brassard, R., Spielvogel, M., et L. Montminy (2017). *Analyse de l'expérience de la violence conjugale et familiale d'hommes autochtones au Québec*. [[http://www.criviff.qc.ca/sites/criviff.qc.ca/files/rapport\\_hommes\\_autochtones\\_final\\_01-12-2017\\_avec\\_couverture.pdf](http://www.criviff.qc.ca/sites/criviff.qc.ca/files/rapport_hommes_autochtones_final_01-12-2017_avec_couverture.pdf)]
- Brennan, S. (2011). *Violent Victimization of Aboriginal Women in the Canadian Provinces*, Centre canadien de la statistique juridique, Ottawa.
- Brodeur, J.-P. (1983). « High Policing and Low Policing: Remarks about the Policing of Political Activities », *Social Problems*, vol. 30, n° 5, p. 507-520.
- Brzozowski, J.-A., Taylor-Butts, A., et S. Johnson (2006). « Victimization and offending among the Aboriginal population in Canada », *Juristat*, vol. 26, n° 3.
- Burczycka, M., et C. Munch (2015). « Tendances des infractions contre l'administration de la justice », *Juristat*, Ottawa.
- Chéné, B. (2016). *Profil des personnes condamnées à une peine discontinue en 2012-2013*, Québec, Direction générale des services correctionnels, ministère de la Sécurité publique.
- Comack, E. (2012). *Racialized Policing: Aboriginal People's Encounters with the Police*, Halifax et Winnipeg, Fernwood Publishing.

- Comack, E., Deane, L., Morrisette, L., et J. Silver (2013). *Indians Wear Red – Colonialism, Resistance, and Aboriginal Street Gangs*, Halifax et Winnipeg, Fernwood Publishing.
- Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (2018). *Enquête régionale sur la santé des Premières Nations du Québec – 2015*, Wendake, CSSSPNQL.
- Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (2015). *Portrait de l'itinérance dans les communautés des Premières Nations au Québec*, Wendake, CSSSPNQL.
- Fontaine, N. (2006). *Surviving Colonization: Anishinaabe Ikwe Gang Participation* », dans Balfour, G., et E. Comack, *Criminalizing Women: Gender and (in) Justice in Neoliberal Times*, Halifax et Winnipeg, Fernwood Publishing.
- Giroux, L. (2011). *Profil correctionnel 2007-2008 – La population correctionnelle du Québec*, Direction de la recherche des Services correctionnels du Québec.
- Goyette, M., Bellot, C., et M.-E. Sylvestre (2014). « La gestion de l'ordre public : de la confiance des citoyens à la méfiance à l'endroit des pratiques répressives », dans Bernier, R., *Les défis québécois : conjonctures et transitions*, Presses de l'Université du Québec, p. 395-413.
- Jones, N. A., Ruddell, R., et T. Summerfield (2016). *Policing in Aboriginal communities: Results of a socio-demographic survey of police officers serving in Aboriginal communities across Canada*, document non publié.
- Kiedrowski, J., Jones, N. A., et R. Ruddell (2017). « 'Set up to fail?' An analysis of self-administered indigenous police services in Canada », *Police Practice and Research*, vol. 18, n° 6, p. 584-598.
- Lithopoulos, S. (2013). « First Nations Policing Policy/Program (FNPP) Update », présentation, Université de Regina, Regina, 16 octobre.
- Lithopoulos, S., et R. Ruddell (2013). « Aboriginal Policing in Rural Canada: Establishing a Research Agenda », *International Journal of Rural Criminology*, vol. 2, n° 1, p. 99-123.
- Lithopoulos, S., et R. Ruddell (2011). « Policing isolated Aboriginal communities: perspectives of Canadian officers », *Policing: An International Journal of Police Strategies and Management*, vol. 34, n° 3, p. 434-453.
- Malakieh, J. (2018). *Statistiques sur les services correctionnels pour les adultes et les jeunes 2016-2017*.
- Marenin, O. (1982). « Parking tickets and class repression: The concept of policing in critical theories of criminal justice », *Contemporary Crises*, vol. 6, n° 3, p. 241-266.
- Maxwell, A. (2017). *Statistiques sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes au Canada, 2014-2015*.



- Ministère de la Justice du Québec (2015). *Programme de mesures de rechange pour les adultes en milieu autochtone*. [<https://www.justice.gouv.qc.ca/programmes-et-services/programmes/programme-de-mesures-de-rechange-pour-les-adultes-en-milieu-autochtone/>]
- Ministère de la Sécurité publique du Québec (2013). *Profil des personnes condamnées à une courte peine d'incarcération en 2010-2011*.
- Miladinovic, Z., et L. Mulligan (2015). « L'homicide au Canada, 2014 », *Juristat*, produit n° 85-002-X au catalogue de Statistique Canada.
- Perreault, S., et S. Brennan (2010). *La victimisation criminelle au Canada, 2009*, Centre canadien de la statistique juridique, Ottawa.
- Reitano, J. (2017). *Statistiques sur les services correctionnels pour adultes au Canada 2015-2016*, Statistique Canada.
- Robert, P. (1977). « Les statistiques criminelles et la recherche – Réflexions conceptuelles », *Déviance et Société*, vol. 1, n° 1, p. 3-27.
- Ruddell, R., Lithopoulos, S., et N. A. Jones (2014). « Crime, costs, and well-being: policing Canadian Aboriginal communities », *Policing: An International Journal of Police Strategies and Management*, vol. 37, n° 4, p. 779-793.
- Statistique Canada (2017). *Les peuples autochtones au Canada : faits saillants du Recensement de 2016*, rapport, Ottawa, Canada.
- Statistique Canada (2016). *Manuel du Programme de déclaration uniforme de la criminalité*.
- Statistique Canada (2014). *La victimisation chez les autochtones au Canada*, Ottawa.
- Sylvestre, M.-E., Bellot, C., et N. Blomley (2017). « Une peine avant jugement? La mise en liberté provisoire et la réforme du droit pénal canadien », dans Desrosiers, J., Garcia, M., et M.-E. Sylvestre, *Réformer le droit criminel au Canada : défis et possibilités*, Éditions Yvon Blais, p. 189-228.
- Sylvestre, M.-E., Duchesne-Blondin, A., Bellot, C., Fortin, V., et N. Blomley (2018). *Les conditions géographiques de mise en liberté et de probation et leur impact sur les personnes marginalisées à Montréal*, rapport de recherche.
- Table Justice-Québec (2016). *Plan d'action 2016-2017 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec – Pour une justice en temps utile en matière criminelle et pénale*.







## VISION

Les personnes, les familles et les communautés des Premières Nations sont en santé, ont un accès équitable à des soins et à des services de qualité, et exercent leur autodétermination et autonomie culturelle.

## MISSION

Accompagner les Premières Nations au Québec dans l'atteinte de leurs objectifs en matière de santé, de mieux-être, de culture et d'autodétermination.



COMMISSION DE LA SANTÉ  
ET DES SERVICES SOCIAUX  
DES PREMIÈRES NATIONS  
DU QUÉBEC ET DU LABRADOR